



27 JUL 14

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 25 JUILLET 1914.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-deux décembre 1909, pour la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, et de nommer par commission en date du dix-sept juillet 1914, MM. Fitz Metcalf, cultivateur, Théodore Sinette, secrétaire-trésorier des écoles, Adolphe Dubuc, Elzéar Fortier et Bruno Dubois, cultivateurs, de Saint-Ferdinand d'Halifax, commissaires de la dite cour. 3357

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix juillet 1914, de nommer MM. les docteurs E. Percillier Lachapelle et John Adams Hutchison, de la cité de Montréal, et Henri S. Beland, de Saint-Joseph, comté de Beauce, membres du conseil d'hygiène de notre province, à compter du premier jour de mai dernier. 3387

Proclamations

ARTHUR.
[L. S.]

CANADA.

GEORGE CINQ, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 25th JULY, 1914.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small cases, dated the twenty-second day of December, 1909, for the parish of Saint-Ferdinand d'Halifax, and to appoint by commission dated the seventeenth day of July, 1914, Messrs. Fitz Metcalf, farmer, Theodore Sinette, secretary-treasurer of schools, Adolphe Dubuc, Elzéar Fortier and Bruno Dubois, farmers, of Saint-Ferdinand d'Halifax, commissioners of the said court. 3358

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by Order-in-Council, dated the tenth day of July, 1914, to appoint Messrs. E. Percillier Lachapelle and John Adams Hutchison, of the city of Montreal, and Henri S. Beland, of Saint Joseph, county of Beauce, members of the Board of Health of our Province, from the first day of May last. 3388

Proclamations

ARTHUR.
[L. S.]

CANADA.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and

27 JUL 1914

lande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT:

PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, **A**TTENDU qu'en vertu des dispositions de la loi de tempérance du Canada, l'avis suivant a été adressé au Secrétaire d'Etat du Canada, accompagné de la pétition ci-jointe:—

"A l'honorable Secrétaire d'Etat du Canada,—

"MONSIEUR,—Nous, soussignés, électeurs du comté de Stanstead, vous prions de prendre connaissance que nous avons l'intention de présenter la pétition ci-dessous à Son Excellence le Gouverneur général:—

"A Son Excellence le Gouverneur général du Canada en conseil:—

"La pétition des électeurs du comté de Stanstead, ayant qualité et capacité pour voter à l'élection d'un membre de la Chambre des Communes, dans le dit comté,—Expose respectueusement,—

"Que vos pétitionnaires désirent que la deuxième partie de la *Loi de tempérance du Canada*, soit mise en vigueur dans le dit comté, et que nous désirons que les votes de tous les électeurs du dit comté soient enregistrés pour et contre l'adoption de la dite pétition,—

"En conséquence vos pétitionnaires prient humblement qu'il plaise à Votre Excellence par un arrêté en conseil en vertu du cent-neuvième article de la dite loi, de déclarer que la deuxième partie de la dite loi soit mise en vigueur dans le dit comté.

"Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier, etc."

ET ATTENDU qu'il appert à la satisfaction du Gouverneur général en conseil que cet avis est revêtu des signatures authentiques d'un quart ou plus de tous les électeurs du dit comté de Stanstead, dans la province de Québec; qu'il est constaté que les signatures apposées à l'avis sont des signatures authentiques au nombre de mil neuf cent vingt-huit, et que les autres exigences de la loi ont été observées;

ET ATTENDU qu'un arrêté du Gouverneur général en conseil a été passé, ordonnant que les votes de tous les électeurs du dit comté de Stanstead soient enregistrés pour et contre l'adoption de la dite pétition,—

SACHEZ, maintenant, que, par les présentes et en vertu de l'autorité qui Nous est conférée par la loi et arrêté en conseil susdits, Nous proclamons et déclarons que jeudi le sixième jour d'août prochain, 1914, un poll sera tenu dans le dit comté de Stanstead pour y recevoir les votes des électeurs pour et contre la dite pétition. Que ces votes seront enregistrés au scrutin secret depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi de ce jour-là.

Que Otis Shurtleff, registrateur de la division d'enregistrement de Coaticook, du comté de Stanstead, dans la province de Québec, a été nommé officier-rapporteur dans le but de recevoir ce jour-là les votes des électeurs pour et contre la pétition, de compter ensuite les votes, et de faire rapport du résultat au Gouverneur général en conseil. Que le dit officier-rapporteur est autorisé et requis de nommer un sous-officier-rapporteur

Ireland and of the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern,—GREETING:

A PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, **W**HEREAS in pursuance of the provisions of The Canada Temperance Act the following notice has been addressed to the Secretary of State of Canada, embodying the petition therein set forth:

"To the Honourable the Secretary of State of Canada:

"Sir,—We, the undersigned electors of the County of Stanstead request you to take notice that we propose presenting the following petition to His Excellency the Governor General, namely:

"To His Excellency the Governor General of Canada in Council:—

"The petition of the electors of the County of Stanstead qualified and competent to vote at the election of a member of the House of Commons, in the said County,—

"Respectfully shows that your petitioners are desirous that Part II of The Canada Temperance Act, should be in force and take effect in the said County;

"And that we desire that the said votes of all the electors of the said County be taken for and against the adoption of the said petition,—

"Wherefore your petitioners humbly pray that Your Excellency will be pleased, by an Order in Council, under the one hundred and ninth section of the said Act, to declare that Part II of the said Act shall be in force and take effect in the said County.

"And your petitioners will ever pray, etc."

AND WHEREAS it appears by evidence to the satisfaction of the Governor General in Council that such notice has appended to it the genuine signatures of one-fourth or more of all the electors of the said County of Stanstead, in the Province of Quebec, the number of signatures to the notice proved to be genuine being one thousand nine hundred and twenty eight, and that the other requirements of the law have been observed;

AND WHEREAS an order of the Governor General in Council has been passed directing that the votes of all the electors of the said County of Stanstead be taken for and against the adoption of the said petition,—

Now KNOW YE, that We do hereby, and by virtue of the authority vested in Us by the said Act and Order in Council, proclaim and declare that on Thursday, the sixth day of August next, 1914, a poll will be held in the said County of Stanstead for taking the votes of the electors for and against the said petition. That such votes will be taken between the hours of nine o'clock in the forenoon and five o'clock in the afternoon of that day and by ballot.

That Otis Shurtleff, Registrar of the Registration Division of Coaticook, of the County of Stanstead, in the Province of Quebec, has been appointed the returning officer for the purpose of taking on that day the votes of the electors for and against the petition and of afterwards summing up the same and making a return of the result to the Governor General in Council. That the said returning officer is empowered and required to

teur à et pour chaque bureau de votation. Que l'officier-rapporteur nommera les différentes personnes qui devront se tenir aux différents bureaux de votation, et qui devront faire le décompte final des votes, au nom des personnes autorisées à favoriser ou à s'opposer respectivement à l'adoption de la pétition, au palais de justice, à Coaticook, dans le dit comté, lundi, le troisième jour d'août prochain, 1914, à dix heures de l'avant-midi.

Que les votes des électeurs seront comptés, et le résultat de la votation annoncé par l'officier-rapporteur au dit palais de justice, à Coaticook susdit, lundi, le dixième jour d'août prochain, 1914, à dix heures du matin.

Et, dans le cas d'adoption de la pétition par les électeurs, le Gouverneur général en conseil pourra en tout temps après l'expiration d'une période de soixante jours, depuis la date de l'adoption de la dite pétition, par un arrêté en conseil publié dans la *Gazette du Canada*, déclarer que la deuxième partie de la dite loi sera en vigueur et prendra effet dans le dit comté, à dater du jour où les licences annuelles ou semestrielles pour la vente des liqueurs spiritueuses maintenant en vigueur dans le dit comté expireront pourvu que ce jour ne soit pas plus rapproché que le quatre-vingt-dixième jour de la date du dit arrêté en conseil, et que s'il y a moins de quatre-vingt-dix jours entre les deux dates, qu'elle devienne en vigueur le jour correspondant de l'année suivante, et s'il n'y a pas de licences en vigueur dans le dit comté, alors cette deuxième partie de la dite loi sera en vigueur et deviendra exécutoire dans le dit comté à compter de l'expiration de trente jours de la date du dit arrêté en conseil.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TEMOIN, Notre Très cher et Bien-aimé Oncle et Très Fidèle Conseiller le Feld-maréchal Son Altesse Royale le Prince ARTHUR WILLIAM PATRICK ALBERT, Duc de Connaught et Strathearn, comte de Sussex (dans la pairie du Royaume-Uni); Prince du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Duc de Saxe, Prince de Saxe-Cobourg et Gotha; Chevalier de Notre Ordre Très noble de la Jarretière; Chevalier de Notre Ordre Très ancien et Très noble du Chardon; Chevalier de Notre Ordre Très illustre de Saint-Patrice; l'un de Notre Très honorable Conseil privé; Grand Maître de Notre Ordre Très honorable du Bain; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très exalté de l'Etoile de l'Inde; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très éminent de l'Empire Indien; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Royal de Victoria; Notre Aide-de-camp personnel; Gouverneur général et commandant en chef de Notre Puissance du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, ce CINQUIÈME jour de JUIN, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quatorze, et de Notre Règne la cinquième.

Par ordre,

THOMAS MULVEY,
Sous-Secrétaire d'Etat.

3083

appoint a deputy returning officer at and for each polling place or station. That the returning officer will appoint persons to attend at the various polling stations and at the final summing up of votes on behalf of the persons interested in and promoting or opposing respectively, the adoption of the petition, at the Court House at Coaticook, in the said County, on Monday, the third day of August next, 1914, at ten of the clock in the forenoon.

That the votes of the electors will be summed up and the result of the polling declared by the returning officer at the said Court House, at Coaticook aforesaid, on Monday, the tenth day of August next, 1914, at ten of the clock in the forenoon.

And in the event of the petition being adopted by the electors, the Governor General in Council may, at any time after the expiration of sixty days from the day on which the same was adopted by Order in Council published in the *Canada Gazette*, declare the Part II of the said Act shall be in force and take effect in such County upon, from and after the day on which the annual or semi annual licenses for the sale of spirituous liquors then in force in such County will expire, provided such day be not less than ninety days from the day of the date of such Order in Council, and if it be less, then on the like day in the then following year; and if there are no licenses in force in the said County, then that Part II of the said Act shall be in force and take effect in such County from and after the expiration of thirty days from the date of such Order in Council.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed.

WITNESS, Our Most Dear and Entirely Beloved Uncle and Most Faithful Counsellor, Field Marshal His Royal Highness PRINCE ARTHUR WILLIAM PATRICK ALBERT, Duke of Connaught and of Strathearn, Earl of Sussex (in the Peerage of the United Kingdom); Prince of the United Kingdom of Great Britain and Ireland; Duke of Saxony; Prince of Saxe-Coburg and Gotha; Knight of Our Most Noble Order of the Garter; Knight of Our Most Ancient and Most Noble Order of the Thistle; Knight of Our Most Illustrious Order of Saint Patrick; One of Our Most Honourable Privy Council; Great Master of Our Most Honourable Order of the Bath; Knight Grand Commander of Our Most Exalted Order of the Star of India; Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George; Knight Grand Commander of Our Most Eminent Order of the Indian Empire; Knight Grand Cross of Our Royal Victorian Order; Our Personal Aide-de-Camp; Governor General and Commander in Chief of Our Dominion of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this FIFTH day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

THOMAS MULVEY,
Under-Secretary of State.

3084

Canada,
Province de
Québec.

F. LANGELIER

L. S.
GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT!

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-trois juin mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au quatre août prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le vingt-trois juin courant; vous convoquons par les présentes pour le QUATRE AOUT prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGE-
LIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce seizième jour de juin, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
Québec,

3049

L.-P. GEOFFRION.

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juillet, 1914, constituant en corporation MM. Zéphirin Normandin, rentier, Joseph Normandin, Arcade Normandin et Aldah Normandin, commis, Alexandrina Normandin, rentière, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce en général d'hôtel, de restaurant; le droit de tenir des dépôts de journaux dans les établissements exploités par la compagnie, ainsi que des chaises de cirque de bottes, et le droit de vendre des cigares, cigarettes, et d'avoir une ou des boutiques de barbiers; le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Le droit d'acheter, louer, posséder ou autrement acquérir, ou de vendre ou de disposer de quelque façon que ce soit tous les immeubles et tous les biens nécessaires aux affaires de la compagnie;

Le droit d'acheter tout hôtel ou restaurant déjà en opération et de les payer en argent ou

Canada,
Province of
Quebec.

F. LANGELIER

L. S.
GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:

To Our Beloved and Faithful Councilors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty third of June one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fourth day of June next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the twenty third of June instant; and hereby convene you for the FOURTH of AUGUST next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGE-
LIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this sixteenth day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,

3050

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1914, incorporating MM. Zéphirin Normandin, gentleman; Joseph Normandin, Arcade Normandin and Aldah Normandin, clerks, Alexandrina Normandin, independant lady, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of keepers of hotels and restaurants, the right to keep newspaper depots in the establishments exploited by the company, as well as shoe shining stands, and the right to sell cigars and cigarettes and to have one or more barber shops, the whole subject to the provisions of the Quebec Licence Act;

The right to buy, lease, own or otherwise acquire or to sell or dispose of, all the immovables and property useful for the company's businesses, in any manner whatever;

The right to purchase any hotel or restaurant already in operation and to pay for the same in

en parts acquittées de la compagnie à un prix à être déterminé par la compagnie; acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre et échanger des actions, stock ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant les mêmes affaires que celles de la compagnie; faire les choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Normandin Limitée" avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3353

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize juillet 1914, constituant en corporation MM. Joseph Philippe Dupuis, de Verdun, Edmund William Tobin, de Bromptonville, Louis Aquilas Carrière, Vincent Ferrier Carrière, Wilfrid Henri Pauzé, marchands de bois, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir, détenir ou donner à bail, vendre ou autrement disposer des immeubles ou droits immobiliers, etc., des matériaux, ornements et spécialités employés dans la construction des bâtisses et meubles meublants, les manufacturer et en faire le commerce;

Construire, vendre, exploiter des briqueteries et leurs produits, des carrières et leurs produits, préparer, vendre, acheter la pierre naturelle et artificielle, le ciment et autres matériaux similaires;

Exécuter les contrats de constructions et de réparations des édifices ou maisons publiques ou privés, des chemins publics ou privés et des rues en général, de macadamisage, de pavage, de trottoirs, d'égout, préparer et manufacturer tout ce qui est employé dans ces travaux;

Entrer dans des entreprises, avoir des intérêts communs et faire toute entente sur le partage des profits ou autrement avec quiconque se livre ou est sur le point de se livrer à un commerce analogue à celui que la compagnie est autorisée à faire;

Acheter, vendre et échanger, exploiter des terres, terrains, lots et les subdiviser, les vendre, les donner à bail, y construire des immeubles, les vendre, échanger, louer et exploiter;

Acquérir, posséder, vendre ou échanger des intérêts et actions dans d'autres compagnies;

Acheter, prendre à bail ou acquérir autrement, vendre ou louer, ou disposer autrement d'aucun et de tout brevet d'invention, marque de commerce, nom de commerce, se rattachant ou applicable aux fins de la compagnie;

Faire, utiliser, exploiter l'électricité sous toutes formes pour l'usage des entreprises de la compagnie seulement;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer toutes personnes pour services rendus, soit en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement du stock, de la compagnie ou à la conduite de ses affaires;

Exercer tous et chacun des pouvoirs ci-haut mentionnés comme principaux, agents, soit seul ou conjointement avec d'autres;

Faire toute autre chose découlant des dits objets ou de nature à aider à l'accomplissement des dits objets, sous le nom de "Montreal Lum-

cash or in paid-up shares of the company at a price to be determined by the company; acquire, own, lease, guarantee, hypothecate, sell and exchange shares, stock or debentures or securities of any corporation carrying on businesses similar to those of the company; to do the things and exercise all the powers and perform all the businesses incidental to the carrying on of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Normandin Limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3354

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth date of July, 1914, incorporating Messrs. Joseph Philippe Dupuis, of Verdun; Edmund William Tobin, of Bromptonville, Louis Aquilas Carrière, Vincent Ferrier Carrière, Wilfrid Henri Pauze, lumber merchants, of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, to hold or lease, to sell or otherwise dispose of immovables or immoveable rights, etc., of materials, ornaments and specialities used in the construction of buildings and household furnitures, to manufacture and deal in the same;

To construct, sell, exploit brick-works and their products, quarries and their products; to work, sell, purchase natural and artificial stones, cement and other similar materials;

To execute contracts for the construction, and repair of buildings or public or private houses, public or private roads and streets in general, macadamizing, paving, side-walks sewers, to prepare and manufacture all materials employed in such works;

To engage into same undertakings, to have joint interests or to enter into any agreement for the sharing of profits or otherwise with whomsoever carries on or is about to carry on any business similar to that which the company is authorized to carry on;

To purchase, sell and exchange, to exploit farms, lands, lots and to subdivide, sell, lease the same, and to construct immovables thereon, and to sell, exchange, lease and exploit the same;

To acquire, own, sell or exchange interests and shares in other companies;

To purchase, take on lease or otherwise acquire sell or let or otherwise dispose of any and all patent rights, trade marks, trade names, incidental or applicable to the objects of the company;

To make, utilize, exploit electricity in any form for the use of the undertakings of the company only;

With the approval of the shareholders, to remunerate any person for services rendered either in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of the stock of the company or the conduct of its businesses;

To exercise all and any of the powers hereinabove mentioned as principals, agents, either singly or jointly with others;

To do any other thing deriving from the said objects or of nature to facilitate the attainment of the said objects, under the name of "Montreal

bermen Specialities Company", avec un fond social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00) divisé en quatre-vingt-dix-neuf (99) actions de mille piastres (\$1,000.00) chacune.

La principale place d'affaires, de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3349 Sous-secrétaire de la province.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative a été constituée par le Rév. J.-E. Matte, curé, et autres, dans le comté de Bonaventure, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Bonaventure", et que son principal siège d'affaires est en la paroisse de Saint-Bonaventure-de-Hamilton.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, ce dix-septième jour du mois de juillet 1914.

G. A. GIGAULT,
3309 Sous-ministre de l'Agriculture.

Avis est par le présent donné que "L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec", P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels dans le but de secourir ses membres dans les cas de maladie et d'accident, et leurs veuves ou héritiers en cas de décès.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quatorzième jour de juillet 1914.

Pour le Trésorier de la province,

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor.
Québec. 3325

Avis est par le présent donné que "l'Union Secourable des Cordonniers de Québec" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels dans le but de secourir ses membres en cas de maladie et de décès.

Donné conformément à l'article 5950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quatorzième jour de juillet 1914.

Pour le Trésorier de la province.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec. 3327

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet, 1914, constituant en corporation MM. Edmond Thomas Sayers et Félix Barrière, jr., agents de publicité, Léon Charlebois et Alfred Ernest Balfry, commis, Hector Louis Moreau, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Lumbermen Specialities Company", with a capital-stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into ninety-nine (99) shares of one thousand (\$1,000.00) dollars each.

The principal place of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3350 Deputy Provincial Secretary.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been constituted by the Reverend J. E. Matte, priest, and others in the county of Bonaventure, under the name of "Société Coopérative Agricole de Bonaventure," with its chief place of business in the parish of Saint-Bonaventure-de-Hamilton.

The objects for which the association is formed are: the improvements and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufactures of butter or cheese on both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this seventeenth day of the month of July, 1914.

G. A. GIGAULT,
3310 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that "L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of providing for its members in case of sickness and accident, and their wives or heirs in case of death.

Given pursuant to article 6950 of Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, this fourteenth day of July, 1914.

For the Treasurer of the Province,

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department.
Québec. 3326

Notice is hereby given that "l'Union Secourable des Cordonniers de Québec" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of providing for its members in case of sickness and death.

Given pursuant to article 6950 of Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, this fourteenth day of July, 1914.

For the Treasurer of the Province.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec. 3328

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eleventh day of July 1914, incorporating Messrs. Edmond Thomas Sayers, and Felix Barrière, jr., advertising agents, Leon Charlebois and Alfred Ernest Balfry, clerks, Hector Louis Moreau, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

Acheter, posséder, détenir, obtenir, imprimer, dessiner, exploiter, développer, vendre, céder et affermer des lots de terres, carrières, pouvoirs hydrauliques, aqueducs, lignes de transmission, convois aériens, voies d'évitement, ateliers ou usines de toutes sortes, machineries, matériel roulant, brevets d'invention, marque de commerce, publications, journaux, revues, droits d'auteurs de toute sortes, le tout sur la propriété de la compagnie ou sur aucune propriété ou elle aura obtenu la permission des propriétaires d'agir ainsi; faire le commerce de matériaux et effets de toutes sortes, biens mobiliers et immobiliers, les hypothéquer, échanger, bâtir et les améliorer, et particulièrement exercer tout commerce se rapportant à cette fin;

Exercer tout commerce qui paraîtra à la compagnie capable d'être convenablement exercé en rapport avec les objets ci-dessus, et censé directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou entreprendre la totalité ou aucune partie des commerce, biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables pour les fins de la compagnie, et les payer en actions acquittées du capital de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir et vendre ou aliéner des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou exerçant tout commerce susceptible d'être directement ou indirectement exercé au bénéfice de cette compagnie;

Vendre, louer, ou autrement disposer des biens droits franchises et entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Se consolider ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement avec toute autre personne, société commerciale ou compagnie exerçant ou étant engagée ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans toute transaction commerciale capable d'être, directement ou indirectement transigée au bénéfice de cette compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions ou valeurs de toute telle compagnie, et les engager, vendre, émettre ou les ré-émettre avec ou sans garantie comme principal et intérêt ou en faire le commerce autrement;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir ou posséder la totalité ou aucun des biens franchises, clientèle, droits et privilèges détenus ou possédés par toute personne ou société commerciale ou par toute compagnie ou compagnies exerçant ou formées dans le but d'exercer tout commerce semblable à celui que cette compagnie est autorisée à exercer, et les payer complètement ou partiellement en argent, ou complètement ou partiellement en actions acquittées de la compagnie ou autrement, et assumer les dettes de toute telle personne, société commerciale ou compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et exécuter des billets payables ou recevables, chèques, lettres de change, mandats et autres instruments négociables et transférables;

To purchase, own, hold, obtain, print, design, receive, exploit, develop, sell, convey and lease lots of land, quarries, water powers, water works, transmission lines, aerial conveyers, railway sidings, works or plants of all kinds, machinery, rolling stock, patents, trade marks, publications, newspapers, reviews, copyrights of all kinds, the whole upon the property of the company, or upon any property whereon it may have obtained the permission from the proprietors to do so, to deal in materials and goods of all kinds, moveable and immoveable properties, hypothecate, exchange, build upon and improve the same, and especially to carry on any business incidental to that object;

To carry on any business which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, and calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To acquire or take over the whole or part of the business property and liabilities of any person or company, carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same in paid up shares of the capital stock of the company;

To take or otherwise acquire and to hold and sell or dispose of shares in any other company having objects in whole or in part similar to those of this company or doing any business capable of being directly or indirectly carried on for the benefit of this company;

To sell, lease, or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects wholly or partly similar to those of this company, and to enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any other person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business transaction capable of being directly or indirectly carried on for the benefit of this company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to pledge, sell, issue or re-issue with or without guarantee as principal and interests or otherwise deal with the same;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold or own the whole or any of the property, franchises, good-will, rights and privileges held or own by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for the carrying of any business similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay for the same wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid up shares of the company, or otherwise, and to take over the liabilities of any such person, firm or company;

To draw, make, accept, endorse, discount and execute bills payable or receivable, checks, bills of exchange, warrants and other negotiable and transferable instruments;

Faire des avances d'argent aux clients et autres personnes ayant des relations avec la compagnie et garantir l'accomplissement des contrats par toutes telles personnes;

Rémunérer en argent, actions, obligations ou d'aucune manière toute personne ou personnes corporation ou corporations pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le paiement de toutes actions du capital de la compagnie, ou de toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Faire tous ou aucun des actes précités en qualité de principaux, agents ou procureurs, sous le nom de "Vercheres Publishing Company Limited" avec un capital actions de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce onzième jour de juillet 1914.

3339 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public, que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept juillet 1914, à la compagnie "Le Prêt Agricole", par lesquelles son nom est changé par celui de "La Compagnie de Rendements Composés, Limitée".

Daté ce dix-septième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province

Québec, 17 juillet 1914.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie de Rendements Composés, Limitée", a transporté son bureau principal, du village de Saint-Guillaume, district de Richelieu, au village de Saint-Rémi, district d'Iberville.

3355 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept juillet, 1914, constituant en corporation MM. Joseph C. Héon, négociant, Paul Boucher, industriel, George Labrecque, voyageur de commerce, J. Almédas Boucher voyageur de commerce et Arthur Boucher, commis de fret, tous de Victoriaville, dans les buts suivants:

Fabriquer et manufacturer des remèdes brevetés par le gouvernement Fédéral, sous le No 1469, en faveur de M. Paul Boucher, industriel de Victoriaville, et tout autre remède que la compagnie fera breveter à l'avenir, aussi les parfums, les cirages à chaussures, mines à poêle, poudre à polir le métal, teintures à cheveux, articles de toilette, poudres de condition pour animaux, es eaux gazeuses et essences ou extraits concentrés employés dans l'art culinaire et poudres à pâte;

En faire le commerce et établir des usines, manufactures et fabriques à ces fins;

Acquérir, posséder, vendre, transporter, échanger, louer ou autrement détenir des propriétés mobilières ou immobilières;

Acquérir d'autre commerce similaire et de payer en actions acquittées de la compagnie;

Payer en actions acquittées de la compagnie pour l'organisation d'icelle;

Faire toute autre chose nécessaire à l'accomplissement de l'objet et le but de la compagnie;

To make advances of money to the customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To remunerate in cash, stock, bonds or in any manner any person or persons, corporation or corporations for service rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the payment of any shares of the capital stock of the company, or of any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all or any of the foregoing acts as principals, agents or attorneys, under the name of "Vercheres Publishing Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this eleventh day of July 1914.

3340 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor, of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1914, to the company "Le Prêt Agricole", by which its name is changed into "La Compagnie de Rendements Composés, Limitée".

Dated this seventeenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 17th July, 1914.

Notice is hereby given that "La Compagnie de Rendements Composés, Limitée", has transferred its head office, from the village of Saint Guillaume, district of Richelieu, to the village of Saint Rémi, district of Iberville.

3356 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1914, incorporating Messrs. Joseph C. Héon, wholesale merchant, Paul Boucher, manufacturer, George Labrecque, commercial traveler, J. Almédas Boucher, commercial traveler, and Arthur Boucher, freight clerk; all of Victoriaville, for the following purposes:

To produce and manufacture remedies patented by the Federal Government, under the No. 1469, in favor of Mr. Paul Boucher, manufacturer of Victoriaville, and any other remedy that the company shall cause to be patented in the future, also the perfumes, shoe dressing, stove polish, metal polish powder, hair dyes, toilet articles, condition powders for cattle, aerated waters, and concentrated essences or extracts used in culinary art and baking powders;

To deal therewith and establish works, manufactures and factories for such purposes;

To acquire, hold, sell, transfer, exchange, lease or otherwise dispose of moveable or immoveable property;

To acquire other similar businesses and to pay for the same in paid up shares of the company;

To pay in paid up shares of the company for the organization of same;

To do any other thing necessary for the attainment of the objects and purposes of the company;

Payer totalement ou partiellement tout service rendu et toute acquisition quelconque faite par la compagnie en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, louer, l'actif de la compagnie, son entreprise, ses affaires totalement ou partiellement aux prix et conditions qui seront jugées convenables, et recevoir en paiement des actions débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou des intérêts ou parts dans toute société de personnes, syndicat de personnes, ou toute autre considération, ou autrement en disposer;

Garantir au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, charges, hypothèques ou toute autre valeur le paiement des deniers payables par la présente compagnie, ou le remboursement de deniers payables à la présente compagnie;

Bâtir, acheter, louer, ou autrement acquérir des magasins et y faire le commerce en gros et en détail des produits de la présente compagnie ou autres;

Acquérir, louer ou autrement détenir des pouvoirs hydrauliques, droits riverains, de passage, d'aqueduc et autres droits et privilèges qui peuvent être utiles à la compagnie;

Acquérir tout brevet d'invention, licence, marque de commerce, franchise, privilège, pouvoir de toute personne, société, compagnie ou corporation ou de tout pouvoir public, les posséder, exploiter et en disposer;

Acquérir de toute personne, compagnie ou corporation s'occupant ou pouvant s'occuper de quelque un des objets pour lesquels est formée la présente compagnie, des actions, obligations, débetures ou autres valeurs et les détenir ou en disposer de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables;

Se fusionner avec d'autre compagnie, société ou syndicat de personnes faisant le même commerce que la présente compagnie en la manière et aux conditions qui seront jugées convenables, sous le nom de "Boucher's Liniment Company Limited", avec un fonds social de quatre vingt dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en mille neuf cent quatre vingt (1980) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce septième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD

3347

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinze juillet 1914, constituant en corporation M.M. Anastase Bonneville, hôtelier, Anselme Leger, médecin, J. Eugène Bernier et Armand Bonhomme, comptable, Philorum Bonhomme gérant d'assurance de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce;

Faire le commerce et les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salon de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes et tabacs, débits d'huitres et service de lunch, exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, négociants et importateurs;

Acquérir par achat, échange ou autrement ou détenir par bail ou autrement de toute personne,

To pay wholly or partially for any services rendered and any acquisition whatever made by the company, in paid up shares of the company;

To sell, lease the assets, undertakings and business of the company, wholly or partially, for such price and upon such conditions as may be deemed convenient, and to receive shares, debentures, bonds or securities of any other company, or interests or shares in any association of persons, syndicates of persons, or any other consideration or otherwise dispose thereof;

To guarantee by means of bonds, shares, contracts, mortgages, liens, hypothecs or any other securities, the payment of monies payable by the present company or the reimbursement of monies payable to the present company;

To build, purchase, lease or otherwise acquire stores and therein to deal wholesale and retail in the products of the present company or others

To acquire, lease or otherwise hold water powers, riparian rights, rights of way, waterworks and other rights and privileges which may be deemed suitable for the company;

To acquire any patents, license, trade marks, franchises, privileges, powers from any person, firm, company or corporation or from any public authority, hold, exploit and dispose of the same;

To acquire from any person, company or corporation engaged in or about to engage in any of the objects for which the present company is incorporated, shares, bonds, debentures or other securities, and to hold or dispose of the same in the manner and upon the conditions which may be deemed convenient;

To amalgamate with other companies, firm or association of persons carrying on the same business as the present company in the manner and upon the conditions which may be deemed convenient under the name of "Boucher's Liniment Company Limited" with a capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into one thousand nine hundred and eighty (1980) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, is at Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3348

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1914, incorporating Messrs. Anastase Bonneville, hotelkeeper, Anselme Leger, physician, J. Eugène Bernier and Armand Bonhomme, accountants, Philorum Bonhomme, insurance manager, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, according to the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith;

To carry on the trade and business of proprietors of shoe shinings stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealer and importers;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company,

société ou compagnie, comme commerce on opération (as a going concern) ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant, avec ou sans les terrains et les bâtiments servant ou destinés à leur exploitation, ainsi que leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement tout autre hôtel, et toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre et échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, des restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être utiles ou nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acquérir, posséder et exploiter des sources d'eaux minérales et des établissements pour la fabrication d'eaux gazeuses;

Faire et exécuter tous autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets;

Acquérir, posséder, vendre et échanger, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant un commerce ou une industrie semblable à l'une quelconque, sous le nom de "La Compagnie Café Du Palais", avec un capital-actions de vingt mille (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3351 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet, 1914, constituant en corporation MM. Daniel Percy Gilmor, avocat, Francis George Bush, teneur de livres, George Robert Drennan, sténographe, Herbert William Jackson et Michael Joseph O'Brien, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les affaires de marchands, manufacturiers et commerçants de bois de construction et et autres bois, articles en bois, ou aucun de leurs produits, et tous articles dans la fabrication desquels le bois de construction ou le bois est requis ou peut être employé, et acheter, vendre ou autrement faire le commerce de tels articles manufacturés et de tous leurs accessoires;

Acquérir par achat, bail ou autre titre, entreprendre, construire et exploiter, et détenir, employer, vendre ou autrement disposer de temps à autre, et pour telle considération que la compagnie jugera convenable, de biens mobiliers et immobiliers de toute sorte et description, y compris des limites à bois, concessions forestières, moulins, édifices, habitations, outillage et machinerie, terrains miniers, privilèges hydrauliques, franchises, barrages, droits, contrats, baux, patentes, brevets d'invention, marque de commerce au aucun commerce et biens en général;

Manufacturer, acheter, vendre et autrement

as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any other hotel, and any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands held or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed useful or necessary for the carrying on of the above undertakings;

To acquire, own and exploit mineral waters springs and establishments for the manufacturing of aerated waters;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects;

To acquire, own, sell and exchange, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation carrying on a trade or business similar to any one whatever, under the name of "La Compagnie du Café Du Palais", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3352 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eight of July, 1914, incorporating Messrs. Daniel Percy Gilmor, advocate, Francis George Bush, book-keeper, George Robert Drennan, stenographer, Herbert William Jackson and Michael Joseph O'Brien, clerks, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchants, manufacturers, and dealers in timber, lumber, wood, woodenware, or any of their products, and any article in the making of which timber or wood is required or can be utilized; and to buy, sell, or otherwise deal in such manufactured articles and any accessories thereof;

To acquire by purchase, lease or other title, to contract for, construct and operate, and to hold, use, sell, or otherwise dispose of from time to time, and for such considerations as the said Company may think fit, real and personal property of every kind and description, including timber limits, timber licences, mills, buildings, dwellings, plant and machinery, mineral lands water privileges, franchises, dams, rights, contracts, leases, patents, patent rights, trade marks or any business and assets generally;

To manufacture, buy, sell and otherwise

faire le commerce de dormants de chemin de fer, billots, moulures, boîtes, caisses, pianos, orgues meubles, instruments aratoires, voitures, wagons fourgons, traineaux, automobiles et véhicules de toutes descriptions et biens en général dans lesquels le bois est employé en tout ou en partie;

Manufacturer, acheter, vendre et autrement trafiquer et faire le commerce de chaux, ciment, briques, sable, sable réfractaire, briques à feu, argile réfractaire, charbon et toutes sortes de matériaux employés par les entrepreneurs et constructeurs;

Faire et exercer un commerce général de camionnage et de transfert, y compris le droit de posséder, engager, louer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de chevaux, écuries, trainaux, fourgons, wagons, automobiles et tous autres véhicules;

Acquérir par achat, bail ou autrement, posséder, construire, acheter, vendre, affermer, louer et autrement faire le commerce de quais, et acquérir, posséder, construire, acheter, vendre, affermer, louer et autrement faire le commerce et exploiter des barges, vaisseaux à vapeurs et autres pour le transport de passagers et pour le transport des bois, charbon et autres marchandises, matériaux et effets;

Emettre en paiement de tous biens ou droits acquis par la compagnie sous aucun titre, ou pour services rendus ou à rendre en aidant à l'avancement de la compagnie ou autrement, des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir, détenir, employer, posséder, vendre, engager ou autrement recevoir ou aliéner des actions, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et aider, protéger ou accommoder, par garantie, endossement, avances d'argent ou concessions, toute personne, société commerciale ou corporation exerçant aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie, et acquérir et détenir des actions, obligations ou autres valeurs d'aucune sorte, immobilières ou mobilières, pour créances, dettes ou obligations envers la compagnie ou les libérer ou en disposer autrement;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie croira convenable, ou se fusionner avec toute personne, société commerciale ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, à tels termes et conditions comme il sera jugé à propos, et en particulier accepter, au lieu d'argent, des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations ou autres valeurs, et distribuer en espèces de temps à autre parmi les actionnaires de la compagnie des actions, obligations ou autres biens de la compagnie;

Faire toute telles autres choses se rapportant ou avantageuses à l'accomplissement des objets ci-dessus ou à aucun d'eux;

Les pouvoirs dans chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par déduction ou induction des termes d'aucun autre paragraphe, ou le nom de la compagnie, sous le nom de "Redfern Lumber Company" avec un capital actions de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune

La principale place d'affaire de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juillet, 1914.

C. J. SIMARD.

3337

Sous-secrétaire de la province.

trade in railway ties, logs, mouldings, boxes, cases, pianos, organs, furniture, agricultural implements, carriages, waggons, carts, sleighs, automobiles and vehicles, of all descriptions, and assets generally in which wood is used altogether or in part;

To manufacture, buy, sell, and otherwise trade and deal in lime, cement, bricks, sand, fire-sand, fire-bricks, fireclay, coal and all kinds of supplies used by contractors and builders;

To operate and carry on a general cartage and transfer business, including the right to own, hire, lease, buy, sell or otherwise deal in horses, stables, sleighs, carts, waggons, automobiles, and all other vehicles;

To acquire by purchase, lease or otherwise, own, build, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in wharves, and to acquire, own, build, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and operate barges, steamers and other vessels for the carriage of passengers, and for the transport of lumber, timber, coal and other merchandise, materials and goods;

To issue in payment of any property or rights acquired by the company by any title, or for services rendered or to be rendered by way of promotion or otherwise, fully paid-up and non-assessable shares, bonds or other securities of the Company;

To take or otherwise acquire, hold, use, own, sell, pledge, or otherwise receive or dispose of shares, bonds, or other securities of any other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, and to aid, protect, or accomodate, by guarantee, endorsement, cash advances or concessions, any persons, firm or corporation carrying on any business altogether or in part similar to this company; and to acquire and hold shares, bonds or other securities of any kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, or to release or otherwise dispose of same;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and particularly to accept, in lieu of cash, fully paid up and non assessable shares, bonds or other securities and to distribute among the shareholders of the company from time to time in specie shares, bonds or other property of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

The powers in each paragraph are to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, or the name of the company; under the name of "Redfern Lumber Company", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3338

Deputy Provincial Secretary.

SYNDICAT D'ELEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Bagot sous le nom de "Syndicat d'élevage de Saint-Simon, avec sa principale place d'affaires à Saint-Simon, dans le comté de Bagot.

G. A. GIGAULT,

Sous-ministre de l'Agriculture.

Québec, 17 juillet 1914.

SYNDICAT D'ELEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Montmagny, sous le nom de "Syndicat d'élevage de Saint-Pierre" avec sa principale place d'affaires, dans la paroisse de Saint-Pierre, comté de Montmagny.

G. A. GIGAULT,

Sous-Ministre de l'Agriculture.

Québec, 15 juillet 1914.

3359

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au Ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Labelle, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant:

"Cercle Agricole de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Salette".

G. A. GIGAULT,

Sous-Ministre de l'Agriculture.

Québec, 22 juillet, 1914.

3389

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. George Durnford, comptable licencié; Elcho Ross-Ross et Claude Herbert Grundy, comptables de la cité de Montréal; John Williams Shaw, commis et Andrew Ross McMaster, avocat et conseil en loi du Roi, de la ville de Westmount, dans les buts suivant.:

Faire les affaires d'entrepreneurs et constructeurs généraux, et construire des édifices de toutes sortes, publics et privés, et faire des contrats avec tout gouvernement, corps incorporé, association, société commerciale ou personne pour la construction de travaux d'aucune et de toutes description, et sous-louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des contrats faits pour les constructions ci-dessus mentionnées;

Faire les affaires d'une compagnie de terrains dans toutes ses spécialités et acquérir par achat, échange, bail ou autre titre, et détenir, posséder ou faire le commerce, et vendre, louer ou autrement disposer de toutes sortes d'immeubles et propriétés immobilières, terres, fermes, lots, maisons et édifices et de tous les intérêts ou droits s'y rattachant;

Développer, améliorer ou d'aucune autre manière transiger avec ses propres biens immobiliers ou autres immeubles, et les diviser et y construire des routes, rues, allées, squares, parcs, aqueducs et autres travaux, et aider au moyen d'octrois de deniers ou autrement à leur construction ou avancement, ou toutes autres améliorations censées accroître la valeur des biens de la compagnie et les rendre plus accessibles et profitables;

Faire les affaires de marchands et commer-

STOCK BREEDING SYDICATE.

Notice is hereby given that a Stock Breeding Syndicate has been constituted in the county of Bagot, under the name of "Syndicat d'élevage de Saint Simon", with its chief place of business at Saint Simon, in the county of Bagot.

G. A. GIGAULT,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, 17th July, 1914.

STOCK BREEDING SYNDICATE.

Notice is hereby given that a Stock Breeding Syndicate has been constituted in the county of Montmagny, under the name of "Syndicat d'élevage de Saint Pierre" with its chief place of business, in the parish of Saint Pierre, county of Montmagny.

G. A. GIGAULT,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, 15th July, 1914.

3360

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Labelle, the following club is authorized under the following name, to wit:

"Farmers' Club of the Parish of Notre-Dame-de-la-Salette.

G. A. GIGAULT,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, 22nd July, 1914.

3390

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1914, incorporating Messrs. George Durnford, chartered accountant; Elcho Ross-Ross and Claude Herbert Grundy, accountants, of the city of Montreal; John Williams Shaw, clerk and Andrew Ross McMaster, advocate and Kings Counsel, of the city of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, and to construct buildings of all kinds, both public and private, and to enter into contracts with any government, body corporate, association, firm or person for the constructions of works of any and every description, and to sublet or otherwise dispose of the whole or any part of all contracts entered into for the constructions above mentioned;

To carry on the business of a land company in all its branches, and to acquire by purchase, exchange, lease or other title, and to hold, own or deal in, and to sell, lease or otherwise dispose of all kinds of real estate and immoveable property, lands, farms, lots, houses and buildings and any interests or rights connected therewith;

To develop, improve or in any other way deal with its own or other immoveable property, and to lay out and construct thereon roads, streets, lanes, squares, parks, water-works and other works, and to aid by grants of money or otherwise in the construction or promotion thereof, or all other improvements calculated to enhance the value of the property of the company and render it more accessible and profitable;

To carry on the business of merchants and

cants, et à cette fin acheter, vendre, échanger et faire le commerce de marchandises, effets, denrées, articles, provisions, fournitures et matériaux de toutes sortes et descriptions nécessaires ou se rapportant à l'accomplissement des objets de la compagnie ou requis par son ou ses employés;

Agir en qualité de commerçants, courtiers et agents d'immeubles, et gérer et administrer des biens immobiliers;

Faire les affaires de courtiers et agents de terrains, et faire le commerce, acheter, vendre et autrement disposer d'obligations, stock, débetures et autres formes de valeurs de placement;

Faire des avances, au moyen de prêts ou autrement aux clients et autres personnes ayant des relations avec la compagnie, sur telle valeur comme il sera jugé à propos et garantir l'exécution de toute obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie, société commerciale ou personne ayant des relations avec la compagnie, et prêter le surplus des fonds de la compagnie sur telle valeur et en telles sommes comme il sera jugé à propos;

Exploiter, vendre ou autrement disposer de toutes telles facilités de transport, bateaux, chevaux, fourgons, et instruments de traction qui peuvent être nécessaires dans la conduite de ses affaires ou son exploitation;

Manufacturer de l'électricité, du gaz et autres moyens de production de lumière, chaleur et pouvoir, et acquérir, ériger, et maintenir tous tels édifices, appareils et équipements qui peuvent être nécessaires pour la fabrication, distribution ou transmission de telle lumière, chaleur et pouvoir, pourvu cependant que toute vente, distribution ou transmission de tels lumière électrique, chaleur et pouvoirs sur les terrains de la compagnie, dans le district de Montréal, seront sujets aux règlements locaux et municipaux;

Faire des conventions avec toutes autorités, municipales, locales ou autres qui sembleront avantageuses à l'avancement des fins de la compagnie, et obtenir de toutes telles autorités tous droits, privilèges, franchises ou concessions qu'il sera jugé à propos d'obtenir, et exécuter ou satisfaire à tous tels conventions, droits, privilèges ou concessions, et à ces fins acquérir par achat, bail ou autrement et entretenir, exploiter et développer des pouvoirs d'eau et autres travaux, usines, édifices et machinerie nécessaires ou propres pour la fabrication de tels moyens de production de lumière, chaleur et pouvoir;

Acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, posséder, exploiter, développer, vendre ou autrement disposer de carrières, sablières, sablonnières, mines et terrains miniers, et acquérir, détenir, vendre, commercer, manufacturer, importer, exporter, préparer, fondre, traiter, essayer, épurer et autrement préparer pour le marché et faire valoir les sables, ciment, minéraux et métaux et leurs produits et produits secondaires;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de construction et autres bois et pâte de bois;

Acheter, affermer, acquérir, construire, exploiter et disposer de scieries mécaniques, moulins à raboter et autres moulins ou manufactures et acheter, affermer ou autrement acquérir et exploiter, détenir et vendre des terres à bois et terrains forestiers;

Exercer toute autre industrie ou entreprise qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercé en rapport avec aucune des affaires de la compagnie ou censée directement ou

traders, and for that purpose to buy, sell, barter and deal in merchandise, goods, stores, implements, provisions, supplies and materials of every kind and description necessary or incidental to the carrying out of the objects of the company or required by it or its employees;

To act as real estate dealers, brokers and agents and to manage and administer immoveable property;

To carry on the business of land agents and brokers, and to deal in, buy, sell and otherwise dispose of bonds, stocks, debentures and other forms of investment securities;

To make advances by way of loan or otherwise to customers and others having dealings with the company upon such security as may be deemed advisable and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking of any other company firm or individual having dealings with the company, and to loan the surplus funds of the company on such security and in such amounts as may seem advisable;

To carry on the business of carters and carriers; To operate, sell and otherwise dispose of all such transportation facilities, boats, horses, carts, and traction engines as may be necessary in the conduct of its business or operation;

To manufacture electricity, gas and other means of generating light, heat and power, and to acquire, erect and maintain all such buildings, apparatus and equipment as may be necessary for the manufacture, distribution or transmission of such light, heat and power, provided however, that any sale, distribution or transmission of such electric-light, heat and power on the lands of the company, in the district of Montreal, shall be subject to local and municipal regulations;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the promotion of the company's purposes, and to obtain from such authorities any rights, privileges, franchises or concessions which it may be deemed advisable to obtain, and to exercise or comply with any such arrangements, rights, privileges or concessions, and for such purposes to acquire by purchase, lease or otherwise, and to maintain operate and develop water powers and other works, plant, buildings and machinery necessary or proper for the manufacture of such means of generating light, heat and power;

To buy, lease or otherwise acquire, and to hold, own, operate, develop, sell or otherwise dispose of quarries, sand-pits, gravel beds, mines and mineral lands and to acquire, hold, sell and trade in, manufacture, import, export, dress, smelt, treat, assay, refine and otherwise make marketable and turn to account sand, cement, minerals and metals and their products and by-products;

To manufacture, buy, sell and deal in timber, lumber, wood and pulp;

To buy, lease, acquire, construct, operate and dispose of saw-mills, planing-mills and other mills or factories, and to purchase, lease or otherwise acquire, and to operate, hold and sell forest and timber lands;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any operation of the company's business, or

indirectement promouvoir les intérêts de la compagnie;

Acheter, acquérir ou souscrire et accepter, détenir ou disposer de toutes actions, débentures ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Agir en qualité d'agents pour aucune compagnie, société commerciale ou personne exerçant un commerce semblable ou y allié;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec aucune autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou y allié;

Vendre, affermer ou disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'industrie et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, société commerciale, compagnie ou corporation et accepter comme considération pour telle vente, affermage ou transfert, soit de l'argent ou des actions, débentures obligations ou valeurs de toute telle compagnie ou corporation;

Rémunérer, soit en argent ou en actions entièrement acquittées ou en actions partiellement acquittées de la compagnie, toute personne, société commerciale ou corporation pour services rendus ou à rendre à la compagnie en rapport avec son incorporation, promotion ou organisation, ou en rapport avec la conduite des affaires de la compagnie, ou pour droits de propriété acquis par la compagnie;

Distribuer en espèces, de temps à autre, parmi les actionnaires de la compagnie, tous propriétés, biens ou droits de la compagnie;

Aucun des pouvoirs ci-dessus peut être étendu, mais ne sera pas limité par déduction ou induction d'aucun autre pouvoir, sous le nom de "City Construction Company Limited", avec un capital-actions de vingt mille dollars (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3335

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes en date du onze juillet 1914, constituant en corporation MM. Nehemiah Goodkowsky, agent d'immeubles; Jacob Albert et Samuel Albert, marchands de meubles; Louis Adhémar Rivet, avocat, et Charles Houlzet, agent d'immeubles, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce général d'hôteliers, de restaurateurs, confiseurs, pourvoyeurs, exercer l'industrie de fabricants et marchands en gros et en détail, de vins, bière, spiritueux et liqueurs de toutes sortes, de marchands de tabac, cigares, cigarettes et toutes autres industries de même nature, selon aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner ou en disposer de toute façon, tous les biens et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie; hypothéquer, engager de quelque façon que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier tous lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel ou restaurant, déjà en opération, et spécialement le restaurant actuellement exploité par Arthur Hinton, restaurateur, de Montréal, au numéro 1433, de la rue

calculated directly or indirectly to advance the company's interests;

To buy, acquire or subscribe for, and to accept, hold or dispose of any shares, debentures or securities of any company or corporation having objects similar to those of this company;

To act as agents for any company, partnership or person carrying on a similar or allied business;

To amalgamate, unite or joint with any other person, company or corporation carrying on a similar or allied business;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, either cash or shares, debentures, bonds or securities of any such company or corporation;

To remunerate either in cash or in paid-up stock or in partly paid-up stock of the company, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business, or for property rights acquired by the company;

To distribute in specie, from time to time, amongst the shareholders of the company, any property, assets or rights of the company;

Any of the above powers may be extended, but shall not be limited, by reference to or implication from any other power, under the name of "City Construction Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares in one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal places of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this tenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3336

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1914, incorporating Messrs. Jeremiah Goodkowsky, real estate agent; Jacob Albert and Samuel Albert, furniture merchants; Louis Adhémar Rivet, advocate, and Charles Houlzet real estate agent, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of keepers of hotels and restaurants, confectioners suppliers; to carry on the business of manufacturers of and wholesale and retail dealers in wines, beer, spirits and liquors of all kinds, dealers in tobacco, cigars and cigarettes, and to carry on any other business of a like nature, in accordance with the provisions of the Quebec License Act;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any property and immovables necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immovable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation, and especially the restaurant business now carried on by Arthur Hinton, restaurant keeper, of Montreal, at the Nos. 1433, Ontario

Ontario-Est, et 370, de la rue Frontenac, ce restaurant comprenant la licence, fonds de commerce, achalandage, ameublement et toutes autres accessoires, constituant le commerce de restaurateurs en opération exercé par le dit Arthur Hinton, et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie, à un prix à être déterminé par la dite compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger, des actions, stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier, par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toute choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Hinton Café, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3227-2 Sous-secrétaire de la province.

Dans la cour de l'Echiquier du Canada.

AVIS.

Une séance générale de la Cour de l'Echiquier du Canada, pour l'instruction des causes, etc., sera tenue aux époques et endroits suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la Cour à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance; et si aucune cause ou affaire n'est ainsi entrée ou inscrite pour aucune telle séance, alors la dite séance ne sera par tenue, à savoir:

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant lundi le vingt-unième jour de septembre, A. D., 1914, à 11 heures a. m.

Daté à Ottawa, ce vingt-cinquième jour de juin, A. D., 1914.

Par ordre,
CHAS. MORSE,
2977-3 Régistraire.

1194-14
DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Avis de demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Québec, 11 juillet 1914.

Le surintendant de l'instruction publique donne avis qu'il a reçu une requête à l'effet d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de "Prévost", le territoire non organisé désigné ci-après, dans le comté de Témiscamingue, savoir:

Tous les rangs du canton Launay jusqu'aux lots Nos 20 inclusivement, tout le canton Prévost, ainsi que les lots Nos 1 à 62, inclusivement du rang 1 du canton Languedoc.

3193-2

East, and 370 Frontenac streets, this restaurant including thereon the license, stock-in-trade, good-will, furnishings and all other accessories, constituting the restaurant business carried on as a "going concern" by the said Arthur Hinton, and to pay therefor in cash or paid up shares of the company, for such price as may be determined by the said company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To contract loans, or to guarantee the repayment of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures and bonds bearing on hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated under the name of "Hinton Café Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3228 Deputy Provincial Secretary.

In the Exchequer Court of Canada.

NOTICE

A general sitting of "The Exchequer Court of Canada" for the trial of cases, etc., will be holden at the following time and place, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting; and if no case or matter is so entered or set down for such sitting, then the same shall not be holden, viz:

At the Court House, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Monday, the 21st day of September, A. D., 1914, at 11 a. m.

Dated at Ottawa, this 25th day of June A. D., 1914.

By order,
CHAS. MORSE,
2978 Registrar.

1194-14
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Erection of school municipality.

Quebec, 11th July, 1914.

The Superintendent of Public Instruction gives notice that application has been made to erect into a school municipality, under the name of "Prévost", the unorganized territory hereinafter designated, in the county of Témiscamingue, to wit:

All the ranges of the township of Launay, as for as lots Nos. 20 inclusive, all the township of Prévost, as well as the lots Nos. 1 to 62 inclusive of the first range of the township of Languedoc".

3194

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du onze juillet 1914, à la compagnie de Parfumerie Française de Victoriaville, Limitée, par lesquelles son nom est changé par celui de "La Compagnie de Parfumerie Française, Limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3229-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet 1914, constituant en corporation MM. J. George Couture, teneur de livres; Eveline Meloche, sténographe; Emile Dauphinais, teneur de livres; Adrien Laverdure, huissier; Joseph Alcide Denis Poitras, teneur de livres, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir et entreprendre comme un commerce en opération le commerce et les affaires maintenant exercés sous le nom de "Colonial Coconut Butter Company", enregistrée à Montréal le vingt-cinquième jour de mars 1914, au nom de Richard Freygang, des cité et district de Montréal, et tous les biens, passif et clientèle du dit commerce, et les payer en émettant un répartition et distribuant des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, de la compagnie ou autrement;

Acheter, acquérir ou entreprendre la totalité ou aucune partie du commerce, biens et passif de toute personne, société commerciale ou compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenables pour les fins de cette compagnie, et les payer en émettant des actions entièrement acquittées ou autrement;

Faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, co-opération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou personnes ou compagnie exerçant ou étant engagées ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, ou tout commerce ou transaction susceptible d'être conduite de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou aucun des biens et obligations de cette compagnie ou pour toute autre fin qui paraîtra censée directement ou indirectement bénéficier à cette compagnie.

Souscrire ou autrement acquérir et détenir, soit en qualité de principaux ou agents et comme propriétaires absolus ou au moyen de garanties collatérales, et échanger ou autrement disposer des actions du capital, obligations ou débetures de toute compagnie ou corporation avec laquelle cette compagnie a ou est sur le point d'avoir des relations commerciales, et prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou exercer tout commerce capable d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Se fusionner avec toute autre personne ou personnes ou compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1914, to the "Compagnie de Parfumerie Française de Victoriaville, Limitée", by which its name is changed into "La Compagnie de Parfumerie Française Limitée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3230 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth of July, 1914, incorporating Messrs. J. George Couture, book-keeper, Eveline Meloche, stenographer, Emile Dauphinais, book-keeper, Adrien Laverdure, bailiff, Joseph Alcide Denis Poitras, book-keeper, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the trade and business now carried on under the name of "Colonial Coconut Butter Company", registered at Montreal, on the 25th day of March, 1914, in the name of Richard Freygang, of the city and district of Montreal, and all the assets, liabilities and goodwill thereof, and to pay for the same by the issue, allotment and distribution of fully paid up and non-assessable shares of this company or otherwise;

To purchase, acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, partnership or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or in possession of property suitable to the purposes of this company, and to pay for the same by the issue of fully paid up shares or otherwise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or persons or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company;

To subscribe for, or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to exchange or otherwise dispose of the shares of capital stock, bonds of debentures of any company or corporation with which this company has or is about to have business relations, and to take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or to carry on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To amalgamate with any other person or persons or company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

Faire les affaires de commerçants, manufacturiers, importateurs, exportateurs, agents ou courtiers à commission dans l'huile de noix de coco et autres huiles, végétaux et autres substances grasses, composés et provisions, et les transformer en différentes substances et produits et ensemble avec leurs produits secondaires fabriquer des beurres par procédé secret ou autrement;

Acquérir certain secret ou autres procédés se rapportant aux objets précités, et manufacturer, acquérir, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de machineries, matériel, outils, accessoires et matières de toutes descriptions utilisés dans les usines, outillage et opérations susdits ou accessoires à toutes patentes ou procédés brevetés, qu'ils soient détenus ou contrôlés par cette compagnie ou autrement, convenables ou nécessaires pour le bon exercice des affaires de cette compagnie, et agir en qualité d'agents, courtiers ou sur commission dans l'achat, la vente ou autre transaction dans les articles susdits, et payer pour les dits procédés, machineries, matériel, outils, accessoires et matières avec des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de la compagnie ou autrement;

Demander, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevets d'invention, dessins, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature, conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui semblera capable d'être utilisée pour aucune des fins de cette compagnie ou dont l'acquisition paraîtra censée directement ou indirectement bénéficier à cette compagnie, et utiliser, employer, développer ou accorder des permis à cet effet ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, vendre, manufacturer, manipuler, importer, exporter et faire le commerce de toutes substances, appareils et choses capables d'être utilisés dans tout tel commerce susdit, soit en gros ou en détail;

Acheter, louer, ou autrement acquérir pour placement ou revente et détenir comme propriétaires absolus ou comme créanciers hypothécaires ou autrement, et en général faire le commerce d'immeubles et propriétés de descriptions et état quelconques ou tout intérêt en iceux et les payer en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Placer et transiger avec les argents non immédiatement requis de la compagnie, dans telles valeurs et de telle manière qu'il pourra être déterminé de temps à autre;

Distribuer en espèces, de temps à autre, parmi les actionnaires de la compagnie et vendre, améliorer, gérer, développer, louer, aliéner, faire valoir ou autrement faire le commerce avec la totalité ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, en particulier toutes actions, débentures ou valeurs dans toute autre compagnie ou appartenant à cette compagnie ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir.

De disposer, et de faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs; exercer tout commerce accessoire au parfait accomplissement des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de cette compagnie sans aucun terme, avec le pouvoir d'accepter comme considération des actions, stocks ou obligations de toute autre compagnie;

Eriger, installer et exploiter des moulins, usines, machineries et outillage de toutes sortes nécessaires ou convenables pour le bon exercice des opérations manufacturières de la compagnie;

To carry on the business of dealers, manufacturers, importers, exporters, agents or commission brokers of coconut oil and other oils, vegetable and other fats, compounds and provisions, and to convert the same into various substances and products and to manufacture butters from the same and by products thereof by secret process or otherwise;—

To acquire certain secret or other processes in relation to the above, and to manufacture, acquire, purchase, sell or otherwise deal in machinery, plant, tools, appliances and materials of all descriptions used in works, plants and operations aforesaid or incidental to any patents or patent processes, whether they be owned or controlled by this company or otherwise, convenient or necessary for the proper carrying on of the business of this company, and to act as agents, brokers or on commission in purchasing, selling or otherwise dealing in articles aforesaid, and to pay for said processes, machinery, plant, tools, appliances and materials with paid up and non-assessable shares of the company or otherwise;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, devices, trade marks, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of this company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To buy, sell, manufacture, manipulate, import, export and deal in all substances, apparatus and things capable of being used in any such business as aforesaid, either wholesale or retail;

To purchase, lease or otherwise acquire, either for investment or resale and to hold either absolutely as owner or as mortgagee or otherwise, and generally to deal in real estate and property of whatsoever description and tenure or any interest therein and to pay for the same in shares, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required, upon such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To distribute in specie from time to time among the shareholders of the company and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company, and in particulars any shares, debentures or securities of any other company or belonging to this company, or which this company may have the power;

To dispose of and to do all acts and exercise all power to carry on any business incidental to the fulfilling of the objects for which this company is incorporated;

To sell, lease or otherwise dispose of all or any part of the property and rights of this company upon any terms, with power to accept as the consideration any shares, stocks or obligations of any other company;

To erect, instal and operate mills, plant, machinery and equipment of every kind necessary or suitable for the due carrying on of the company's manufacturing business;

Rémunérer par paiement en argent, actions ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune action dans le capital de la compagnie ou d'aucune débenture ou autres valeurs de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autrement, qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercée en rapport avec le commerce de la compagnie ou censée directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Les pouvoirs dans chaque paragraphe des présentes ne seront en aucune manière limités ou restreints par déduction ou induction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Colonial Coconut Butter Company Limited", avec un capital-actions de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

La principale plade d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3185-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juillet 1914, constituant en corporation MM. Antoine Pigeon et Aristide Pigeon, hôteliers, J. E. Lesage, médecin, L. Clément, contracteur, de la cité de Montréal, Joseph Renaud, commerçant, de Saint-Léonard de Port-Maurice, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le tirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Pigeon & Frère, 2117 Avenue Papineau", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en

To remunerate by payments in cash, shares or otherwise any person or company for services rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital stock or any debentures or other securities of the company or in the conduct of the business;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable, any of the company's rights or property;

The powers in each paragraph hereof are to be in no wise limited or restricted by reference to, or in reference from the terms of any other paragraph, under the name of "Colonial Coconut Butter Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3186

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth July 1914, incorporating Messrs Antoine Pigeon and Aristide Pigeon, hotel-keepers, J. E. Lesage, physician, L. Clément, contractor, of the city of Montreal, Joseph Renaud, trader, of Saint Léonard de Port-Maurice, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Pigeon & Frère, 2117 Avenue Papineau", with its equipment, furnishings, stock in trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or im-

disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liquors enivrants, sous le nom de "Boulevard Hotel Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3183-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. Percy Hall Reid et Harry Allan Reid, manufacturiers, Robert Louis Calder, avocat, Robert Allan Herring, gérant de ventes, et William Roy Richards, gérant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, louer ou autrement commercer, manufacturer, réparer et emmagasiner des automobiles, aéroplanes, hydroplanes, hydro-aéroplanes et véhicules-moteurs de toutes sortes, faisant le service, sous terre et dans l'air et sur l'eau, et tous articles employés dans leur constructions, entretien, réparation et emmagasinage;

Faire les affaires de mécaniciens dans toutes leurs formes et spécialités;

Maintenir une école pour l'enseignement du soin, du maniement et de l'emploi des véhicules et voitures mus au moyen de moteur, des machines plus lourdes et plus légères que l'air, bateaux-moteurs, aéroplanes, hydroplanes, hydro-aéroplanes et machines-motrices de toutes sortes; charger des honoraires pour tel enseignement, et émettre des certificats de qualification aux élèves de telle école justifiant leur habileté;

Faire aucun et tous tels actes non spécifiés ci-dessus dans les présentes qui sembleront nécessaires et avantageux pour l'accomplissement des objets ci-dessus énoncés, et à cette fin acquérir et détenir des biens immobiliers, sous le nom de "Reid Brothers Limited", avec un capital-actions de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3175-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet 1914,

moveable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, as ign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business with this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Boulevard Hôtel Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3184

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth of July, 1914, incorporating Messrs. Percy Hall, Reid and Harry Allan Reid, manufacturers, Robert Louis Calder, advocate, Robert Allan Herring, sales manager, and William Roy Richards, manager, of the city of Montreal, for the following purposes;

To buy, sell, lease or otherwise deal in, manufacture, repair and store automobiles, aeroplanes, hydroplanes, hydroaeroplanes and motor driven vehicles of every kind, plying on, under or above land and water, and all articles used in the construction, maintenance, repair and storage thereof;

To carry on the business of machinists in all its forms and branches;

To operate a school for instruction in the care, operation and use of motor driven vehicles and conveyances, heavier and lighter than air machines, motor-boats, aeroplanes, hydroplanes, hydro-aeroplanes and motor driven machines of every kind; to charge fees for such instruction, and to deliver certificates of qualification to pupils of such school justifying their proficiency;

And to do any and all such acts not hereinbefore specified as may be necessary and expedient for the prosecution of the objects hereinabove set forth; and to acquire and hold real property for the same, under the name of "Reid Brothers Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3176

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth of July,

constituant en corporation MM. Joseph Asselin, commerçant de bois, Adèle Bouchard, épouse séparée de biens de Joseph Asselin et autorisée par lui, J. A. Emile Asselin, étudiant en droit, J. A. Poulin, marchand général, et Ernest Perron, marchand, de Beauce Jonction, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois en gros et en détail et tous autres objets s'y rapportant;

Exploiter des limites à bois et tous autres objets se rapportant à cette exploitation, sous le nom de "J. Asselin Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Beauce Jonction, (Enfant Jésus).

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3181-2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juin 1914, constituant en corporation MM. L. N. Dorminault Houde, industriel, de Nicolet; Jos Amédée Fournier, agent financier, Joseph T. Roland Gazelle, agent financier, de la cité de Montréal, L. P. Herménégilde Bourk, lieutenant-colonel, John O'Shaughnessy, contracteur, Alphonse Beauchemin, capitaine, J. Alphonse Sévigny, industriel, de Nicolet, et Désiré Houde, médecin, de la cité de Montréal, dans les buts suivants;

Acheter ou autrement acquérir, prendre à bail, posséder et détenir des terrains, permis licences, chutes d'eau, droits à des chutes d'eau, servitudes et privilèges, et les utiliser, développer et exploiter, et de temps à autre les vendre et en disposer en bloc ou séparément, dans les comtés de Nicolet, Lotbinière, Arthabaska, Yamaska, Drummond, Richelieu et Mégantic;

Produire, fournir, transmettre, distribuer et vendre de l'eau et de l'énergie électrique, de la force motrice et de l'électricité, pour toutes fins que ce soit, et faire des opérations d'entrepreneurs pour approvisionner, fournir, transmettre et distribuer de la force, de l'énergie électrique dans ces comtés susdits, pourvu toutefois que toute distribution ou transmission de force ou d'énergie électrique ou hydraulique, au-delà des terrains de la compagnie sera subordonnée aux règlements locaux et municipaux à ce sujet;

Etablir des usines électriques et manufacturer, acheter, vendre, échanger, et céder des installations électriques, et machinerie, appareils électriques, inventions, produits électriques, matériaux de toutes descriptions;

Diriger et exercer l'industrie d'entrepreneurs et agents pour la construction d'usines et pour l'installation d'usines électriques, matériel et machineries;

Diriger et faire les opérations de poseurs de fils et installation, et agir en qualité d'entrepreneurs et d'agents pour le posage de fils et l'installation de système d'éclairage électrique, et autres fins et de toutes rues, grandes routes, résidences, maisons, places d'affaires et endroits de villégiature;

Acheter, acquérir, posséder et détenir ou autrement disposer de toutes valeurs, obligations, débetures ou autres actions de toute compagnie que ce soit nonobstant les dispositions de la loi à cet effet;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou

1914, incorporating Messrs. Joseph Asselin, lumber merchant, Adèle Bouchard, wife separate as to property of Joseph Asselin and authorized by him, J. A. Emile Asselin, law student; J. A. Poulin, general merchant and Ernest Perron, merchant, of Beauce Junction, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail lumber merchants and all other articles relating thereto;

To exploit timber limits and all other objects relating to such exploitation, under the name of "J. Asselin Limitée" with a capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in Beauce Junction (Enfant Jésus).

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3182

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1914, incorporating MM. L. N. Dorminault Houde, manufacturer, of Nicolet; Jos. Amédée Fournier, financial agent; Joseph T. Roland Gazelle, financial agent, of the city of Montreal; L. P. Herménégilde Bourk, lieutenant-colonel; John O'Shaughnessy, contractor; Alphonse Beauchemin, captain; J. Alphonse Sévigny, manufacturer, of Nicolet, and Désiré Houde, physician, of the city of Montreal, for the following purposes:

To buy or otherwise acquire, lease, own and hold lands, permits, licences, waterfalls, the right to waterfalls, servitudes and privileges and to use, develop and work the same, and from time to time to sell and dispose of the same "en bloc" or disjunctively, in the counties of Nicolet, Lotbinière, Arthabaska, Yamaska, Drummond, Richelieu and Mégantic;

To generate, supply, transmit, distribute and to sell water and electric power, motive power and electricity for any purposes whatever, and to carry on the business as contractors to supply, furnish, transmit and distribute motive power, electric power in the aforesaid counties, provided, however, that any distribution or transmission of motive power or electric or hydraulic powers, beyond the lands of the company, shall be subject to the local and municipal regulation to that effect;

To establish electrical plants and to manufacture, purchase, sell, exchange and convey electrical equipments and machinery, materials, electrical apparatuses, inventions, electrical productions of every description;

To conduct and carry on the business as contractors and agents for the construction of works and for the installation of electrical plants, material and machinery;

To conduct and carry on the business as wire-hangers and installation, and to act as contractors and agents for the hanging of wires and the installation of electric lighting system and other purposes, and of all streets, highways, dwellings, houses, business places and summer resorts;

To purchase, acquire, own and hold or otherwise dispose of any securities, bonds, debentures or other shares of any company whatever, notwithstanding the provisions of the law to that effect;

To purchase or otherwise acquire the whole

une partie de l'industrie, la propriété et les engagements de toutes personnes ou compagnies exerçant une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession des biens convenables aux fins de la présente compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, prendre à son nom comme industrie active toute propriété ou entreprise toute ou en partie semblable à celle de la présente compagnie maintenant ou plus tard appartenant à tout particulier ou compagnie constituée en corporation, ou autre, et tous les biens, engagements de ce particulier ou compagnie constituée en corporation ou non, et payer à son ou à ses propriétaires respectivement pour l'achat ou l'acquisition de cette entreprise, soit en deniers ou en actions ou autres valeurs de la présente compagnie;

Promouvoir d'autres compagnies pour des fins de nature à profiter à la présente compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou en aidant à placer, ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou de toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou de la conduite de ses affaires, et payer tous les frais ayant rapport, l'octroi de la charte y compris les services d'incorporation dans ou pour la formation de la compagnie, y compris les services rendus ou à rendre, par les promoteurs, en argent, par l'émission d'action acquittée de cette compagnie, payer pour tous meubles ou immeubles, droits, biens, franchises ou privilèges acquis par la compagnie en argent ou en obligations ou stock de la dite compagnie ou partie dans l'un ou partie dans l'autre;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie, en totalité ou en partie de ses biens pour des actions, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie. Distribuer entre les membres de la compagnie, en nature, toutes actions, débetures, valeurs ou propriétés appartenant à la compagnie;

Agir en qualité d'agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant une industrie semblable...

Emprunter de l'argent et engager la propriété de la compagnie par privilège et hypothèque pour garantir tout argent emprunté;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires propres aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Southern Electric Light & Power Company Limited", avec un fonds social de cinq cent mille piastres (\$500,000.00) divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de juin 1914.

C. J. SIMARD,

3225-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. Thomas Sargent Owens, avocat, Maude Robertson, sténographe, Agatha Clifford, sténographe, Marcella McNulty, sténographe, et John Henry Turner, commis, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et de terrains et d'agence d'immeubles avec pouvoirs d'acquérir, acheter, détenir, posséder, louer,

or any part of the business, property and liabilities of any persons or companies carrying on any business that the present company is authorized to carry on or possessed of property convenient for the purposes of the present company;

To purchase or otherwise acquire, to take in its own name as a going concern, any property or undertaking altogether or in part similar to that of the present company, now or later on belonging to any individual or incorporated company or other, and all the property, liabilities of such individual or company whether incorporated or not, and to pay to its owners respectively for the purchase or acquisition of this undertaking, either in cash or shares or other securities of the present company;

To promote other companies for purposes subject to benefit the present company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of the shares of the capital-stock of the company, or of any debentures or other securities the company in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business, and to pay all costs relating thereto, the granting of the charter comprising the services rendered or to be rendered by the promoters, in cash, or by the issue of fully paid up shares of this company, to pay for any real or personal property, rights, assets, franchises or privileges acquired by the company, in cash or bonds or stock of the said company, or partly in cash or partly otherwise;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company, in whole or in part of its property for shares, debentures or other securities of any other company. To distribute among the members of the company, in kind, all shares, debentures, securities or properties belonging to the company;

To act as agents for any company, firm or person carrying on a similar business;

To borrow money and pledge the property of the company by privilege and hypothec to guarantee all borrowed money;

To do all the acts and exercise all the powers and to make all the necessary operations convenient for the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Southern Electric Light & Power Company Limited", with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00) divided into five thousand shares (5000) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of June, 1914.

C. J. SIMARD,

3226 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1914, incorporating Messrs. Thomas Sargent Owens, advocate, Maude Robertson, stenographer, Agatha Clifford, stenographer, Marcella McNulty, stenographer, and John Henry Turner, clerk, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business of a real estate and land company and a real estate agency with power to acquire, buy, hold, own, hire, maintain, control,

entretenir, contrôler, administrer, travailler, développer, vendre, céder, affermer, échanger, améliorer, cultiver, en faire la location et disposer autrement des biens immobiliers et mobiliers ou tout intérêt ou droits s'y rattachant et toutes autres sortes de propriétés et biens mobiliers et à cette fin appliquer et placer le capital de la compagnie dans l'achat, l'arpentage, amélioration, développement et préparation pour l'occupation et établissement des dits immeubles et terrains de telle manière qu'il sera le plus convenable pour le bon exercice du commerce de la compagnie;

Construire des maisons d'habitation et autres édifices sur tels immeubles ou sur aucune partie d'iceux, reconstruire, changer ou améliorer les édifices ou autres travaux y existants, subdiviser, améliorer ou développer des terrains pour des fins de vente ou autres et faire et exécuter toutes choses légales et nécessaires pour le développement et l'amélioration des dits terrains;

Exercer tout commerce allié aux objets précités, lequel semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec aucune des affaires ou objets ci-dessus ou censé accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, pour le temps actuel;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et entreprise de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables pour les fins de la compagnie;

Vendre ou autrement disposer des biens meubles ou immeubles, de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débiteures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

S'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, co-opération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou étant engagée ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à entreprendre, ou tout commerce ou transaction capable d'être conduite de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou aucun des biens et obligations de cette compagnie ou pour toute autre fin qui semblera directement ou indirectement bénéficier à cette compagnie;

Placer et transiger avec les argents de la compagnie non immédiatement requis pour les fins de la compagnie, dans telles valeurs et de telle manière qu'il pourra être déterminé de temps à autre;

Distribuer en espèces aucun des biens de la compagnie parmi les membres;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou d'aucune débiteures, débiteures-obligations, ou autres valeurs de la compagnie relativement à la formation ou à la promotion de la compagnie ou à la conduite de ses affaires, sous le nom de "Saint James Realty Company", avec un capital actions de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

manage, work, develop, sell, convey, lease, exchange, improve, cultivate, let, or otherwise deal in and dispose of real estate and real property or any interest or right therein and all other kinds of property and chattels and to that end apply and invest the capital of the company in the purchase, survey, improvement, development and preparation for occupation and settlement of the said real estate and lands in such manner as may be most convenient for the due carrying on of the business of the company;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof, to rebuild, alter or improve existing buildings or works thereon, to subdivide, improve or develop lands for the purposes of sale or otherwise and to do and perform all things lawful and needful for the development and improvement of the same;

To carry on any business germane to the foregoing which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above business or objects or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's properties or rights for the time being;

To acquire and take over the whole or any part of the business, property and undertaking of any person or company carrying on business the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To sell or otherwise dispose of the immoveable and moveable property of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engage in or about to carry on or to engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly to benefit this company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required for the purposes of the company upon such security and in such manner as may from time to time be determined;

To divide any of the assets of the company in specie among the members;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital stock or any debentures, debentures stock, or other securities of the company in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business under the name of "Saint James Realty Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de juin, 1914.

C. J. SIMARD,

3179-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10 juillet, 1914, constituant en corporation M. Camille Charest, gérant, Dame Marie Duperrault, épouse séparée de biens du dit Camille Charest et autorisée par ce dernier, Frédéric Pallascio, commis, Auguste Angers, avocat, et Jean Panneton, étudiant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches, le commerce d'hôteliers, cafetiers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être faites et se rapportant à ce commerce et exercer en particulier le commerce de marchands, négociants de liqueurs en gros et en détail.

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société, compagnie, comme un commerce en opération ou autrement, tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation, et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement, tout hôtel, café ou restaurant, toute propriété immobilière et mobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucunes de ces propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tout terrain, acquis ou détenu par la compagnie des hôtels, cafés, restaurants, et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant des affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie, sous le nom de "Café St. Jacques Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3177-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes en date du trentième jour de juin 1914, constituant en corporation MM. Gilbert Brisebois, Eugène Amyot et Pierre Parent marchands, Joseph Gagnier, commis, Jean-Baptiste Rufiange, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers et com-

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of June, 1914.

C. J. SIMARD,

3180

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1914, incorporating Messrs. Camille Charest, manager, Dame Marie Duperrault, wife separate as to property of the said Camille Charest and by him authorized; Frederic Pallascio, clerk, August Angers, advocate, and Jean Panneton, student, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels-cafes and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec Licence Law, and any other business which may be carried on in connection therewith and in particular to carry on the business as wholesale and retail liquors merchants.

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to their exploitation and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any hotel, cafe or restaurant, any immovable and moveable property which may be necessary for the objects for which this company is incorporated, and to pay for such acquisitions or holdings in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease or otherwise deal in or dispose of all or any of its moveable and immovable property, and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit, upon any lands acquired or held by the company, hotels, cafes, restaurants and all other buildings which may be necessary for the carrying out of the above undertakings;

To buy, acquire, hold and to sell, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company, under the name of "Café St. Jacques Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3178

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1914, incorporating Messrs. Gilbert Brisebois, Eugène Amyot and Pierre Parent, merchants, Joseph Gagnier, clerk, Jean-Baptiste Rufiange, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers

mercants d'objets d'art et de meubles, *House-Furnishings*, et de tout ce qui concerne, directement ou indirectement à l'ébénisterie; importateurs et exportateurs et commerçants des dits effets en gros et en détail, manufacturer et faire le commerce en gros et en détail d'argenterie, articles en cuir, verre taillé et articles de fantaisie en général;

Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercée en rapport avec les objets ci-dessus, ou censée directement ou indirectement accroître les biens ou droits de la compagnie, ou les rendre profitable;

Acquérir tous brevets, droits de brevets, marques de commerce ou permis de les utiliser, dans le but de manufacturer tout article que ce soit, ou employer un procédé quelconque en rapport avec l'industrie de la compagnie, et permettre à d'autres d'utiliser les dits brevets, droits de brevets, ou marques de commerce, et de les faire valoir, les vendre ou autrement en disposer;

Agir comme agent ou représentant, facteur ou agent à commission pour d'autres personnes, compagnies ou corporations engagées dans toute industrie de même nature, et exercer tous les pouvoirs à cette fin;

Acquérir par achat, et comme une affaire en opération (*as a going concern*) et faire les affaires maintenant conduites dans la cité de Montréal par une société connue et désignée sous le nom de "Brisebois & Amyot", avec son installation, ses meubles, et tout ce qui concerne la dite affaire, et les payer en argent, obligations ou actions acquittées de la compagnie;

Acquérir, en tout ou en partie, par achat, bail ou autrement, tous terrains, édifices ou autres propriétés mobilières ou immobilières qui pourraient être avantageux ou nécessaires à l'exploitation de commerce et de l'industrie de la compagnie;

Construire, ériger, exploiter, entretenir et gérer toutes fabriques, boutiques, magasins, entrepôts, ateliers ou toutes autres constructions nécessaires aux fins de la compagnie, les louer, hypothéquer, ou autrement en disposer;

Prendre ou autrement acquérir détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre ou disposer des entreprises de la compagnie, ou aucune partie d'icelles pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions obligations, actions ou autres valeurs de la compagnie relativement à la formation ou promotion de la compagnie, ou la conduite des affaires;

Vendre, améliorer, entretenir, développer, échanger, louer, hypothéquer, affranchir, aliéner, faire valoir ou autrement, commercer avec la totalité ou aucune partie des biens et droits de la compagnie;

S'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, co-opération, risque conjoint, concessions réciproques ou

and dealers in articles of art and furnitures, household furnishings, and of all articles directly or indirectly in connection with the cabinet-making industry; wholesale and retail importers and exporters and dealers in the aforesaid articles; to manufacture and deal in wholesale and retail silverware, leather goods, cut glass and fancy articles in general;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above objects or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable the company's property or rights;

To acquire all patents, patent rights, trade marks or license to use the same, for the purpose of manufacturing any article whatever, or to use any process whatever in connection with the industry of the company, and to grant to other persons the right to use the said patents, patent rights or trade marks, and to turn to account, sell or otherwise dispose of the same;

To act as agent or representative, factor or commission agent for other persons, companies or corporations engaged in any business of a like nature, and to exercise all the powers for that purpose;

To acquire by purchase as a going concern and to carry on the business now conducted in the city of Montreal by a firm known and designated under the name of "Brisebois & Amyot", with its equipment, furnitures, and all things in connection with the said business and to pay for the same in cash, bonds or fully paid-up shares of the company;

Acquire by purchase, lease or otherwise, in whole or in part all the lands, buildings, or other real or personal property which may be incidental or necessary to the exploitation of the business and industry of the company;

To construct, erect, work, maintain and manage all factories, shops, stores, warehouses, work shops or all other constructions necessary for the purposes of the company; to lease, mortgage or otherwise dispose of the same;

To take or otherwise acquire and to hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted in such manner as to directly or indirectly benefit this company;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think convenient, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To drawn, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and all other negotiable or transferable instruments;

To remunerate any person or company for services rendered either in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any of the shares, bonds, stock or other securities of the company or in about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To sell, improve, maintain, develop, exchange, lease, mortgage, release, dispense of, turn to account or otherwise, deal in with all or any part of the company's property and rights;

To enter into partnership or make any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal con-

autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou étant engagée dans tout commerce; placer le surplus des profits sur des biens mobiliers ou immobiliers de quelque manière que ce soit, sous le nom de "The Brisebois & Amyot Furniture Company Incorporated", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 30ème jour de juin 1914.

3197-2 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

AVIS

Est par le présent donné que le Bureau des Examineurs des Mesureurs de Bois de la province de Québec se réunira à

QUEBEC, LE 13 JUILLET 1914
HULL, LE 15 SEPTEMBRE 1914

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Sous-Ministre des Terres et Forêts.
Québec, 6 juin 1914. 2559-3

No 717-14.

Il a plu au LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 17 juin 1914, de détacher de la municipalité de la paroisse de Sainte-Rose, dans le comté de Laval, le territoire compris dans les limites suivantes, savoir:

Au nord, partie par la corporation du village de Sainte-Rose, et partie par la rivière Jésus; au sud, partie par les terres de la paroisse de Saint-Martin et partie par les terres de la paroisse de Sainte-Dorothée; à l'est par les Nos cinquante-six et deux cent cinquante-deux du cadastre de la paroisse de Sainte-Rose, et à l'ouest, partie par les terres de la paroisse de Sainte-Dorothée et partie par la dite rivière Jésus, et d'ériger ce territoire en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de la partie ouest de la paroisse de Sainte-Rose".

3251-2

Avis Divers

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1865.

Dame Léontine Campeau, épouse de Ovila Séguin, hôtelier, des cité et district de Montréal, Demanderesse; vs Le dit Ovila Séguin, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre le défendeur.

J. A. DAVID,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 16 juillet 1914. 3331

cessions or otherwise with any person or company carrying on or engaged in any business; to invest the surplus of the profits up on real or personal property in any manner whatever, under the name of "The Brisebois & Amyot Furniture Company Incorporated", with a capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 30th June, 1914.

3198 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary

NOTICE

Is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the province of Quebec will meet at

QUEBEC, on the 13th of JULY, 1914
HULL, on the 15th of SEPTEMBER, 1914

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and mention the place where they intend presenting themselves
A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister of Lands and Forests.
Quebec, 6th June, 1914 2560

No. 717-14.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the 17th June, 1914, to detach from the municipality of the parish of Sainte Rose, in the county of Laval, the territory comprised within the following boundaries, to wit:

To the north partly by the corporation of the village of Sainte Rose, and partly by the river Jésus; to the south, partly by the lands of the parish of Saint Martin, and partly by the lands of the parish of Saint Dorothée; to the east by the lots numbers fifty six and two hundred and fifty two of the cadastre of the parish of Sainte Rose, and to the west, partly by the lands of the parish of the Dorothée and partly by the said river Jésus: "and to erect this territory into a distinct municipality under the name of "municipalité de la partie ouest de la paroisse de Sainte-Rose".

3252

Miscellaneous Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1865.

Dame Léontine Campeau, wife of Ovila Séguin, hotel-keeper, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs The said Ovila Seguin, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the Defendant.

J. A. DAVID,
Attorney for the Plaintiff.
Montreal, 16th July, 1914. 3332

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 4102.

Dame Céline Thériault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Cléophas Desrochers, commerçant du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Cléophas Desrochers, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 26 juin 1914, contre son dit mari.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 juillet 1914. 3319

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François.
No 279.

Dame Clara Fisette, de Sherbrooke, épouse de Cyrille Lemay, agent voyageur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Cyrille Lemay, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-sixième jour de décembre 1913.

J. H. LEMAY,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 20 juillet 1914. 3369

Avis public est par le présent donné que les syndics du cimetière de Griffin, à Griffin, dans le canton de Stanstead, P. Q., s'adresseront au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour incorporation sous le nom de "Griffin Hill Cemetery Company", conformément à la loi des cimetières.

CHAS. M. THOMAS, N. P.,

Pour les dits syndics.

Stanstead, P. Q., 6 juillet 1914. 3135-3

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure. No 2572. Dame Parmélia Tessier, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Henri Ethier, ferblantier et couvreur, autrefois des cité et district de Montréal, aujourd'hui des lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Henri Ethier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 4 juillet 1914.

ELPHEGE MARIER,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 4 juillet 1914. 3069-3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1801.

Isabelle Lapeyrère, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Léon Bégis, employé civil, du même lieu, la dite Dame Isabelle Lapeyrère, dûment autorisée aux présentes par un des honorables juges de cette cour, Demanderesse;

vs

Léon Bégis, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse au défendeur, le 30 avril 1914.

ST-GERMAIN, GUERIN

& RAYMOND,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 6 mai 1914. 2963-4

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 4102.

Dame Céline Thériault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Cléophas Desrochers, trader of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs The said Cléophas Desrochers, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 26th of June, last 1914, against her husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 17th July, 1914. 3320

In the Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis.
No. 279.

Dame Clara Fisette, of Sherbrooke, wife of Cyrille Lemay, travelling agent, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff;

vs

The said Cyrille Lemay, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case on the twenty sixth day of December 1913.

J. H. LEMAY,

Attorney for the Plaintiff.

Sherbrooke, 20th July, 1914. 3370

Public notice is hereby given that the trustees of the Cemetery, at Griffin, in the township of Stanstead, P. Q., will apply to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for incorporation, under the name of the "Griffin Hill Cemetery Company", pursuant to the cemeteries Act.

CHAS. M. THOMAS, N. P.,

For said trustees.

Stanstead, P. Q., 6th July, 1914. 3136

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. No. 2572. Dame Parmélia Tessier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Henri Ethier, tinsmith, formerly of the city and district of Montreal, now of unknown places, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Henri Ethier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 4th day of July, 1914.

ELPHEGE MARIER,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 4th July, 1914. 3070

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1801.

Isabelle Lapeyrère, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Léon Bégis, civil employee, of the same place, the said Dame Isabelle Lapeyrère, duly authorized for the purposes of the presents by one of the honourable justices of this court, Plaintiff;

vs

Léon Bégis, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on April 30th, 1914.

ST-GERMAIN, GUERIN

& RAYMOND,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th May, 1914. 2964

Avis public est par le présent donné que le révérend Vladimir Joseph Sakovitch, pasteur de la congrégation russe Orthodoxe, rendant hommage au culte dans Montréal, sous le nom de "The Church of Saint Peter and Saint Paul", avec Ivan Ivanoff, président du conseil des syndics de la congrégation, et Gregory Zinkevitch, syndic et trésorier de la dite congrégation, ont présenté une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, demandant respectueusement l'incorporation de la congrégation de l'église russe orthodoxe dans Montréal.

(Laquelle a antérieurement rendus hommage au culte sous le nom de "The Church of Saint Peter and Saint Paul", sous le nom de "The Church of the Holy Trinity"; la dite requête pour incorporation étant faite en conformité et en vertu des sections 4391 et suivantes des Statuts refondus de la province de Québec.

Cet avis est donné, tel que prescrit par la section 4394, chap. 3, des dits Statuts refondus.

HENEKER & JOHNSON,
Procureurs des requérants.

Bâtisse "Commercial Union",
rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 25 juin 1914.

2923-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 230.

Dame Jeanne Gorrel, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Maurice Chassagne, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Maurice Chassagne, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

DESAULNIERS & VALLEE,
Procureurs de la demanderesse

Montréal, 6 juillet 1914. 3107-3

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No 87.

Dame Vitaline Roireau dit Laliberté, de Central Falls, dans le Rhode Island, l'un des états unis d'Amérique, épouse commune en biens de Etienne Desmarais, de la paroisse de Sainte-Rosalie, district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

LUSSIER & GUIMONT,
Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 16 juin 1914. 2967-4

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No 86.

Dame Mélanie Roireau dit Laliberté, de Central Falls, dans le Rhode Island, l'un des états-unis d'Amérique, épouse commune en biens de Samuel Lemonde, ci-devant de Saint-Simon, dans le district de Saint-Hyacinthe, et maintenant de lieux inconnus, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

LUSSIER & GUIMONT,
Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 16 juin 1914. 2969-3

Province de Québec, District de Montréal,
Cour Supérieure, No 1383. Marie-Louise Harvey,
des cité et district de Montréal, épouse commune

Public notice is hereby given that the reverend Vladimir Joseph Sakovitch, pastor of the Russian Orthodox Congregation, worshipping in Montreal under the name of The Church of Saint Peter and Saint Paul, together with Ivan Ivanoff, chairman of the Board of Trustees of the Congregation, and Gregory Zinkevitch, a trustee and the treasurer of the said Congregation, have presented a petition to His Honour the Lieutenant Governor of the province of Quebec, praying for the incorporation of the Congregation of The Russian Orthodox Church in Montreal.

(Which has previously worshipped under the name of The Church of Saint Peter and Saint Paul), under the name of the Church of the Holy Trinity; said petition for incorporation being made under and by virtue of sections 4391 and following of the Revised Statutes of the province of Quebec.

This notice is given, as required by section 4394, of chap. 3, of the said Revised Statutes.

HENEKER & JOHNSON,
Attorneys for petitioners.

Commercial Union Building,
Saint James street.
Montreal, 25th June, 1914.

2924

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 230.

Dame Jeanne Gorrel, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Maurice Chassagne, agent of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Maurice Chassagne, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day.

DESAULNIERS & VALLEE,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 6th July, 1914. 3108

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth.
No. 87.

Dame Vitaline Roireau dit Laliberté, of Central Falls, state of Rhode Island, one of the united states of America, wife common as to property of Etienne Desmarais, of the parish of Sainte Rosalie, district of Saint Hyacinth, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LUSSIER & GUIMONT,
Attorneys for Plaintiff.

Saint Hyacinth, 16th June, 1914. 2968

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth.
No 86.

Dame Mélanie Roireau dit Laliberté, of Central Falls, State of Rhode Island, one of the united states of America, wife common as to property of Samuel Lemonde, heretofore of Saint Simon, district of Saint Hyacinth, and now in unknown parts, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LUSSIER & GUIMONT,
Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 16th June, 1914. 2970

Province of Quebec, District of Montreal,
Superior Court, No 1383. Marie Louise Harvey,
of the city and district of Montreal, wife common

en biens de Albert Ferland, charretier, tous deux des cité et district de Montréal, a intenté ce 26 juin 1914, une action en séparation de biens contre son dit époux

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Procureurs de la demanderesse.

2965-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 2961.

Dame Amanda Després, épouse commune en biens de Rodrigue Maurice, contracteur, de la cité et du district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Rodrigue Maurice, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

LAURENT & FAUTEUX,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 22 juin 1914. 2825-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 3643.

Dame Elmire Lamond, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de George E. Bissonnette, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit George E. Bissonnette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 22 mai 1914.

DESAULNIERS & ALLEE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 16 juin 1914. 2817-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières,
No. 575.

Dame Marie Carignan, épouse de Albert Demontigny, boulanger, de la paroisse de Saint-Luc, Demanderesse; vs Le dit Albert Demontigny, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

L. P. GUILLET,
Procureur de la Demanderesse.

Trois-Rivières, 17 juin 1914. 2803-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois,
No. 2589.

Dame Exilda Bruyère, de la cité de Valleyfield, épouse commune en biens de Arthur Beffre, machiniste, actuellement de lieux inconnus, Demanderesse; vs Le dit Arthur Beffre, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le dixième jour de juin 1914.

ARTHUR PLANTE,
Procureur de la Demanderesse.

2799-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 296.

Marie-Louise Desautels, épouse commune en biens de Walter A. Brown, de la cité de Montréal, commis, judiciairement autorisée à instituer la présente action, Demanderesse;

vs

Le dit E. A. Brown, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été insti-

as to property of Albert Ferland, carter, both of the city and district of Montreal, has instituted on the 26th June, 1914, an action for separation as to property against her said husband.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Attorneys for the plaintiff.

2966

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2961.

Dame Amanda Després, wife common as to property of Rodrigue Maurice, contractor, of the city and district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs.

The said Rodrigue Maurice, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against defendant.

LAURENT & FAUTEUX,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 22nd June, 1914. 2826

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3643.

Dame Elmire Lamond, of the city and district of Montreal, wife common as to property of George E. Bissonnette, agent, of the same place duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said George E. Bissonnette, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 22nd day of May, 1914.

DESAULNIERS & ALLEE,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 16th June, 1914. 2818

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers,
No. 575.

Dame Mary Carignan, wife of Albert Demontigny, baker, of the parish of Saint Luc, Plaintiff; vs The said Albert Demontigny, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

L. P. GUILLET,
Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 17th June, 1914. 2804

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Beauharnois,
No. 2589.

Dame Exilda Bruyère, of the city of Valleyfield, wife common as to property of Arthur Beffre, machinist, presently of unknown place, Plaintiff; vs The said Arthur Beffre, Defendant.

An action for separation from bed and board has been taken herein on the 10th of June, 1914.

ARTHUR PLANTE,
Attorney for Plaintiff.

2800

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 296.

Marie-Louise Desautels, wife common as to property of Walter A. Brown, of the city of Montreal, clerk, judicially authorized to take the present action, Plaintiff;

vs.

The said E. A. Brown, Defendant.
An action for separation as to property has

tuée en cette cause contre le défendeur, le quinzième jour d'avril 1914.

BLAIR, LAFERTY & HALE,
Procureurs de la demanderesse.
éal, 24 juin 1914. 2919-4

Dans la Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
No 25.

Dame Olivine Favreau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Isaac Ringuette, entrepreneur menuisier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Isaac Ringuette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 juin 1914.

BARNARD, McKEOWN
& CHOQUETTE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 30 juin, 1914. 2961-4

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3331.

Dame Eveline Daoust, dûment autorisée à ester en justice, épouse commune en biens de Joseph Deslauriers, entrepreneur, tous deux des cité et district de Montréal, Demanderesse; vs le dit Joseph Deslauriers, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 7 juillet 1914.

CODERRE & GAGNON,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 7 juillet 1914. 3131-3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 4141.

Dame Philomène Rousseau, épouse commune en biens de Thomas Dancause, entrepreneur, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, Demanderesse; vs le dit Thomas Dancause, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

A. JASMIN,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 9 juillet 1914. 3205-2

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1416.

Dame Evéline Goyer, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Rabeau, du même lieu, marchand, Demanderesse; vs le dit Hormisdas Rabeau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

A. JASMIN,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 9 juillet 1914. 3201-2

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 4232.

Dame Constantine Marleau, épouse légalement commune en biens de Joseph St-Jean, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, mar-

been instituted in this case against defendant on the 15th day of April, 1914.

BLAIR, LAVERTY & HALE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 24th June, 1914. 2920

In the Superior Court.

Canada,
Province of Quebec.
District of Montreal.
No 25.

Dame Olivine Favreau, wife common as to property of Isaac Ringuette, carpenter, both of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Isaac Ringuette, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted the 18th June, 1914.

BARNARD, McKEOWN
& CHOQUETTE
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 30th June, 1914 2962

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3331.

Dame Eveline Daoust, duly authorized to ester en justice, wife common as to property of Joseph Deslauriers, contractor, both of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs the said Joseph Deslauriers, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 7th July, 1914.

CODERRE & GAGNON,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 7th July, 1914. 3132

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No 4141.

Dame Philomène Rousseau, wife common as to property of Thomas Dancause, contractor, of the city of Lachine, in the district of Montreal, Plaintiff; vs The said Thomas Dancause, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, against the Defendant.

A. JASMIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 9th July 1914. 3206

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1416.

Dame Evéline Goyer, of the city of Lachine, in the district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Rabeau, of the same place, merchant, Plaintiff; vs the said Hormisdas Rabeau, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, this day, against the Defendant.

A. JASMIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 9th July, 1914. 3202

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 4232.

Dame Constantine Marleau, wife legally common as to property of Joseph St-Jean, of the city of Lachine, in the district of Montreal, grocers-

chands-épiciers, Demanderesse vs le dit Joseph St-Jean, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

A. JASMIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 juillet 1914. 3203-2

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
Dame Albertine Chartier, épouse de Frédéric Geoffrion, forgeron, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Frédéric Geoffrion, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinquième jour de juin 1914.

O'BREADY & PANNETON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 16 juin 1914. 3305-2

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 172.

Dans l'affaire de M. F. Manolson, marchand, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le dixième jour de juillet 1914, par une ordonnance de la cour, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit insolvable, qui a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

PAUL J. VALENTINE,
Curateur.

Bureau: 225, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 13 juillet 1914. 3341

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

No 120.

Re La Compagnie Electrique Deschambault Ltée.
Deschambault, Qué., En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de cette cour, un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, qu'il sera sujet à objection, jusqu'au 11 août 1914, alors qu'ils sera payable à nos bureaux,

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Edifice "Dominion",
126, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 20 juillet 1914. 3343

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 189.

In re Moses Ferkoff, Lachine, P. Q.,

Failli.

Avis est donné que le 21 juillet 1914, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé qui a

merchant, Plaintiff; vs the said Joseph St-Jean, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, this day, against the Defendant.

A. JASMIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 9th July, 1914. 3204

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.
Dame Albertine Chartier, wife of Frédéric Geoffrion, blacksmith, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; as The said Frédéric Geoffrion, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, in the fifth day of June, 1914.

O'BRADY & PANNETON,
Attorneys for the plaintiff.
Sherbrooke, 16th July, 1914. 3306

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 172.

In the matter of M. F. Manolson, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that on the tenth of July, 1914, by an order of the court, the undersigned has been appointed curator to the estate of said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from date of this notice.

PAUL J. VALENTINE,
Curator.

Office: 225, Saint James street, Montreal.
Montreal, 13th July, 1914. 3342

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 120.

Re "La Compagnie Electrique Deschambault, Ltée", Deschambault, Que., In liquidation.

Notice is hereby given, that pursuant a judgment from this court, a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, that it will remain open to objection till August 11th, 1914, when it will be payable at our offices.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Offices: "Dominion" building,
126, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 20th July, 1914. 3344

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No 189.

In re Moses Ferkoff, Lachine, P. Q.,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the 21st July, 1914, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named, who

fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 25 juillet, 1914. 3367

In re Delle Laurencia Couroux, et vir., modiste, Hull, Failli.

Avis est par le présent donné que la dite Delle Laurencia Couroux a fait, ce jour, cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et que j'ai été nommé gardien provisoire.

J. E. COUTURE,
Gardien provisoire.
Hull, 16 juillet 1914. 3323

In re Dme Ada Whelan, esqual., succ. Reilly, Hôtelier, Alymer, P. Q.

Avis est par le présent donné que la dite Dme Ada Whelan esqual, a fait ce jour, cession judiciaire de ces biens pour le bénéfice de ces créanciers et que j'ai été nommé gardien provisoire.

J. E. COUTURE,
Hull, 14 juillet 1914. 3321

Province de Québec,
District de Montréal.
No 118.

Cour Supérieure.

In re Albert Freedman, Montréal, "Insolvable".

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans l'affaire ci-dessus, lequel sera sujet à objection jusqu'au huitième jour d'août 1914, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

J. C. DUHAMEL,
Curateur.

Bureau de J. C. Duhamel,
No 613 bâtisse Transportation.
Montréal, Qué., 17 juillet 1914. 3313

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Abraham Kuznets, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le dix-septième jour de juillet 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre le dit failli, sont requises de les produire dûment attestées sous serment, dans trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs-conjoints.

Montréal, 17 juillet 1914. 3311

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois.

No 177.

Dans l'affaire de J. Arthur Meloche, commerçant de la paroisse de Saint-Timothée, district de Beauharnois, Débiteur.

Avis est par les présentes, donné que le soussigné a, le 16 juillet 1914, par ordonnance de Sa Seigneurie le Juge Mercier, été nommé curateur

has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James Street.
Montreal, 25th July, 1914. 3368

In re Miss Laurencia Couroux, et vir., millener, Hull, Insolvent,

Notice is hereby given that said Miss Laurencia Couroux have this day made to the court a judicial assignment for the benefit of her creditors and that I have been appointed provisional guardian.

J. E. COUTURE,
Provisional guardian.
Hull, 16th July, 1914. 3324

In re Dme Ada Whelan, esqual., Reilly's estate, Hotel keeper, Alymer, P. Q.

Notice is hereby given that said Mrs Ada Whelan esqual, have, this day, made to the court a judicial assignment for the benefit of her creditors and that I have been appointed provisional guardian.

J. E. COUTURE,
Provisional guardian.
Hull, 14th July, 1914. 3322

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 118.

In re "Albert Freedman", Montréal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in the above matter which is open to objection until the 8th day of August, 1914, after which date the dividend will be payable at my office.

J. C. DUHAMEL,
Curator.

Office of J. C. Duhamel,
No. 613, Transportation building.
Montreal, Que., 17th July, 1914. 3314

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Abraham Kuznets, Montréal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 17th day of July, 1914, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint curators.

Montreal, 17th July, 1914. 3312

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Beauharnois.
No. 177.

In the matter of J. Arthur Meloche, trader, of the parish of Saint Timothée, district of Beauharnois, Debtor.

Notice is hereby given that the undersigned, has been, on the 16th day of July, 1914, by ordonnance of His Lordship Justice Mercier, appointed

aux biens délaissés en justice par le dit débiteur.

Les créanciers du dit débiteur sont notifiés de produire leurs réclamations dûment attestées entre les mains du soussigné sous trente jours de cette date.

J. R. LAPOINTE,
Curateur.
Valleyfield, Que., 17 juillet 1914. 3333

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 187.

In re Nicolas Maker, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, rendu ce quinzième jour de juillet 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du failli ci-dessus nommé.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 16 juillet 1914. 3315

En liquidation

Avis est donné que les liquidateurs de la Compagnie des Sept Îles (en liquidation), recevront des soumissions jusqu'au 18 août, à midi, pour l'achat des terrains et bâtisses à Sept Îles, Qué., savoir:

2 lots situés dans le premier rang du "Village des Sept Îles", dans le canton Letellier, Co. Saguenay, mesurant environ seize acres et cinquante neuf centièmes, plus ou moins—avec bâtisses, savoir:

Deux maisons, glacière, remise, écurie et grange.
Pour les conditions et autres informations, s'adresser aux liquidateurs.

C. E. DELORME,
A. G. YON,
Liquidateurs.

Chambre 606,
137, rue McGill, Montréal.
Montréal, 13 juillet 1914. 3223

D'APRES L'ACTE DES LIQUIDATIONS.
Canada.

Province de Québec,
District de Québec.

No 903.

Re La Cie de Pulpe Dalmas,

En liquidation.

Avis est par le présent donné que suivant ordonnance, rendue le 29ème jour de juin 1914, par Son Honneur le juge McCorkill, nous vendrons à nos bureaux, Dominion Building, rue Saint-Pierre, à Québec, par encan public, MARDI le 18 AOUT 1914, à 10.30 hrs a. m.

1. Canton Dolbeau, 2ème rang, lots 21-1 à 21-213, 22-1 à 22-231, y compris 168 A et 224 A, 23-1 à 23-232 avec la chute et le barrage vis-à-vis les dits lots 21 et 22, formant le pouvoir d'eau.

2. Canton Dolbeau, 4ème rang, lots 24, 25 et 26 comprenant le site du moulin et les pouvoirs hydrauliques de la chute blanche sur la petite rivière Péribonka en front et vis-à-vis les dits lots.

curator to the property judicially abandoned by the said debtor.

The creditors of the said debtor are notified to file their claims duly attested in the hands of the undersigned within thirty days from this date.

J. R. LAPOINTE,
Curator.
Valleyfield, 17th July, 1914. 3334

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 187.

In re Nicolas Maker, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the superior court rendered this 15th day of July, 1914, the undersigned have been named curators of the above named insolvent estate.

Sworn claims must be filed in our hands, within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street East, Montreal
Montreal, 16th July, 1914. 3316

In Liquidation

Notice is given that the liquidators of Seven Islands Co. (in liquidation), will receive tenders until August 18th next, at noon, for the following:

Two lots in first concession of Seven Islands Village, Letellier township, Saguenay County, over sixteen and one half acres—with buildings thereon, as follows:

Two houses, stable, barn, shed and Ice house.
Apply to liquidators for conditions and particulars.

C. E. DELORME,
A. G. YON,
Liquidators.

Room 606,
137 McGill St. Montreal.
Montreal, 13th July 1914. 3224

UNDER THE WINDING UP ACT.
Canada,

Province of Quebec,
District of Quebec.

No. 903.

Re La Compagnie de Pulpe Dalmas,

In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to judgment rendered 29th June, 1914, by His Lordship McCorkill, we will sell at our offices, Dominion Building, Saint Peter street, at Quebec, by public auction, TUESDAY 18th AUGUST, 1914, at 10.30 o'clock a. m.

1. Township of Dolbeau, second range. Lots 21-1 to 21-213, 22-1 to 22-231 including 168 A and 224 A 23-1 to 23-232, with falls and the barrage opposite lots 21 and 22 forming the water power.

2. Township of Dolbeau, fourth range. Lots 24, 25 and 26 including the mill site and the water powers of the Chute Blanche on the Little Péribonka river, in front and opposite the said lots.

3. Une étendue de terrain entre le lac des Cyprès et le Lac Long territoire non organisé du Lac Saint-Jean, superficie environ 60 acres.

4. Une étendue de terrain sur la rivière des Aigles, même territoire, environ 80 acres.

5. Le droit de se servir des eaux dans la rivière et du lac des Aigles et du lac Long pour les déverser dans le lac des Cyprès affluent de la rivière Petite Péribonka, pour en augmenter le pouvoir d'eau et la force hydraulique et le droit de faire à cette fin les travaux du barrage et creusage sur les terrains ci-haut mentionnés.

6. Les lots de terrains aujourd'hui connus comme étant les numéros 17-1 et 17-2, cinquième rang, canton Dalmas, Lac Saint-Jean, superficies 7 à 8 acres—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; aussi tous les droits que la compagnie peut avoir sur toutes autres parties du dit lot 17 notamment: 7 novembre 1900, vente Guay à Cie Pulpe Péribonka, 225 pieds, ligne nord-ouest par 50 pieds ligne S.-est à prendre de la petite rivière Péribonka, ou la ligne droite sera tirée allant à l'autre ligne où elle se termine à 225 pieds de la dite rivière. 29 octobre 1901, vente Guay à Cie de Pulpe Péribonka, 125 pieds, front sur 100 pieds, profondeur vers le sud-ouest à la rivière petite Péribonka et 5 arpents en superficie sans comprendre le chemin public qui le coupe, et deux emplacements vendus à Jules Bergeron et François Dallaire; borné en front vers l'ouest et le sud-ouest à la Cie Péribonka ou ses successeurs, vers le sud-est à 150 pieds de la ligne sud-est du dit lot de terre en profondeur vers l'est au dit Philémon Guay ou ses successeurs, c'est-à-dire au trait carré avec les lignes du dit lot de terre comme sous le numéro 17 et vers le nord à la ligne nord d'icelui lot de terre. 1er avril 1904, Philémon Guay, ayant vendu deux terrains à Jean Bouchard et Célestin Morin, qu'il avait déjà vendu à la Cie de Pulpe Péribonka donne en échange. A. Un morceau de terrain situé sur le côté nord du lot 17; borné en front à l'ouest par la rivière petite Péribonka, au sud par terrain de la Cie, à l'est par le terrain ci-après décrit, au nord par la ligne entre les lots 17 et 18. B. Un morceau de terrain borné à l'ouest par terrain en premier lieu décrit, au sud par terrain de la compagnie et à l'est par une ligne tirée et bornée par arpenteur, dont l'extrémité est à 345 pieds de la rivière Petite Péribonka.

7. Un emplacement étant partie du lot 4, 7ème rang Dalmas, acquis le 12 février 1913, de Jos. Simard, devant Come L. A. Morisset, N. P.

8. Licence de droit de coupe, limité, canton Dolbeau No 1, payée au 30 juin 1914: 1er rang lots Nos 9 et 10; 2ème rang Nos 7, 8, 9, 11, 12 et 14; 3ème rang Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 18 et 19; 4ème rang, Nos 1 à 22; 5ème rang Nos. 1 à 9, 14, 16 et 17; Superficie 9 5/6 milles carrés plus ou moins; Droits de coupe payés au 30 juin 1914.

9. Licence de droit de coupe, limité payée au 30 juin 1914; 2ème rang nord du Lac Saint-Jean, No 4, superficie 25 milles carrés plus ou moins; 3ème rang nord du Lac Saint-Jean No 4, superficie 18 milles carrés plus ou moins; Droits de coupe payés au 30 juin 1914.

Conditions: 25% sur adjudication, la balance payable lors de la signature de l'acte d'achat, le délai ne devant pas excéder 30 jours et portera intérêt à 6% du jour de la vente. Les charges de transfert seront payables par l'acheteur.

L'acquéreur aura à en prendre possession et

3. A stretch of land between Lacs des Cyprès and Lac Long, unorganized territory of Lake Saint John district, having a superficies of about 60 acres.

4. A stretch of land on Rivière des Aigles, same territory having a superficies of about 80 acres.

5. The right to use the water of the river and of Lake des Aigles and of Lake Long running it into Lake des Cyprès where it flows into the river Petite Peribonka to increase the water power and its hydraulic force and the right to make for that purpose all works of *barrage* and excavation on lots above mentioned.

6. Lots of land to day known and described as lots No. 17-1 and 17-2, fifth range, township of Dalmas, Lake Saint John, superficies 7 to 8 acres—with building thereon erected, circumstances and dependencies, also all or any rights which the Company may have on any other portion of said lot No. 17 and acquired as under. 17th November, 1900. Sale Guay to Peribonka Pulp Co., 225 ft. north west line by 50 ft. in line south east from river Petite Péribonka, where a straight line runs to the other line where it ends at 225 ft. from said river. 29th October, 1901. Sale Guay to Peribonka Pulp Co., 125 ft. frontage by 100 ft. in depth forwards the south west bounded by River Petite Péribonka, having 5 arpents in superficies not including the public road which crosses the land and two emplacements sold to Julius Bergeron and François Dallaire; bounded in front towards the west and south west by the Peribonka Pulp Co., or its representatives, towards the south east at 150 ft. of the south eastern line of said lot in depth towards the east to Philémon Guay or his successors, that is at the *tratt carré* with the lines of said lot of land known as No. 17 and towards the north by the northern line of said lot. 1st April, 1904, Philémon Guay, having sold two lots of land to Jean Bouchard and Célestin Morin, lands already sold to the Peribonka Pulp Co., gives in exchange. A. A piece of ground situated on northern site of lot No. 17. bounded in front at the west by river Petite Péribonka at the south by the Company's property at the east by the piece of land described hereafter and at the north by the durling line between lots 17 and 18. B. A piece of ground bounded at the west by lot described in first place. at the south by the Company's property, and at the east by a line drawn and fixed by a surveyor whose extremity is at 345 ft. river Petite Péribonka.

7. A plot of land being part of lot 4 of the seventh range of Dalmas, township acquire 12th February, 1913, from Jos. Simard, before Come L. A. Morisset, N. P.

8. License to stumpage rights on limit No. 1 of Dolbeau township, paid to 30th June, 1914, being: 1st range lots 9 and 10; 2nd range lots 7, 8, 9, 11, 12 and 14; 3rd range lots, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19; 4th range lot, 1 to 22; 5th range lot, 1 to 9, 14, 16 and 17; Superficie 9 5/6 sq. miles, more or less; Stumpage dues paid to 30th June, 1914.

9. License to stumpage rights paid to 30th June, 1914, on limits; 2nd range Lake Saint John north, No. 4, 25sq. miles, more or less; 3rd range Lake Saint John north, No. 4, 18 sq. miles, more or less; Stumpage due after to 30th June 1914.

Conditions.—25% on adjudication, balance at the time of signing the deed which must not exceed 30 days, bearing interest 6% from date of sale. The department transfer charges payable by purchaser. Purchasers of pulp mill and saw mill will at once take possession and title but will have

titre de suite mais devra en donner gratuitement l'usage des moulins à l'acheteur des billots pendant quatre mois de la date de la vente, de même que le droit de loger son bois ou sa pulpe sur les terrains avoisinants à au moins 200 pieds du moulin à pulpe.

Les propriétés ci-dessus comprennent toutes les bâtisses et dépendances construites sur les lots ci-dessus, comprenant, maisons, dalle de vingt pieds de largeur, machine shop, quai, moulin à pulpe et ses machineries et outillage et le moulin à scie et ses machineries.

La dite vente est faite en vertu et en conformité aux articles 7552 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909, et devant avoir l'effet du décret.

Copie des actes de ventes et des titres et le certificat d'enregistrement sont déposés à nos bureaux où ils peuvent être examinés.

La vente se fera en bloc.

Les personnes suivantes ont possédé les immeubles pendant les trois dernières années.

Compagnie de Pulpe Dalmas.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Bureaux: 126, rue Saint-Pierre, Québec.

LS. DESCHENE,
Commissaire-Preneur.

3249-2

to allow the free use of the mills to the purchaser of the logs, for four months from date of sale as also the right to use surrounding lands to store his lumber and pulp, at at least 200 ft. distance from the pulp mill.

The above properties include all buildings and constructions therein erected including seven houses. Canal of 20 ft. width, machine shop, wharf pulp mill, its machinery and tools and the saw mill with its machinery.

This sale is made under the authority and in conformity with articles 7552 and following of the Revised Statutes, of Quebec, 1909, and will have the same effect as if made by the sheriff (*effet du décret*).

Copies of the deeds and the registry office's certificate are deposited, at our offices where they can be examined.

The sale will be made *en bloc*.

The following persons, have since the last three years, owned the properties.

Cie Pulpe Dalmas.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Offices: 126, Saint Peter street, Quebec,

LS. DESCHENES,
Auctioneer.

3250

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 782.

Le dixième jour de juillet mil neuf cent quatorze.

Edwin Leroux, bourgeois, des cité et district de Montréal, et Romuald Laberge, contracteur, du même lieu, Demandeur;

vs

A. A. Asselin, des cité et district de Montréal, Défendeur;

et

C. A. Provost *et al*, Opposants.

Sur ordre de cette cour, donné le dixième jour de juillet 1914, les créanciers du dit A. A. Asselin, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle* de Québec, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

MAXIMILIEN MERCIER,
Député, P. C. S.

3289-2

Licitation

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Alice Gwendolen Hall, de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, fille majeure—usant de ses droits, Demanderesse; vs William Théodore Hall, de Los Angeles, dans l'état de Californie, nu des tats-unis d'Amérique, commis; Dame Ethel Grace Hall, de la cité d'Ottawa, dans la province

Order of the Court

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 782.

The tenth day of July, nineteen hundred and fourteen.

Edwin Leroux, gentleman, of the city and district of Montreal, and Romuald Laberge, contractor, of the same place, Plaintiffs;

vs

A. A. Asselin, of the city and district of Montreal, Defendant;

and

C. A. Provost *et al*, Opposants.

Under the order of this court, given on the tenth of July, 1914, the creditors of the said A. A. Asselin, the Defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

MAXIMILIEN MERCIER,
Deputy P. S. C.

3290

Licitation

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Alice Gwendolen Hall, of the city of Westmount, in the district of Montreal, Spinster of the full age of majority, Plaintiff; vs William Theodore Hall, of Los Angeles, in the state of California, one of the united states of America, clerk; Dame Ethel Grace Hall, of the city of Ottawa, in the province

d'Ontario, épouse séparée de biens de Duncan Willis, de la dite ville d'Ottawa, marchand de pianos, et le dit Duncan Willis aux fins d'autoriser sa dite épouse, et David Crawford, des cité et district de Montréal, rentier en sa qualité de tuteur de Robert Frédéric Bainbridge Hall, de la dite ville de Westmount, enfant mineur, Défendeurs.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant dans et pour le district de Montréal, rendu le onzième jour de juin 1914, dans une cause dans laquelle la demanderesse ci-dessus décrite est demanderesse et les défendeurs ci-dessus décrits sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble décrit comme suit, à savoir:

1. Un lot de terre au coin nord-ouest du Boulevard Saint-Joseph et Park Avenue, dans la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision 59, de la subdivision 2, du lot No 12, aux plan et livre de renvoi du cadastre du village incorporé de Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Un lot de terre situé Argyle Avenue, dans la cité de Westmount connu comme étant la subdivision No 127, du lot 282, aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Montréal,—avec les bâtisses dessus érigées.

Les immeubles ci-dessus décrits seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le PREMIER jour de SEPTEMBRE 1914, à DIX HEURES ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BUSTEED & ROBERTSON,
Procureurs pour la demanderesse.

Montréal, 17 juillet 1914.

3317

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières, le vingt-quatre juin mil neuf cent quatorze, dans une cause dans laquelle Dame Clarisse Pinard, veuve de feu Guillaume Cyr, alias William Vincent, en son vivant rentier du village d'Annaville, dans le comté de Nicolet, et résidant actuellement dans la paroisse de Sainte-Clotilde de Horton, dans le comté d'Arthabaska, est demanderesse, et Dame veuve Emilie Boisclair, épouse de feu Louis Cyr, alias Vincent, de la paroisse de Saint-Célestin, dans le comté de Nicolet; Arline Cyr, épouse de Zéphirin Saint-Louis, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Gertrude, dans le comté de Nicolet, et le dit Zéphirin St. Louis mis en cause pour assister et autoriser son épouse; Adeline Cyr, épouse de Adolphe St. Louis, cultivateur, de la paroisse de Bécancour, dans le comté de Nicolet, et le dit Adolphe St. Louis mis en cause pour assister et autoriser son épouse; Azilda Cyr, épouse de Esdras Vincent, cultivateur, du village d'Annaville, et le dit Esdras Vincent, mis en cause pour assister et autoriser son épouse; Napoléon Cyr, alias Vincent, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Clotilde de Horton, et Alix

of Ontario, wife separate as to property of Duncan Willis, of the said city of Ottawa, piano dealer, and the said Duncan Willis, for the purpose of authorizing his said wife and David Crawford of the city and district of Montreal, gentleman, in his quality of tutor to Robert Frederick Bainbridge Hall, of the said city of Westmount, a minor, Defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court sitting in and for the district of Montreal, rendered on the 11th day of June, 1914, in a cause in which the above described plaintiff is plaintiff and the above described defendants are defendants, ordering the licitation of the immoveable described as follows, to wit:

1. A lot of land at the north west corner of Boulevard Saint Joseph and Park Avenue, in the city of Montreal, known as subdivision 59, of subdivision 2, of lot No. 12, on the cadastral plan and book of reference of the incorporated village, of Côte Saint Louis,—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate on Argyle Avenue, in the city of Westmount, known as subdivision lot No. 127 of lot 282, on the cadastral plan and book of reference of the parish of Montreal,—with the buildings thereon erected.

The immoveables above described will be put up at auction and will be adjudged to the highest and last bidder on the FIRST day of SEPTEMBER, 1914, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, before the superior court, sitting in and for the district of Montreal, in the court house in the city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of this court and that all oppositions to annul, to withdraw or to secure charges to be made to or in respect of the said licitation, must be filed in the office of the said prothonotary, at least twelve days before the date fixed for the said sale and adjudication and that all oppositions for payment must be filed in the said office within six days after such adjudication, and that in the event of such oppositions not having been filed within the said delays, the parties failing to file the same will be foreclosed from so doing.

BUSTEED & ROBERTSON,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th July, 1914.

3318

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting in Three Rivers, in the district of Three Rivers, on the twenty-fourth day of June, one thousand nine hundred and fourteen, in a case in which Dame Clarisse Pinard, widow of the late Guillaume Cyr, alias William Vincent, in his lifetime gentleman of the village of Annaville, in the county of Nicolet, and now residing in the parish of Sainte-Clotilde de Horton, in the county of Arthabaska, is plaintiff, and Dame widow Emile Boisclair, wife of the late Louis Cyr, alias Vincent, of the parish of Saint Célestin, in the county of Nicolet; Arline Cyr, wife of Zéphirin St. Louis, farmer of the parish of Sainte Gertrude, in the county of Nicolet, and the said Zéphirin St. Louis mis en cause to assist and authorize his wife: Adeline Cyr, wife of Adolphe St. Louis, farmer of the parish of Bécancour, in the county of Nicolet, and the said Adolphe St. Louis mis en cause to assist and authorize his wife; Azilda Cyr wife of Esdras Vincent, farmer, of the village of Annaville, and the said Esdras Vincent, mis en cause, to assist and authorize his wife; Napoléon Cyr alias Vincent, farmer of the parish of Sainte Clotilde de Horton, and Alix Cyr, wife of François alias

Cyr, épouse de François alias Francis Pinard, renier du dit lieu de Sainte-Clotilde de Horton, et le dit François alias Francis Pinard mis en cause pour assister et autoriser son épouse; Arméline Vincent alias Cyr, épouse de Amédée Richard, journalier, de Manchester, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et le dit Amédée Richard mis en cause pour assister et autoriser son épouse, et Céline Vincent alias Cyr, épouse de Xavier Champagne, journalier, de Manchester, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et le dit Xavier Champagne mis en cause pour autoriser et assister son épouse, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un terrain ou emplacement situé dans le village d'Annville, dans la paroisse de Saint-Célestin, du contenu de soixante pieds de front sur la profondeur de quatre-vingts pieds, le tout plus ou moins, d'une clôture à l'autre, borné par devant à une route en profondeur à Félix Hélie, du côté sud à Cyrille Houle, et du côté nord à la corporation du couvent de l'Assomption, sans bâtisse; icelui emplacement formant le No 124 du cadastre ou plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Célestin, dans la division d'enregistrement du comté de Nicolet.

Un terrain ou emplacement situé au dit village d'Annville, paroisse de Saint-Célestin, du contenu de soixante pieds de front sur la profondeur de quatre-vingt-dix pieds, le tout plus ou moins, borné par devant à une route publique, en profondeur, à Joseph Girard, du côté sud au dit acquéreur et du côté nord à Joseph St. Louis; icelui emplacement formant le No 125 du cadastre ou plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Célestin, dans la division d'enregistrement du comté de Nicolet; l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérissseur le seize septembre mil neuf cent quatorze, à deux heures de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Trois-Rivières, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la demanderesse.

Daté, ce 15 juillet 1914.

3263-2

Ratifications

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
La cité de Montréal,

Requérante en expropriation;
et

L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph);

et

Charles Gagné, des cité et district de Montréal,
Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que, conformé-

Francis Pinard, gentleman of the said place of Sainte Clotilde de Horton, and the said François alias Francis Pinard mis en cause to assist and authorize his wife; Arméline Vincent alias Cyr, wife of Amédée Richard, laborer, of Manchester, one of the United States of America, and the said Amédée Richard, mis en cause to assist and authorize his wife, and Céline Vincent alias Cyr, wife of Xavier Champagne, laborer, of Manchester, one of the United States of America, and the said Xavier Champagne mis en cause to authorize and assist his wife; are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit:

A piece of land or emplacement situate in the village of Annville, in the parish of Saint Célestin, containing sixty feet in front by eight feet in depth, the whole more or less, from a fence to the other, bounded in front by a road, in depth by Félix Hélie, on the south side by Cyr le Houle and on the north side by the corporation of the convent of l'Assomption, without buildings; the aforesaid emplacement being the lot number 124 of the cadastre or official plan and book of reference of the said parish of Saint Célestin in the registration division of the county of Nicolet;

A piece of land or emplacement situate in the said village of Annville, parish of Saint Célestin, containing sixty feet in front by ninety feet in depth, the whole more or less, bounded in front by a public road, in depth by Joseph Girard, on the south side by the said purchase and on the north side by Joseph St. Louis; the said emplacement being the lot No. 125 of the cadastre or official plan and book of reference of the said parish of Saint Célestin, in the registration division of the county of Nicolet; The immoveables hereabove designated shall be sold by auction and adjudicated to the highest and last bidder on the sixteenth day of September one thousand nine hundred and fourteen at two o'clock in the afternoon, sitting the court, in court room of the court house of Three Rivers, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delay hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for the plaintiff.

Dated, this 15th July, 1914.

3264

Ratifications

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The city of Montreal,

Petitioner in expropriation;
and

The opening of du Palais street, (Saint Joseph Boulevard),

and

Charles Gagné, of the city and district of Montreal,
Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the

ment aux dispositions de l'article 5800 des Statuts révisés de Québec, la requérante a déposé, le troisième jour de février 1914, au greffe de la cour supérieure pour le district de Montréal. (A). Copie de la sentence arbitrale finale rendu le deuxième jour de février 1914, par George W. Parent, George Beausoelil et F. X. Dupuis, arbitres nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts révisés de Québec, pour l'expropriation terrains décrits comme suit:

No 153, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisse en brique sus-érigée, bornée au sud-ouest par la rue Brébœuf, le dit côté mesurant environ 3.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 331-107 le dit côté mesurant environ 86.0 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 331-121, le dit côté mesurant environ 3.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 331-107, le dit côté mesurant environ 86.0 pieds, contenant une superficie d'environ 258 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant partie du lot du cadastre No 331-107 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 154, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisse en briques dessus construite, bornée au sud-ouest par la rue Brébœuf, le dit côté mesurant à peu près 19.4 pieds; au nord-ouest par la partie nord-ouest du lot du cadastre No 331-107, la dite partie du dit lot No 331-107 étant indiquée au dit plan d'expropriation sous le No 153, le dit côté mesurant à peu près 86 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 331-121, le dit côté mesurant à peu près 86 pieds; contenant une superficie d'à peu près 12.6 pieds; au sud-est par la partie sud-est du lot du cadastre No 431-107, le dit côté mesurant à peu près 1634 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant un partie du lot du cadastre No 331-107 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité et en la possession de Gédéon Coupal, Dame Philomène Deneault, veuve de feu Gédéon Coupal, et de Charles Gagné, comme propriétaire pendant les trois dernières années. (B). Reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal d'un dépôt fait le 9 mai 1914, de la somme de \$4,900.00 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$4,900.00 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le quatrième jour de septembre 1914 et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les

terms of article 5800 of the revised Statutes of Quebec your petitioner has deposited, on the third day of February, 1914, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal. (A). Copy of the final award of the arbitrators rendered on the second day of February 1914, by George W. Parent, George Beausoelil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the revised Statutes of Quebec, for the expropriation of the immovables described as follows:

No. 153, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land with brick building thereon erected, bounded on the south western side by Brébœuf street, said side measuring about 3.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 331-107, said side measuring about 86.0 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 331-121, said side measuring about 3.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 331-107, said side measuring about 86.0 feet; containing a superficial area of about 258 square feet, the said piece of land being parts of lot cadastral No. 331-107, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 154, Saint Joseph Boulevard.

A peace of land with brick building thereon erected bounded on the south west side by Brébœuf street, said side measuring about 19.4 feet, on the north western side by the north western part of the lot cadastral No. 331-107 the said part of said lot No. 331-107 being indicated on the plan of expropriation under the No. 153, said side measuring about 86 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 331-121, said side measuring about 12.6 feet; on the south eastern side by the south eastern part of lot cadastral No. 331-107, said side measuring about 86 feet, containing a superficial area of about 1634 square feet; the said peace of land being part of lot cadastral No. 331-107 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the city surveyor's office and possessed by Gédéon Coupal, Dame Philomène Deneault, widow of the late Gédéon Coupal and Charles Gagné, as proprietors, for the three years now last passed. (B). Receipt from the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, of date 9th of May, 1914, of a deposit of the sum of \$4,900.00 with six months interest upon said sum to be computed from the 9th of May, 1914; said sum of \$4,900.00, being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immovables.

And all persons who claim any privilege, hypothec or other incumbrances and said immovables or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal, will be made to the superior court for the district of Montreal, on the fourth day of September, 1914, for a judgment of confirmation of title, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day,

six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député protonotaire.
Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St-Pierre,
Avocats de la cité de Montréal.
Montréal, 21 juillet 1914. 3363

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
La cité de Montréal,

Requérante en expropriation;

et

L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph);

et

Roméo Poirier, des cité et district de Montréal, Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts révisés de Québec, la requérante a déposé, le vingt-quatrième jour de janvier 1914, au greffe de la cour supérieure, pour le district de Montréal. (A). Copie de la sentence arbitrale finale rendu le dix-neuvième jour de janvier 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis, arbitres nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts révisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 454, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par les lots du cadastre Nos 197-44, 197-45, le dit côté mesurant à peu près 20 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 198-14, le dit côté mesurant à peu près 75 pieds; au nord-est par la rue Saint-Denis, le dit côté mesurant à peu près 20 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 198-13, le dit côté mesurant à peu près 75 pieds; contenant une superficie d'à peu près 1500 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant partie du lot du cadastre No 198-13 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporée de la Côte Saint-Louis, le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité et en la possession de Roméo Poirier, comme propriétaire pendant les trois dernières années. (B). Reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, d'un dépôt fait le 9 mai 1914 de la somme de \$4,500.00 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$4,500.00 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné, et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal, sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le quatrième jour de septembre 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du Code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit

in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy prothonotary.
Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St. Pierre,
Attorneys, for the city of Montreal.
Montreal, 21st July, 1914. 3364

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The city of Montreal,

Petitioner in expropriation;

and

The opening of du Palais street, (Saint Joseph Boulevard);

and

Roméo Poirier, of the city and district of Montreal, Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800 of the revised Statutes of Quebec, your petitioner has deposited, on the twenty fourth day of January, 1914, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal. (A). Copy of the final award of the arbitrators rendered on the nineteenth day of January, 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the revised Statutes of Quebec, for the expropriation of the immoveables described as follows:

No. 454, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral Nos. 197-44, 197-45, said side measuring about 20 feet; on the north western side by lot cadastral No. 198-14, said side measuring about 75 feet; on the north eastern side by Saint Denis street, said side measuring about 20 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 198-13, said side measuring about 75 feet; containing a superficial area of about 1500 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 198-13, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the city surveyor's office and possessed by Roméo Poirier, as proprietor, for the three years now last passed. (B). Receipt from the prothonotary of the superior court for the district of Montreal, of date 9th of May, 1914 of a deposit of the sum of \$4,500.00 with six months interest upon said sum to be computed from the 9th of May 1914; said sum of \$4,500.00 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveables.

And all persons who claim any privilege, hypothec or other incumbrances and said immoveables, or portion thereof as hereinabove described and incumbering same, previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal, will be made to the superior court for the district of Montreal, on the fourth day of September, 1914, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary

et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député-protonotaire.
Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St-Pierre,
Avocats de la cité de Montréal.
Montréal, 21 juillet 1914. 3365

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
La Cité de Montréal,

Requérante en expropriation;

ET

L'Ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph),

ET

Narcisse Caron, des Cité et District de Montréal, Indemnitaire;

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts Révisés de Québec, la Requérante a déposé le vingt-quatrième jour de janvier 1914, au greffe de la Cour Supérieure pour le district de Montréal. (A) copie de la sentence arbitrale finale rendue le dix-neuvième jour de janvier, 1914 par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis, arbitres nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts Révisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 362, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisses en brique et bois sus-érigé, bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-351-3, le dit côté mesurant à peu près 22.4 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-351-2, le dit côté mesurant à peu près 67 pieds; au nord-est par la rue Saint-Hubert, le dit côté mesurant à peu près 22.4 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-350, le dit côté mesurant à peu près 67 pieds; contenant une superficie d'à peu près 1500.8 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-351-1 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 364, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-329, le dit côté mesurant à peu près 24.1 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-352-3, le dit côté mesurant à peu près 5 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-351-1, le dit côté mesurant à peu près 24.1 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-350, le dit côté mesurant à peu près 5 pieds; contenant une superficie d'à peu près 120.5 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-351-3 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la Cité et en la possession de Narcisse Caron, comme propriétaire pendant les trois dernières années. (B) Reçu du protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Montréal d'un dépôt fait le 9 mai 1914 de la somme de \$5,778.57 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$5,778.57 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des pri-

within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy Prothonotary.
Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St-Pierre,
Attorneys for the city of Montreal.
Montreal, 21st July, 1914. 3366

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The City of Montreal,

Petitioner in expropriation;

AND

The opening of du Palais street (Saint Joseph Boulevard),

AND

Narcisse Caron, of the City and District of Montreal, Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800 of the revised Statutes of Quebec your petitioner has deposited on the twenty fourth day of January, 1914, in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Montreal. (A) Copy of the final award of the arbitrators rendered on the nineteenth day of January, 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the revised Statuts of Quebec, for the expropriation of the immoveables described as follows:

No. 362, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land with brick and wooden buildings thereon erected, bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-351-3, said side measuring about 22.4 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-351-2, said side measuring about 67 feet; on the north eastern side by Saint Hubert street, said side measuring about 22.4 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-350, said side measuring about 67 feet; containing a superficial area of about 1500.8 square feet, the said piece of land being whole of lot cadastral No. 325-351-1 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 364, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-329, said side measuring about 24.1 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-352-3, said side measuring about 5 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-351-1, said side measuring about 24.1 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-350, said side measuring about 5 feet; containing a superficial area of about 120.5 square feet, the said piece of land being whole lot cadastral No. 325-351-3 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the City Surveyor's Office, and possessed by Narcisse Caron, as proprietor, for the three years now last passed. (B) Receipt from the Prothonotary of the Superior Court, for the District of Montreal, of date 9th of May 1914, of a deposit of the sum of \$5,778.57, with six months interests upon said sum, to be computed from the 9th of May 1914, said sum of \$5,778.57 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveables;

And all persons who claims any privilege,

vilèges hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la Cour Supérieure du district de Montréal, le quatrième jour de septembre, 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du Code de Procédure Civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député Prothonotaire.
Laurendeau, Archambeault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler, & Saint-Fierre.
Avocats de la cité de Montréal.
Montréal, 21 juillet 1914. 3361

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
La Cité de Montréal,

Requérante en expropriation;
et

L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph),

et

Georges Falardeau, des cité et district de Montréal, Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts révisés de Québec, la requérante a déposé le vingt-huitième jour de janvier 1914, au greffe de la cour supérieure pour le district de Montréal. (A) copie de la sentence arbitrale finale rendu le vingt-sixième jour de janvier 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis, arbitres nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts révisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 404, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisse en bois surélevées, bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 323 et montré au plan d'expropriation comme étant la rue des Carrières, le dit côté mesurant à peu près 49.4 pieds; au nord-ouest par partie du lot du cadastre No 319, le dit côté mesurant à peu près 133.5 pieds; au nord est par le lot du cadastre No 325-320, montré au dit plan d'expropriation comme la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 49.1 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 320 le dit côté mesurant à peu près 133.7 pieds; contenant une superficie d'à peu près 6575 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant partie du lot du cadastre No 319 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité, et en la possession de Georges Falardeau, comme propriétaire pendant les trois dernières années. B, reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, d'un dépôt fait le 9 mai 1914, de la somme de \$16,460.00 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$16,460.00 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

hypothec or other incumbrances and said immoveables, or portion thereon as hereinabove described and incumbering same, previous to the promulgation of same award of the arbitrators, said award being the only title of said City of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal will be made to the Superior Court for the District of Montreal on the fourth day of september, 1914 for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby acquired to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy Prothonotary.
Laurendeau, Archambeault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & Saint Pierre,
Attorneys for the City of Montreal.
Montreal, 21st July, 1914. 3362

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The City of Montreal,

Petitioner in expropriation;
and

The opening of du Palais street (Saint Joseph Boulevard),

and

George Falardeau, of the city and district of Montreal, Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800 of the Revised Statutes of Quebec, your petitioner has deposited on the twenty eighth day of January, 1914, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal; (A) copy of the final award of the arbitrators rendered on the twenty sixth day of January, 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the Revised Statutes of Quebec, for the expropriation of the immoveables described as follows:

No. 404, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land with wooden buildings thereon erected, bounded on the south western side by lot cadastral No. 323 and shown on the expropriation plan as being des Carrières street, said side measuring about 49.4 feet; on the north western side by lot cadastral No. 319, said side measuring about 133.5 feet, on the north eastern side by lot cadastral No. 325-320, shown on said expropriation plan as being Resther street, said side measuring about 49.1 feet, on the south eastern side by lot cadastral No. 320 said side measuring about 133.7 feet; containing a superficial area of about 6575 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 319, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, the whole in accordance with a plan of improvement deposited in the city surveyor's office, and possessed George Falardeau, as proprietor, for the three years now last passed; (B), receipt from the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, of date 9th of May, 1914, of a deposit of the sum of \$16,460.00 with six months interest upon said sum to be computed from the 9th of May, 1914; said sum of \$16,460.00, being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveables.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné, et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal, sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le vingt-cinquième jour d'août 1914 et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député protonotaire.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St-Pierre,
Montréal, 14 juillet 1914. 3241-2

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
La cité de Montréal,

Requérante en expropriation;

ET

L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph,

ET

George M. Damien, des cité et district de Montréal. Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts Révisés de Québec, la Requérante a déposé le vingt-huitième jour de janvier 1914 au greffe de la Cour Supérieure pour le district de Montréal. (A) copie de la sentence arbitrale finale rendu le vingt-sixième jour de janvier 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis arbitres nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts Révisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 505—Boulevard Saint Joseph—Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Drolet, le dit côté mesurant environ 22 pieds; au nord-ouest par les lots du cadastre Nos 197-40, 197-41, 197-42, le dit côté mesurant environ 73 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 197-74, le dit côté mesurant environ 22 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 197-108, le dit côté mesurant environ 73 pieds; contenant une superficie d'environ 1606 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 197-107 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint Louis, le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité;

No 506—Boulevard Saint-Joseph—Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Drolet, le dit côté mesurant environ 22 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 197-107, le dit côté mesurant environ 73 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 197-75, le dit côté mesurant environ 22 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 197-109, le dit côté mesurant environ 73 pieds; contenant une superficie d'environ 1606 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 197-108 des plan et livre

And all persons who claim any privilege, hypothec or other incumbrances and said immovables or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal, will be made to the superior court for the district of Montreal, on the twenty fifth day of August, 1914, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said protonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy protonotary.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St. Pierre,
Montreal, 14th July, 1914. 3242

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The City of Montreal,

Petitioner in expropriation;

AND

The opening of du Palais street (Boulevard Saint Joseph)

AND

George M. Damien, of the city and district of Montreal. Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800 of the revised Statutes of Quebec, your petitioner has deposited on the twenty eighth day of January, 1914, in the office of the protonotary of the Superior Court for the district of Montreal; (A) Copy of the final award of the arbitrators rendered on the twenty sixth day of January 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the revised Statuts of Quebec, for the expropriation of the immovables described as follows:

No. 505, Saint Joseph Boulevard. — A piece of land bounded on the south western side by Drolet street, said side measuring about 22 feet; on the north western side by lots cadastral Nos. 197-40, 197-41, 197-42, said side measuring about 73 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 197-74, said side measuring about 22 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 197-108, said side measuring about 73 feet; containing a superficial area of about 1606 square feet, the said piece of land being whole lot cadastral No. 197-107 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 506, Saint-Joseph Boulevard. — A piece of land bounded on the south western side by Drolet street, said side measuring about 22 feet; on the north western side by lot cadastral No. 197-107, said side measuring about 73 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 197-75, said side measuring about 22 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 197-109, said side measuring about 73 feet; containing a superficial area of about 1606 square feet, the said piece of land being whole lot cadastral

de renvoi officiels du village Incorporé de la Côte Saint-Louis, le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité, et en la possession de George M. Damien, comme propriétaire pendant les trois dernières années, (B), Reçu du protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, d'un dépôt fait le 9 mai 1914, de la somme de \$5,018.76, et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$5,018.76 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus d'igné et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la Cour Supérieure du district de Montréal, le vingt-cinquième jour d'août 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du Code de Procédure Civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député protonotaire.
Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St-Pierre,
Avocats de la Cité de Montréal.
Montréal, 14 juillet 1914. 3239-2

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal,
La Cité de Montréal,
Requérante en expropriation;
ET
L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph.)
ET
Dame Délia Gariépy, veuve de J. A. Trottier,
des cité et district de Montréal.
Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts Révisés de Québec, la Requérante a déposé le vingt-quatrième jour de janvier 1914, au greffe de la cour supérieure pour le district de Montréal. (A) copie de la sentence arbitrale finale rendu le dix-neuvième jour de janvier 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis, arbitres nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts révisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 361, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisses en brique et bois sus érigées, bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No. 325-352-3, le dit côté mesurant à peu près 20.4 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-352-2, le dit côté mesurant à peu près 67 pieds; au nord-est par la rue Saint-Hubert, le dit côté mesurant à peu près 20.4 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-351-2, le dit côté mesurant à peu près 67 pieds; contenant une superficie d'à peu près 1366.8

No. 197-108 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the City Surveyor's Office, and possessed George M. Damien, as proprietor, for three years now last passed; (B) Receipt from the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, of date 9th of May 1914, of a deposit of the sum of \$5,018.76, with six months interest upon said sum of \$5,018.76, being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveables;

And all persons who claims any privilege, hypothec or other incumbrances and said immoveables, or portion thereof as hereinabove described and incumbering same, previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal will be made to the Superior Court for the district of Montreal on the twenty fifth day of August, 1914, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy P. othonotary.
Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St-Pierre,
Attorneys for the city of Montreal.
Montreal, 14th July, 1914. 3240

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal,
The City of Montreal,
Petitioner in expropriation
and
The opening of du Palais street, (Saint Joseph Boulevard),
and
Dame Délia Gariépy, widow of J. A. Trottier, of the city and district of Montreal, Indemnitaire

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800 of the Revised Statuts of Quebec, your petitioner has deposited on the twenty-fourth day of January, 1914, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal; (A) Copy of the final award of the arbitrators rendered on the nineteenth day of January, 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the Revised Statuts of Quebec, for the expropriation of the immoveables described as follows:

No. 361, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land with brick-encased buildings thereon erected, bounded on the south western side by cadastral lot No. 325-352-3, the said side measuring about 20.4 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-352-2, said side measuring about 67 feet; on the north eastern side by Saint Hubert street, said side measuring about 20.4 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-351-2, said side measuring about 67 feet, containing a siuperficial area

pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-352-1 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint Louis.

No 361a, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisses en brique et bois sus-érigées, bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-351-3, le dit côté mesurant à peu près 1.66 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-352-1, le dit côté mesurant à peu près 67 pieds au nord-est par la rue Saint-Hubert, le dit côté mesurant à peu près 1.66 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-351-1, le dit côté mesurant à peu près 67 pieds; contenant une superficie d'à peu près 111.22 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-351-2 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis.

No 365, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-330, le dit côté mesurant à peu près 24.1 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-351-3, le dit côté mesurant à peu près 5 pieds; au nord-est par les lots du cadastre Nos 325-352-2 et 325-352-1, le dit côté mesurant à peu près 24.1 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-351-3, le dit côté mesurant à peu près 5 pieds; contenant une superficie d'à peu près 120.5 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-352-3, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité, et en la possession de J. A. Trottiér et Dame Délia Gariépy, sa veuve, comme propriétaire pendant les trois dernières années; (B), reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, d'un dépôt fait le 9 mai 1914, de la somme de \$5,600.00 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$5,600.00 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le vingt-cinquième jour d'août 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député-protonotaire.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Buttler & St-Pierre,
Avocats.
Montréal 14 juillet 1914. 3243-2

of about 1366.8 square feet, the said piece of land whole of lot cadastral No. 325-352-1 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 361a, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land with brick-encased buildings thereon erected, bounded on the southwestern side by lot cadastral No. 325-351-3, said side measuring about 1.66 feet; on the north western side by cadastral lot No. 325-352-1, said side measuring about 67 feet; on the north eastern side by Saint Hubert street, said side measuring about 1.66 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-351-1, said side measuring about 67 feet; containing a superficial area of about 111.22 square feet; the said piece of land being whole of lot cadastral No. 325-351-2 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 365, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-330, said side measuring about 24.1 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-351-3, said side measuring about 5 feet; on the north eastern side by lot cadastral Nos. 325-352-2 and 325-352-1, said side measuring about 24.1 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-351-3 said side measuring about 5 feet; containing a superficial area of about 120.5 square feet; the said piece of land being whole of lot cadastral No. 325-352-3 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis; the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the city surveyor's office, and possessed J. A. Trottiér & Dame Delia Gariépy, his widow, as proprietor, for the three years now last passed; (B) Receipt from the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, of date 9th of May, 1914, of a deposit of the sum of \$5,600.00 with six months interest upon said sum to be computed from the 9th of May 1914; said sum of \$5,600.00 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveables;

And all persons claim any privilege, hypothec or other incumbrances and said immoveables, or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal will be made to the superior court for the district of Montreal, on the twenty-fifth day of August, 1914, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy Prothonotary.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St. Pierre,
Attorneys.
Montreal, 14th July, 1914. 3244

Canada
Province de Québec,
District de Montréal.
La cité de Montréal,

Requérante en expropriation;
ET

L'Ouverture de la rue du Palais (Boulevard
Saint Joseph),

ET

Succession de feu Joseph P. Martel, des cité
et district de Montréal.

Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts révisés de Québec, la requérante a déposé le vingt quatrième jour de janvier, 1914, au greffe de la cour supérieure pour le district de Montréal; (A) copie de la sentence arbitrale finale rendu le dix-neuvième jour de janvier 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis arbitres nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts révisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 451, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 197-35, le dit côté mesurant environ 27 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No. 198-16, le dit côté mesurant environ 27 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 198-16, le dit côté mesurant environ 75 pieds; au nord-est par la rue Saint Denis, le dit côté mesurant environ 27 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 198-15, le dit côté mesurant environ 75 pieds; contenant une superficie d'environ 2025 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant partie du lot du cadastre No 198-15, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint Louis.

No 452, Boulevard Saint Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 197-35 le dit côté mesurant environ 13 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 198-15, le dit côté mesurant environ 75 pieds; au nord-est par la rue Saint Denis, le dit côté mesurant environ 13 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 198-14, le dit côté mesurant environ 75 pieds; contenant une superficie d'environ 975 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant partie du lot du cadastre No 198-15, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint Louis.

No. 453, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisses en bois et brique sus-érigées, bornée au sud-ouest par les lots du cadastre Nos 197-44, et 197-35, le dit côté mesurant environ 40 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 198-15, le dit côté mesurant environ 75 pieds; au nord-est par la rue Saint-Denis, le dit côté mesurant environ 40 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 198-13, le dit côté mesurant environ 75 pieds; contenant une superficie d'environ 3000 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant le lot du cadastre No 198-14, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'Inspecteur de la cité de Montréal, possession de Joseph P. Martel et ses héritiers, comme propriétaire pendant les trois dernières années, (B) Reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, d'un dépôt fait le 9 mai 1914 de la somme de \$26,600.00 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914 la dite somme de \$26,600.00 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The city of Montreal,

Petitioner in expropriation
and

The opening of du Palais street, (Saint Joseph
Boulevard),

and

Estate of late Joseph P. Martel, of the city and
district of Montreal, Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800 of the Revised Statutes of Quebec, your petitioner has deposited on the twenty fourth day of January, 1914, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal; (A) copy of the final award of the arbitrators rendered on the nineteenth day of January, 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the Revised Statutes of Quebec, for the expropriation of the immoveables described as follows:

No. 451, Saint Joseph Boulevard,

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 197-35, said side measuring about 27 feet; on the north western side by lot cadastral No. 198-16, said side measuring about 75 feet; on the north eastern side by Saint Denis street, said side measuring about 27 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 198-15, said side measuring about 75 feet; containing a superficial area of about 2025 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 198-15, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No 452, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land, bounded on the south western side by lot cadastral No. 197-35, said side measuring about 13 feet; on the north western side by lot cadastral No. 198-15, said side measuring about 75 feet; on the north eastern side by Saint Denis street, said side measuring about 13 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 198-14, said side measuring about 75 feet; containing a superficial area of about 975 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 198-15, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 453, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land with brick and wooden buildings thereon erected, bounded on the south western side by lot cadastral No. 197-44, and 197-35, said side measuring about 40 feet; on the north western side by lot cadastral No. 198-15, said side measuring about 75 feet; on the north eastern side by Saint Denis street, said side measuring about 40 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 198-13, said side measuring about 75 feet; containing a superficial area of about 3000 square feet; the said piece of land being the lot cadastral No. 198-14, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the city surveyor's office, and possessed of Joseph P. Martel and heirs, as proprietor, for the three years now last passed; (B) receipt from the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, of date 9th of May 1914, of a deposit of the sum of \$26,600.00, with six months interest upon said sum, to be computed from the 9th of May, 1914, said sum of \$26,600.00 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveables.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné, et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale, le titre de la cité Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande de ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le vingt cinquième jour d'août 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. BISON,
Député protonotaire.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & Saint-Pierre.
Montréal, 14 juillet, 1914. 3245-2

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

La Cité de Montréal, Requérante en expropriation;

et

L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph);

et

Armand Boyer, des cité et district de Montréal, Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts révisés de Québec, la requérante a déposé le troisième jour de février 1914, au greffe de la cour supérieure pour le district de Montréal. (A) copie de la sentence arbitrale finale rendu le deuxième jour de février 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis arbitre nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts révisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 289, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-480, le dit côté mesurant à peu près 3.8 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-485, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; au nord-est par la rue Mentana au dit côté mesurant à peu près 3.8 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-484, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; contenant une superficie d'a peu près 357.2 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la partie du lot du cadastre No 325-484 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 290, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-480, le dit côté mesurant à peu près 18.25 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-484, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; au nord-est par la rue Mentana, le dit côté mesurant à peu près 18.25 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-483, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1715.5 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la partie du lot du cadastre No 325-484, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

And all persons who claim any privilege, hypothec or other incumbrances and said immovables or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal, will be made to the superior court for the district of Montreal, on the twenty fifth day of August, 1914, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy prothonotary.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St. Pierre,
Montreal, 14th July, 1914. 3246

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

The City of Montreal, Petitioner in expropriation;

and

The opening of du Palais street (Boulevard Saint Joseph);

and

Armand Boyer, of the city of Montreal, Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800 of the revised Statuts of Quebec your petitioner has deposited on the third day of February, 1914, in the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal. (A) Copy of the final award of the arbitrators rendered on the second day of February, 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the revised Statuts of Quebec, for the expropriation of the immovables described as follows:

No. 289, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-480, said side measuring about 3.8 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-485, said side measuring about 94 feet; on the north eastern side by Mentana street, said side measuring about 3.8 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-484, said side measuring about 94 feet; containing a superficial area of about 357.2 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No 325-384, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 290, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-480, said side measuring about 18.25 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-484, said side measuring about 94 feet; on the north eastern side by Mentana street, said side measuring about 18.25 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-483, said side measuring about 94 feet; containing a superficial area of about 1715.5 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 325-484, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No 291, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-480, le dit côté mesurant à peu près 22.05 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-484, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; au nord-est par la rue Mentana, le dit côté mesurant à peu près 22.05 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-482, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2072.7 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-483, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 292, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-480, le dit côté mesurant à peu près 22.05 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-483, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; au nord-est par la rue Mentana, le dit côté mesurant à peu près 22.05 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-481, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2072.7 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-482, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 293, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-480, le dit côté mesurant à peu près 23.05 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-482, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; au nord-est par la rue Mentana, le dit côté mesurant à peu près 23.05 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-455, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2166.7 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-481 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 374, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 23.2 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-329, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-350, le dit côté mesurant à peu près 23.2 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-327, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1670.4 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-328, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 375, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 24.2 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-330, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-351-3, le dit côté mesurant à peu près 24.1 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-328, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1738.8 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-329, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 376, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 24.2 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-331, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-352-3, le dit côté mesurant à peu près 24.1 pieds;

No. 291, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-480, said side measuring about 22.05 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-484, said side measuring about 94 feet; on the north eastern side by Mentana street, said side measuring about 22.05 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-482, said side measuring about 94 feet; containing a superficial area of about 2072.7 square feet, the said piece of land being whole of lot cadastral No. 325-483 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 292, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-480, said side measuring about 22.05 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-483, said side measuring 94 feet; on the north eastern side by Mentana street, said side measuring about 22.05 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-481, said side measuring about 94 feet; containing a superficial area of about 2072.7 square feet, the said piece of land being whole of lot cadastral No. 325-482 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 293, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-480, said side measuring about 23.05 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-482, said side measuring about 94 feet; on the north eastern side by Mentana street, said side measuring about 23.05 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-455, said side measuring about 94 feet; containing a superficial area of about 2166.7 square feet, the said piece of land being whole of lot cadastral No. 325-481 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 374, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Resther street said side measuring about 23.2 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-329, said side measuring about 72 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-350, said side measuring about 23.2 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-327, said side measuring about 72 feet; containing a superficial area of about 1670.4 square feet, the said piece of land being whole lot cadastral No. 325-328 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 375, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Resther street, said side measuring about 24.2 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-330, said side measuring about 72 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-351-3, said side measuring about 24.1 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-328, said side measuring about 72 feet; containing a superficial area of about 1738.8 square feet, the said piece of land being whole lot cadastral No. 325-329 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 376, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Resther street, said side measuring about 24.2 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-331, said side measuring about 72 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-352-3, said side measuring about 24.1

au sud-est par le lot du cadastre No 325-329, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1738.8 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-330, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 377, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 13.4 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-331, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-353-3, le dit côté mesurant à peu près 13.5 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-330, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; contenant une superficie d'a peu près 972 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la partie du lot du cadastre No 325-331, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 378, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 10.7 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-332, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; au nord-est par les lots du cadastre Nos 325-353-3 et 325-353-2, le dit côté mesurant à peu près 10.55 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-331, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; contenant une superficie d'a peu près 759.6 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la partie du lot du cadastre No 325-331 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 379, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 24.2 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-333, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-354, le dit côté mesurant à peu près 24.2 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-331, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1742.4 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-332, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité et en la possession de Armand Boyer, comme propriétaire pendant les trois dernières années, B, reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal d'un dépôt fait le 9 mai 1914, de la somme de \$30,302.00 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$30,302.00 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné, et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande ou ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le vingt-cinquième jour d'août 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du Code de Procédure Civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six

feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-329, said side measuring about 72 feet; containing a superficial area of about 1738.8 square feet, the said piece of land being whole lot cadastral No. 325-330 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 377, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Resther street, said side measuring about 13.4 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-331, said side measuring about 72 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-353-3, said side measuring about 13.5 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-330 said side measuring about 72 feet; containing a superficial area of about 972 square feet; the said piece of land being part of lot cadastral No. 325-331 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 378, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Resther street, said side measuring about 10.7 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-332, said side measuring about 72 feet; on the north eastern side by lots cadastral Nos. 325-353-3 and 325-353-2, said side measuring about 10.55 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-331, said side measuring about 72 feet; containing a superficial area of about 759.6 square feet; the said piece of land being part of lot cadastral No. 325-331 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 379, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Resther street, said side measuring about 24.2 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-333, said side measuring about 72 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-354, said side measuring about 24.2 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-331, said side measuring about 72 feet; containing a superficial area of about 1742.4 square feet; the said piece of land being whole lot cadastral No. 325-332 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis. the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the City Surveyor's Office and possessed by Armand Boyer, as proprietor, for the three years now last passed; (B) Receipt from the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, of date 9th of May, 1914, of a deposit of the sum of \$30,302.00 with six months interest upon said sum, to be computed from the 9th of May, 1914, said sum of \$30,302.00 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immovables.

And all persons who claim any privilege hypothec or other incumbrances and said immovables or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal will be made to the superior court for the district of Montreal, on the twenty fifth day of August, 1914, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of

jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député-protonotaire.
Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St-Pierre,
Avocats de la cité de Montréal.
Montréal, 14 juillet 1914. 3237-2

which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy protonotary.
Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St. Pierre,
Attorneys for the city of Montreal.
Montreal, 14th July, 1914. 3238

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: JOSEPH GAGNON,
No 1404. Demandeur, contre
JOSEPH BOLDUC ET AL, Défendeurs.
Comme appartenant à Omer Bolduc, un des défendeurs.

1. Une terre de deux arpents de largeur sur la profondeur du rang, pris du côté nord-ouest du lot numéro vingt-quatre A (24 A), du cadastre, pour le premier rang du canton de Jersey, comté de Beauce—circonstances et dépendances.

2. Une terre de deux arpents et demie de largeur, sur la profondeur du rang, du côté sud-est du lot numéro vingt-quatre A (24 A), du cadastre, du premier rang du canton de Jersey—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, le VINGT-CINQUIEME jour d'AOUT prochain (1914), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 22 juillet 1914. 3371
[Première publication, 25 juillet 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: JOSEPH EDOUARD
No 1682. MORENCY, Deman-
deur; contre LUDGER LABBE, Defendeur.

Un terrain situé en le village de la paroisse de Sainte-Marie, Beauce, côtés nord-est de la rivière Chaudière et du chemin royal du premier rang de la seigneurie Taschereau, de soixante-cinq pieds de largeur sur cent vingt pieds de profondeur, plus ou moins, et borné en front à un chemin de sortie, en profondeur à François Perreault, au nord-ouest à Achille Lemieux, et au sud-est à un chemin—circonstances et dépendances, connu et désigné aux plan et livre officiels de renvoi du cadastre pour Sainte-Marie, Beauce, comme faisant partie du numéro cinq cent vingt A (520 A). Sujet à une rente foncière annuelle de \$15.00 payable à Thos. Carette, selon bail du 26 août 1905, devant Thos. Lessard, notaire.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie, Beauce, le SIXIEME jour d'AOUT prochain (1914), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 29 juin 1914. 3015-2
[Première publication, 4 juillet 1914.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: JOSEPH GAGNON,
No. 1404. Plaintiff; against JO-
SEPH BOLDUC ET AL, Defendants.
As belonging to Omer Bolduc one of the defend-
ants.

1. A land, two arpents in width by the depth of the range, measured on the north-west side of lot number twenty-four A (24 A), of the cadastre for the first range of the township of Jersey, county of Beauce—circumstances and dependencies.

2. A land, two and a half arpents in width by the depth of the range, on the south-east side of lot number twenty-four A (24A), of the cadastre of the first range of the township of Jersey, —circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Martin on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST next (1914) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 22nd July, 1914. 3372
[First published, 25th July, 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: JOSEPH EDOUARD MO-
No. 1682. RENCY, Plaintiff;
against LUDGER LABBE, Defendant.

A lot of land situate in the village of the parish of Sainte Marie, Beauce, north east sides of the river Chaudière and of the King's highway of the first range of the seigniorie Taschereau, of sixty five feet in width by one hundred and twenty feet in depth, more or less, and bounded in front by an exit road, in depth by Francis Perreault, on the north west by Achille Lemieux, and on the south east by a road—circumstances and dependencies, known and designated upon the official plan and book of reference of the cadastral for Sainte Marie, Beauce, as forming part of the number five hundred and twenty A (520 A). Subject to an annual ground rent of \$15.00, payable to Thos. Carette, according to lease of the 26th August, 1905, executed before Thos. Lessard, notary.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie, Beauce, on the SIXTH day of AUGUST next (1914), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 29th June 1914. 3016
[First published, 4th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Québec

Beauce, à savoir: **LLE OCTAVIE ROY**,
No 1651. Demanderesse; contre
REGIS ROY, Défendeur, et **Charles Delagrave**,
curateur au délaisement; saisi et pour être vendu
comme appartenant au dit défendeur, sur le dit
curateur au délaisement, l'immeuble suivant,
savoir:

Un immeuble situé en la paroisse de Saint-
Léon de Standon, étant le lot de terre connu sous
le numéro quatre-vingt (80), du cadastre officiel
du canton de Crambourne, dans le comté de
Dorchester, district de Beauce—circonstances et
dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Léon de Standon, le **QUATRIÈME**
jour d'**AOÛT** prochain (1914), à **ONZE**
heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 29 juin 1914. 3013-2
[Première publication, 4 juillet 1914.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir: **LOUIS LETOURNEAU**
No 838. **ET AL**, Demandeurs; vs
ONESIME VAILLANCOURT, de Saint-Isidore,
comté de Gaspé, Défendeur.

Une propriété située et étant à Saint-Isidore,
dans le canton Percé,—avec une maison, grange
et autres améliorations faites dessus, étant la
demie-ouest de la propriété connue et désignée
aux plan et livre de renvoi officiels du canton
Percé, dans le comté de Gaspé, sous le numéro
901, rang B du dit canton, la dite propriété étant;
bornée vers le nord-ouest par la rang C et une
route; vers le sud-est par le deuxième rang;
vers le sud-ouest par le numéro 900, et vers le
nord-est par la demie-est du dit numéro 901.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de Notre-Dame de la Grande-Rivière, le
VINGT-SEPTIÈME jour d'**AOÛT** prochain,
1914, à **DEUX** heures de l'après-midi.

JAS. T. TUZO,

Bureau du shérif, Shérif.
Percé, 18 juillet, 1914. 3329
[Première publication, 25 juillet 1914.]

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Canada, } **JEAN-BAPTISTE**
Province de Québec, } **DUPRE**, Demandeur;
District d'Iberville, } contre **HOSANNA**
No 1366. **QUIENTY**, Défendeur, savoir: 4

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Quebec.

Beauce, to wit: **MISS OCTAVIE ROY**,
No. 1651. Plaintiff; against **RE-**
GIS ROY, Defendant, and **Charles Delagrave**,
curator to the surrender; seized and to be sold
as belonging to the said defendant and in the
possession of the said curator to the surrender
the following immovable, to wit:

An immovable situate in the parish of Saint
Léon de Standon, being the lot of land known
under the number eighty (80) of the official
cadastre of the township of Crambourne, in the
county of Dorchester, district of Beauce—
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Léon de Standon, on the **FOURTH** day of
AUGUST next (1914), at **ELEVEN** o'clock in
the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 29th June, 1914. 3014
[First published, 4th July, 1914.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respec-
tive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit: **LOUIS LETOURNEAU**, **ET**
No. 838. **AL**, Plaintiffs; vs **ONESI-**
ME VAILLANCOURT, of Saint Isidore, county
of Gaspé, Defendant.

A property situate and being at Saint Isidore,
in the township of Percé,—with a house, barn
and other improvements thereon made, being the
west half of the property known and designated
on the official plan and book of reference of the
township of Percé, in the county of Gaspé, under
No. 901, range B, of the said township, the said
property being; bounded towards the north west
by range C and a road, towards the south east by
the second range, towards the south west by the
number 900, and towards the north east, by the
east half of the said number 901.

To be sold at the church door of the parish of
Notre Dame de la Grande-Rivière on the **TWEN-**
TY SEVENTH day of **AUGUST** next, 1914, at
TWO o'clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's office, Sheriff.
Percé, 18th July, 1914. 3330
[First published, 25th July, 1914.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respec-
tive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Canada, } **JEAN-BAPTISTE**
Province of Quebec, } **DUPRE**, Plaintiff;
District of Iberville, } against **HOSANNA**
No. 1366. **QUIENTY**, Defen-
dant, to wit:

Une terre sise et située sur la septième concession, en la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Alexandre, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (No 485)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la susdite paroisse de Saint-Alexandre, le QUATRIEME jour du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 30 juin 1914. 2991-2
[Première publication, 4 juillet 1914.]

A farm lying and situate on the seventh concession, in the parish of Saint Alexander, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Alexander, under the number four hundred and eighty five (No. 485).—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the aforesaid parish of Saint Alexander, on the FOURTH day of the month of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint John's, 30th June, 1914. 2992
[First published, 4th July, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH GUILLEMETTE, Demandeur principal et demandeur incident; vs ROCH MARIEN, Défendeur principal et Défendeur incident.

Saisis comme appartenant et en la possession du dit demandeur, les immeubles suivants, savoir:

1. Un lot maintenant connu comme étant le numéro cent cinquante-un B (151 B), des plan et livre de renvoi de subdivision dûment préparés et produits du numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488-151 B), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelaga. Le dit terrain ayant front sur la rue Saint-André.

2. Le lot de terre ayant front sur la rue Saint-André, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent cinquante-deux B de la subdivision du numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488-152B), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec la maison et toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 20 juillet 1914. 3345
[Première publication, 25 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. M. R. HUBER-DEAU, Demandeur; contre LES TERRES ET TENEMENTS DE THE BROMPTON PARK REALTY CO., LTD, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, Défenderesse.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Hubert, au rang de la Grande ligne, contenant trois arpents de front sur trente et un arpents et cinq perches de profondeur dans une ligne, et trente et un arpents et huit perches de profondeur dans l'autre ligne, le tout plus ou moins, sans aucune garantie de mesure précise, le plus ou le moins, devant tourner au profit ou à la perte de l'acquéreur et étant le lot connu sous le numéro

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH GUILLEMETTE, Plaintiff and incident Plaintiff; vs ROCH MARIEN, Defendant and incident Defendant.

Seized as belonging and in the possession of the said Plaintiff, the following immoveables, to wit:

1. A lot of land now known as being the number one hundred and fifty one B (151B), of the plan and book of reference of subdivision duly prepared and filed of the number four hundred and eighty eight (488-151B), of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, county of Hochelaga. The said land fronting on Saint Andrew street.

2. The lot of land fronting on Saint Andrew street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, known and designated under the number one hundred and fifty two B, of the subdivision of the number four hundred and eighty eight (488-152B), of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet—with the house and all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 20th July, 1914. 3346
[First published, 25th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. M. R. HUBERDEAU, Plaintiff; against THE LANDS AND TENEMENTS OF THE BROMPTON PARK REALTY CO., LTD, a body politic and corporate having its chief place of business in the city of Montreal, Defendant.

A land lying and situate in the parish of Saint Hubert, on Grande Ligne range, containing three arpents in front by thirty one arpents and five perches in depth on one line, and thirty one arpents and eight perches in depth on the other line, the whole more or less, without any warranty of precise measurement, the excess or discrepancy being to the profit or to the loss of the purchaser and being the lot known under the

cent soixante-trois (163), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert; bornée en front par le chemin public, en profondeur par les terres de la concession du côté sud-ouest du Chemin de Chambly, d'un côté par le numéro officiel cent soixante-deux, et de l'autre côté par le numéro officiel cent soixante-quatre, —avec une maison, grange, étable et autres bâties dessus construites. A distraire de cette terre un lot de terre de soixante-trois pieds de largeur au front et soixante-douze pieds de largeur à la profondeur, sur dix-huit perches moins trois pieds de profondeur et faisant partie du dit numéro officiel cent soixante-trois, ayant front sur le chemin public du dit rang et tenant du côté nord-ouest au lot numéro officiel cent soixante-deux.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hubert le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 21 juillet 1914. Shérif. 3377
[Première publication, 25 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LEON LEGAULT, No 770. } fils de Timoléon,

cultivateur, de la paroisse de Sainte-Geneviève, district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de PACIFIQUE LAFRANCE, des cité et district de Montréal, Défendeur, et entre les mains de L. A. Bédard, de Montréal, curateur au délaisement.

Un emplacement ayant front sur la rue Casgrain, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro treize cent trente et un de la subdivision du lot numéro dix (10-1331), sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de front par soixante-seize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, avec droit dans la ruelle en arrière du dit lot aux charges ordinaires d'entretien—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 21 juillet 1914. Shérif. 3375
[Première publication, 25 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DELLE HENRIETTE LEVY, ren- No 4462. } tière,

de la cité et du district de Montréal, fille majeure et usant de ses droits, Demanderesse; contre les terres et tenements de PIERRE BURELLE et JOSEPH E. MALLETTE, tous deux des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Joseph R. Mallette, l'un des défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement ayant front sur la rue d'Aragon, quartier Emard, cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinq cent cinquante-sept (557), de la subdivision officielle du lot numéro trois mille six cent dix-sept (3617-557), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, quartier Emard, mesurant vingt-cinq (25) pieds de front par quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur—avec une maison et bâties dessus construites, portant les numéros ciniques

number one hundred and sixty-three (163), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert; bounded in front by the public road, in depth by the lands of the concession on the south-west side of Chambly road, on one side by the official number one hundred and sixty-two and on the other side by the official number one hundred and sixty-four—with a house, barn, stable and other buildings thereon erected. To be distracted from this land a lot of land sixty three feet wide to the front and seventy two feet wide to the depth, by eighteen perches less three feet in depth and forming part of the said official number one hundred and sixty-three fronting on the public road of the said range and adjoining, on the north west side to the lot official number one hundred and sixty-two.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Hubert, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 21st July, 1914. Sheriff. 3378
[First published, 25th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LEON LEGAULT, son of No. 770. } Timoléon, farmer of

the parish of Sainte Geneviève, district, of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of PACIFIQUE LAFRANCE, of the city and district of Montreal, Defendant, and in the lands of L. A. Bédard, of Montreal, curator to the abandonment.

An emplacement fronting on Casgrain street, in the city of Montreal, known and designated under the number thirteen hundred and thirty one of the subdivision of the lot number ten (10-1331), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in front, by seventy six feet in depth, english measure, more or less, without warranty of precise measurement with the right in the lane at the rear of the said lot at the ordinary charges of maintenance—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 21st July, 1914. Sheriff. 3376
[First published, 25th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DELLE HENRIETTE LEVY, independant No. 4462. }

lady, of the city and district of Montreal, spinster and using of her rights, Plaintiff; against the lands and tenements of PIERRE BURELLE AND JOSEPH E. MALLETTE, both of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to Joseph E. Mallette, on of the Defendants, the following immoveable, to wit:

An emplacement fronting on Aragon street, Emard ward, city of Montreal, known and designated under the number five hundred and fifty seven (557), of the official subdivision of lot number three thousand six hundred and seventeen (3617-557), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, Emard ward, measuring twenty five (25) feet in front by ninety (90) feet in depth—with a house and buildings thereon erected, bearing the civic numbers

154 et 156 de la dite rue d'Aragon et avec droits dans la ruelle située en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 21 juillet 1914. 3373
[Première publication, 25 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: J. H. ALBERT BO-
No 1978. J. HEMIER, notaire;

contre les terres et tènements de PACIFIQUE LAFRANCE, Défendeur, entre les mains de L. T. Aristide Trudeau, curateur nommé au délaisement.

Un emplacement situé sur la 1ère Avenue dans le quartier Rosemont en la cité de Montréal, mesurant trente pieds de largeur par une profondeur de soixante et dix huit pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et étant composé comme suit: 1. D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro mille quatre cent quatre-vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro cent soixante et douze (172-1484) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur, par une profondeur de soixante et dix huit pieds, mesure anglaise et plus ou moins; 2. D'une partie d'un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro mille quatre cent quatre-vingt-cinq de la subdivision du dit lot originaire numéro cent soixante et douze (Pt. 172-1485) des dits plan et livre de renvoi officiels du dit village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant cette dite partie de lot cinq pieds de largeur par une profondeur de soixante et dix-huit pieds mesure anglaise et plus ou moins et borné par la dite 1ère avenue, en arrière par une ruelle, d'un côté par le dit lot mille quatre cent quatre-vingt quatre et de l'autre côté par le résidu du dit lot mille quatre cent quatre vingt-cinq, ainsi que le tout se trouve présentement avec droit de passage dans la ruelle sise en arrière du dit emplacement et—avec les bâtisses dessus érigées, comprenant une maison de six logements, une écurie et la partie d'une remise se trouvant située sur l'emplacement présentement vendu, laquelle remise sera divisée à l'intérieur par le présent vendeur, suivant la ligne de division de l'emplacement présentement vendu et le résidu du dit lot numéro mille quatre cent quatre-vingt-cinq.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 30 juin 1914. 3017-2
[Première publication, 4 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JEAN - BAPTISTE
No 1102. J. QUESNEL, De-
mandeur; contre les terres et tènements de NARCISSE FORTIER, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent quatre-vingt-treize de la subdivision du lot originaire numéro trois cent trente-neuf (339-593) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, borné en front par le chemin Papineau, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, et formant l'encoignure nord-ouest de la rue Gifford—avec bâtisses dessus construites et avec les servitudes

154 and 156 of the Aragon street and with the right in the lane situate in the rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 21st July, 1914. 3374
[First published, 25th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: J. H. ALBERT BO-
No. 1978. J. HEMIER, notary;

against the lands and tenements of PACIFIQUE LAFRANCE, Defendant, in the lands of L. J. Aristide Trudeau, appointed curator to the surrender.

An emplacement situate on 1st Avenue, in Rosemont ward, in the city of Montreal, measuring thirty feet in width by seventy eight feet in depth, english measure and more or less, and comprising the following: 1. A lot of land known and designated under the number one thousand four hundred and eighty four of the subdivision of the primitive lot number one hundred and seventy two (172-1484), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width, by seventy eight feet in depth, english measure and more or less; 2. A part of another lot known and designated under the number one thousand four hundred and eighty five of the subdivision of the said lot number one hundred and seventy two (Pt. 172-1485), of the said official plan and book of reference of the said incorporated village of Côte de la Visitation, the said part of said lot one hundred and seventy two, measuring five feet in width by seventy eight feet in depth, english measure and more or less, bounded by the said 1st Avenue, in the rear by a lane, on one side by the said lot one thousand four hundred and eighty four and on the other side by the residue of the said lot one thousand four hundred and eighty five, the whole in its present condition, with a right of way, in the lane situate at the rear of the said emplacement and — with the buildings erected thereon including a house of six dwellings, a stable and that part of a shed situate on the emplacement now sold, the said shed to be partitioned by the present vendor, on the division line of the emplacement now sold and the residue of the said lot one thousand four hundred and eighty five.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 30th June, 1914. 3018
[First published, 4th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JEAN-BAPTISTE QUES-
No. 1102. J. NEL, Plaintiff; against
the lands and tenements of NARCISSE FORTIER, Defendant.

A lot of land known and designated under the number five hundred and ninety three of the subdivision of the primitive lot number three hundred and thirty nine (339-593), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, fronting on Papineau road, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, and making the north west corner of Gifford street—with the buildings erected thereon toge-

actives et passives se rattachant, suivant titres à cet effet. A distraire du dit lot une lisière de douze pieds de profondeur sur toute la largeur du dit lot à prendre sur l'arrière du dit lot, devant servir de ruelle commune.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, 3019-2
Montréal, 30 juin 1914.
[Première publication, 4 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA**, une corporation légalement constituée, ayant son principal siège d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre **MOSES JOHNSON PURVES**, entrepreneur, ET **ALFRED PICKERSGILL HENDERSON**, entrepreneur, tous deux des cité et district de Montréal, et y faisant affaires ensemble antérieurement, sous les nom et raison sociale de "Purves & Henderson", Défendeurs.

Saisi comme appartenant et en la possession des dits défendeurs l'immeuble ci-après mentionné, savoir:

Le lot de terre situé dans la cité de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Hubert et faisant partie du lot numéro sept (No 7) des plan et livre de renvoi officiels du village de Côte Saint-Louis, et plus particulièrement connu sur le plan de la subdivision du dit lot officiel dûment dressé et déposé, comme subdivision quatre-vingt-seize (subv. 96), contenant vingt-cinq pieds (25) de largeur et cent neuf pieds (109) de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées, avec droit de passage en commun avec les au tres personnes dans l'allée en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, 3023-2
Montréal, 30 juin 1914.
[Première publication, 4 juillet 1914.]

Ventes par le Sherif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour de Circuit à Ville-Marie

Province de Québec, **FORTUNAT NADEAU**,
District de Pontiac. Demandeur; vs **DESIRE**
No 878. **LABRECQUE**, Défendeur.

Un morceau de terre étant le coin nord-est du lot de terre connu et désigné sur le plan officiel du canton Duhamel, comté de Pontiac, sous le numéro cinquante-huit du rang 5, du dit canton Duhamel, No 58-5 B, de deux acres de largeur, sur le chemin passant entre les rangs cinq et six du dit canton Duhamel, par quatre acres de profondeur—avec les bâtisses dessus construites. Ce terrain est borné comme suit: au nord par le lot cinquante-neuf du rang cinq, du dit canton

ther with the active and passive servitudes attached thereto, according to titles to that effect. To with draw from the said lot, a strip of land of twelve feet in depth by the whole width of the said lot, to be taken at the rear of the said lot, to be used as a common lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, 3020
Montreal, 30th June, 1914.
[First published, 4th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA**, a corporation legally constituted, having its principal place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **MOSES JOHNSON PURVES**, contractor, AND **ALFRED PICKERSGILL HENDERSON**, contractor, both of the city and district of Montreal, and formerly there carrying on business together in co partnership under the firm name and style of "Purves & Henderson", Defendants.

Seized as belonging and in the possession of the said defendants the immoveable herein after mentioned, to wit:

One lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Saint Hubert street and forming part of lot number seven (No. 7) on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, and more particularly known on the subdivision plan duly made and fyled of said official lot of subdivision ninety six (subv. 96), containing twenty five feet (25) in width and one hundred and nine feet (109) in depth, english measure, more or less—with the buildings thereon erected, with right of way in common with others in the lane in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of AUGUST, next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, 2024
Montreal, 30th June, 1914.
[First published, 4th July, 1914.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Circuit Court at Ville-Marie

Province of Quebec, **FORTUNAT NADEAU**,
District of Pontiac. Plaintiff; vs **DESIRE**
No. 878. **LABRECQUE**, Defendant.

A parcel of land being the north east corner of the lot of land known and designated on the official plan of the township of Duhamel, county of Pontiac, under the number fifty eight of the 5th range of the said township of Duhamel, No. 58-5 B, being two acres wide on the road passing between the fifth and sixth ranges of the said township of Duhamel, by four acres in depth—with the buildings thereon erected. That parcel of land is bounded as follows: to the north by lot

Duhamel, à l'est par le rang six du même canton, au sud et à l'ouest par le vendeur.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Ville-Marie, le TRENTE-UNIEME jour du mois d'AOUT, 1914, à DEUX heures de l'après-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., 20 juillet 1914. 3379
[Première publication, 25 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure à Montréal.

Province de Québec, } TRUST & LOAN
District de Montréal, } COMPANY OF
No 3830 } CANADA, Deman-
deurs; vs NOE BROUILLARD, Défendeur.

Un lot de terre appartenant à Noé Brouillard, connu et décrit sur les plan et livre de renvoi officiels comme étant le No 50 du 5e rang du canton Duhamel, dans le comté de Temiscaming; Une ferme située dans le village de Ville-Marie et formée des lots suivants tel que désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie, à savoir: Lot No 1803, lot No 1804, moins cette parcelle de terrain vendue à Charles Eustache Brodeur, par acte de vente consenti le 4 septembre 9109, devant A. E. Guay, notaire, située au coin nord-ouest du dit lot No 1804, la dite parcelle de terrain contenant 4.25 acres en superficie, étant de figure irrégulière et contenant 405 pieds de profondeur dans la ligne entre les lots Nos 1804 et 1805, et bornée au nord par le lot No. 1805; à l'ouest par le lot No 1205; au sud-ouest par un cours d'eau séparant la dite parcelle de terre du reste du dit lot No 1804; et à l'est par une ligne se prolongeant depuis la ligne séparative des lots 1804 et 1805 à un endroit 405 pieds distant du lot No 1285 et courant directement dans la continuation de la rue Saint-Gabriel jusqu'au cours d'eau déjà mentionné ci-dessus. Lot No 1286; la partie sud du lot No 1285 contenant environ 4¼ acres en superficie, bornée à l'ouest par les lots Nos 1298 à 1307, les deux inclusivement, au sud par le lot No 1286; à l'est par une partie du lot No 1804; au nord par cette partie du lot No 1285 jadis vendue au dit Charles Eustache Brodeur en vertu du dit acte de vente mentionné; la ligne séparative de la dite partie du reste du dit lot No 1285 courant depuis la partie nord-est du lot No 1307 et tirée parallèlement à la ligne séparative des lots Nos 1284 et 1285, et jusqu'à la ligne séparative des lots Nos 1804 et 1285; lots Nos 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306 et 1307; lots Nos 1318, 1319, 1320, 1321, 1322 et 1323 et cette lisière de terrain connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie, comme rue Brouillard et se prolongeant depuis cette rue désignée au dit plan comme rue Notre-Dame jusqu'à la route désignée au dit plan connue chemin public Fabre; Lots Nos 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, et 1350; Cette lisière de terrain connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie connue rue Vaudreuil et se prolongeant depuis la dite rue Notre-Dame jusqu'au dit chemin public Fabre; Lots Nos 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384,

No. fifty nine of the fifth range of the said township of Duhamel, to the east by the sixth range of the same township, to the south and to the west by the vendor.

To be sold at the parochial church door of the village of Ville Marie, the THIRTY FIRST day of the month of AUGUST, 1914, at TWO o'clock in the afternoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Shérif.
Bryson, Que., 20th July, 1914. 3380
[First published, 25th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court at Montreal.

Province of Quebec, } TRUST & LOAN
District of Montreal, } COMPANY OF
No. 3830. } CANADA, Plaintiffs;
vs NOE BROUILLARD, Defendant.

A lot of land belonging to Noé Brouillard, known and described on the official plan and book of reference as No. 50 of range 5 of the township of Duhamel in the county of Temiscaming; A farm situated in the village of Ville Marie and composed of the following lots as designated on the official plan and book of reference of the village of Ville Marie, to wit: Lot No. 1803, lot No. 1804, less that portion of land sold to Charles Eustache Brodeur, by deed of sale passed on September 4th 1909, before A. E. Guay, N. P. situated at the north west corner of said lot No. 1804, containing said portion of land, 4.25 acres in area, being of an irregular shape and containing 405 feet in depth in the line between lot Nos. 1804 and 1805, and bounded to the north by lot No. 1805; to the west by lot No. 1205; to the south west by a stream dividing said portion of land from the remainder of said lot No. 1804; and to the east by a line extending from the dividing line between lots Nos. 1804 et 1805 at a point 405 feet distant from lot No. 1285 and running directly on the continuation of Saint Gabriel street to the stream heretofore mentioned. Lot No. 1286; The southerly part of lot No. 1285 containing about 4¼ acres in area, bounded to the west by lots Nos. 1298, to 1307, both inclusive; to the south by lot No. 1286; to the east by part of lot No. 1804; to the north by that part of lot No 1285 heretofore sold to the said Charles Eustache Brodeur, under said mentioned deed of sale; the dividing line of said southerly part from the remainder of said lot No. 1285, running from the north north east portion of lot No. 1307 and drawn parallel with the dividing line between lots Nos. 1284 and 1285, and up to the dividing line between lots Nos. 1804 and 1285; Lots Nos. 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306 and 1307, lots Nos. 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, and 1323; That strip of land known and designated on the official plan and book of reference of the village of Ville Marie as rue Brouillard and extending from that street designated on said plan as rue Notre-Dame to the road designated on said plan as chemin public Fabre; Lots Nos. 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349 and 1350; That strip of land known and designated on the official plan and book of reference of the village of Ville Marie, as rue Vaudreuil and extending from said rue Notre-Dame to said chemin public Fabre; Lots Nos. 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387,

1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391 et 1392; Cette lisière de terrain connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie comme rue Laviolette et se prolongeant depuis la dite rue Notre-Dame jusqu'au dit chemin public Fabre; Lots Nos 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, et 1416; Lots Nos 1785, 1786 et 1787—avec toutes les bâtisses érigées sur tous les dits lots ci-dessus mentionnés.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du village de Ville-Marie le TRENTIÈME jour du mois d'AOUT 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., 20 juillet 1914. 3381
[Première publication, 25 juillet 1914].

1388, 1389, 1390, 1391 and 1392; That strip of land known and designated on the official plan and book of reference of the village of Ville Marie as rue Laviolette and extending from said rue Notre-Dame to said chemin public Fabre; Lots Nos. 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415 and 1416; Lots Nos. 1785, 1786 and 1787; With all the buildings erected on all of said lots hereinabove mentioned.

To be sold at the parochial church door of the village of Ville Marie on the THIRTY FIRST day of the month of AUGUST, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., 20th July, 1914. 3382
[First published, 25th July, 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } HETRUST & LOAN
District de Montréal. } COMPANY OF CANADA", Demandeurs;
No 3461. NADA", Demandeurs;
vs M. PITRE, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le canton Duhamel, comté de Pontiac, connu sous le No 63, du rang 5 du dit canton (No 63 R 5 D) aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, contenant 167 acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Ville-Marie, le PREMIER jour de SEPTEMBRE 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., 20 juillet 1914. 3383
[Première publication, 25 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Province of Quebec, } THE TRUST LOAN &
District of Montreal. } COMPANY OF CANADA, Plaintiffs; vs M. PITRE, Defendant.

A lot of land situate in the township of Duhamel, county of Pontiac, known under the No. 63, of the fifth range of the said township (No. 63 R 5 D), on the official plan and book of reference of the said township containing 167 acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the village of Ville Marie, on the FIRST day of the month of SEPTEMBER, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., 20th July, 1914. 3384
[First published, 25th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } HE TRUST & LOAN
District de Montréal. } COMPANY OF CANADA", Demandeurs;
No 4186. NADA", Demandeurs;
vs E. GIROUX, Défendeur.

La moitié nord du lot de terre autrefois connu et désigné sur le plan officiel du canton Duhamel dans le comté de Pontiac, sous le numéro 53 du rang 5 du dit canton Duhamel, (No 53 R, 5D), cette moitié formant plus ou moins 50 acres en superficie, et maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Duhamel, sous le numéro 53 B, rang 5, Duhamel, (53 B, R. 5 D.)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale du village de Ville-Marie, le PREMIER jour du mois de SEPTEMBRE 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., 20 juillet 1914. 3385
[Première publication, 25 juillet 1914.]

FIERI FAVIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Province of Quebec, } HE TRUST &
District of Montreal. } LOAN COMPANY
No. 4186. OF CANADA,
Plaintiffs; vs E. GIROUX, Defendant.

The north half of the lot of land formerly known and designated on the official plan of the township of Duhamel, in the county of Pontiac, under the number 53, range 5 of the said township of Duhamel, (No. 53 R, 5 D), that said half forming 50 acres in superficies, more or less, and now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Duhamel, under the number 53 B, range 5, Duhamel, (53 B, R. 5 D.)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the village of Ville Marie, on the FIRST day of the month of SEPTEMBER, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., 20th July, 1914. 3386
[First published, 25th July, 1914.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } J. ALFRED BLOUIN, No 1103. } de la ville de Lévis, rentier; contre LEON HALLE, de la ville de Lévis, à savoir:

Le lot No 948 (neuf cent quarante-huit, du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est de la rue projetée Saint-Augustin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$12,00 payable le 9 mars, chaque année, à J. Alfred Blouin, rentier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le VINGT-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Shérif. Québec, 23 juillet 1914. 3417
[Première publication, 25 juillet 1914.]
[Deuxième publication, 8 août 1914.]

FIERI FACIAS.

Québec à savoir: } LOUIS PHILIPPE SAM- No 2528. } SON, de Saint-David de l'Auberivière, entrepreneur; vs LOUIS CARRIER, de la ville de Lévis, à savoir:

Le lot No 1261 (douze cent soixante et un) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de la ville de Lévis, étant un emplacement situé au sud de la rue Saint-Georges—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le QUATORZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif, Député shérif. Québec, 9 juillet 1914. 3169-2
[Première publication, 11 juillet 1914.]
[Deuxième publication, 25 juillet 1914.]

Ventes par le Shérif - Saguenay

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Saguenay

Malbaie, à savoir: } DAME VIRGINIE No 1885. } MENARD, de la paroisse de la Baie Saint-Paul, veuve de Jean Tremblay, en son vivant du même lieu, rentier, Demanderesse; vs CAMILLE COTE, ci-devant de la Baie Saint-Paul et présentement à Manchester, dans les états-unis d'Amérique, Défendeur.

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } J. ALFRED BLOUIN, No. 1103. } of the city of Lévis, gentleman, against LEON HALLE, of the city of Lévis, to wit:

The lot No. 948 (nine hundred and forty eight), of the official cadastre of Notre Dame ward, of the city of Lévis, being an emplacement situate on the east side of the projected street Saint Augustin—with the buildings thereon constructed circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$12,00 payable on the 9th day of March, every year in favor of J. Alfred Blouin, gentleman.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Victoire, county of Lévis, on the TWENTY EIGHT day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff. Québec, 23rd July, 1914. 3418
[First published, 25th July, 1914.]
[Second published, 8th August, 1914.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } LOUIS PHILIPPE SAM- No. 2528. } SON, of Saint David de l'Auberivière, contractor; vs LOUIS CARRIER, of the city of Lévis, to wit:

The lot No. 1261 (one thousand two hundred and sixty-one) of the official cadastre for Notre-Dame ward, of the city of Lévis, being an emplacement situate on the south side of Saint Georges street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Victoire, county of Lévis, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock, in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Deputy sheriff. Québec, 9th July, 1914. 3170
[First published, 11th July, 1914.]
[Second published, 25th July, 1914.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } DAME VIRGINIE ME- No. 1885. } NARD, of the parish of Baie Saint Paul, widow of Jean Tremblay, in his lifetime of the same place, gentleman, Plaintiff; vs CAMILLE COTE, heretofore of Baie Saint Paul and presently in Manchester, in the united states of America, Defendant.

Un lopin de terre de figure irrégulière composé du lot de terre portant le numéro (1360) treize cent soixante des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Baie Saint-Paul, côte Saint-Gabriel, contenant en superficie treize perches de terre sans garantie de contenance, et tel que le dit terrain est actuellement clos, borné vers le sud-est par le chemin, vers le nord-ouest et le nord-est par le terrain de Henri et Joseph Tremblay ou représentants et vers le sud-ouest par le terrain de Wilfrid Côté ou représentants—avec un moulin à farine garni de deux paires de meules et de tous ses tournants, virants, travaillants, vannes et ustensiles, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de la Baie Saint-Paul, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ELIE MALTAIS,

Bureau du shérif, Shérif.
Malbaie, 22 juillet 1914. 3393
[Première publication, 25 juillet 1914.]

A piece of land of irregular form composed of the lot of land bearing the number (1360) one thousand three hundred and sixty, on the official plan and book of reference of the parish of Baie Saint Paul, Saint Gabriel Hill, containing thirteen perches of land in superficies, without warranty of content, and as the said piece of land is enclosed, bounded towards the south east by the road, towards the north west and the north east by the land of Henri and Joseph Tremblay, or representatives, and towards the south west by the land of Wilfrid Côté or representatives—with a flour mill provided with two mill stones and all its turns, and winds, traves, sluices and utensils as the whole is actually standing with the active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immovable.

To be sold at the church door of the parish of Baie Saint Paul, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office, Sheriff.
Malbaie, 22nd July, 1914. 3394
[First published, 25th July, 1914.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Saint-Hyacinthe, à savoir: JAMES HALPIN, No 508. PIN, Demandeur; contre ADELEMARTIN, de Montréal, veuve de feu Wilfred Wilson, Défenderesse

Un emplacement situé sur la première concession de la paroisse de Saint-Hilaire, dans les limites de la municipalité du village de Saint-Hilaire, étant partie de l'extrémité nord-ouest du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de Saint-Hilaire, sous le numéro quatre-vingt-dix-sept (97), borné en front par la rivière Richelieu, en arrière, au sud-est et du côté nord-est par Apollinaire Messier ou représentants, et du côté sud-ouest par Dame J. A. Delfosse; ces deux derniers étant propriétaires de parties du même lot, ayant, cet emplacement (1) une largeur de (a) au chemin public de la dite concession, c'est-à-dire en front, cent quinze pieds; et (2) une longueur à partir du milieu du fossé sud-est du dit chemin public trois cent trente pieds, dans la ligne latérale nord-est, et deux cent quatre-vingt-six pieds dans la ligne latérale sud-ouest, le tout avec mesures anglaises, et plus ou moins—avec une maison et autres dépendances dessus construites, et avec les servitudes actives et passives attachées au dit emplacement et spécialement celles relatives à l'aqueduc, qui existent sur le lot 97; l'acquéreur s'obligeant de laisser faire sur son emplacement tous travaux jugés nécessaires par les propriétaires ou occupants de parties du lot No 97 et du lot voisin No 96, en vue de s'approvisionner d'eau à une source qui existe sur le lot No 97, soit en plaçant et réparant, etc., toutes conduites d'eau et accessoires, ou soit en vue de réparer et reconstruire, etc., le maître tuyau (coursier) ou d'y faire tous raccordements, le tout de manière que tel propriétaire ou occupant ne soient gênés dans l'exercice de leurs droits, en par eux causant le moins de dommages possibles et mettant le terrain dans le même état.

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinth, to wit: JAMES HALPIN, No. 508. Plaintiff; against ADELE MARTIN, of Montreal, widow of late Wilfred Wilson, Defendant.

An emplacement situate on the first concession of the parish of Saint Hilaire, in the limits of the municipality of the village of the same name, being a part of the extremity north west of lot known and designated on the official plan and book of reference of Saint Hilaire, under No. 97, bounded in front by the Richelieu river, in rear on the south east and on the north east side by Apollinaire Messier or representatives, and on the south west side by Dame J. A. Delfosse, these two last being owners of parts of the same lot; that emplacement containing (1) a width of (a) on the public road of said concession, that is in front, one hundred and fifteen feet; and (2) a length from the middle of the south east ditch on said public road, three hundred and thirty feet, in the south west lateral line, the whole with english measures, and more or less—with a building and other dependencies thereon erected, and with the active and passive servitudes attached to said emplacement, and specially those with regard to the aqueduct existing on lot 97; the purchaser binding himself to let do on his emplacement all necessary works by the owners or occupants of parts of lot No. 97 and on lot No. 96, to take water in a spring existing on lot No. 97, either in placing and repairing &c., all water-pipes and accessories, or for repairing and rebuilding, &c., the main pipe (coursier) or to do all joinings, the whole so that such owner or occupying cannot be incommoded in the exercise of their rights, in by them doing the least damages and putting the lot in the same condition.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hilaire, MARDI, le QUATRIEME jour d'AOUT prochain (1914), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 30 juin 1914. 2971-2
[Première publication, 4 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Saint Hyacinthe
Saint-Hyacinthe, à savoir: () JOSEPH DAU-
No 60. () PHINAIS,

Demandeur; contre DAME REGINA SAINT-ONGE, épouse séparée quant aux biens de Arthur Laberge, de Saint-Hilaire, Défenderesse.

Un emplacement de forme irrégulière, à la ligne nord-est de la première concession de la paroisse de Saint-Hilaire, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Hilaire, sous le numéro quatre-vingt-treize (93), contenant environ 148 pieds de largeur à la rivière Richelieu sur 193 pieds de profondeur à la ligne sud-ouest, c'est-à-dire jusqu'à l'arrière partie de la maison érigée sur le terrain, et se prolongeant de là jusqu'à 57½ pieds de la dite maison, ou il a une largeur de 197 pieds, mesure anglaise, borné en front au nord-ouest par la rivière Richelieu, en profondeur par partie du lot No 93, appartenant à Ida Voghel; du côté sud-ouest par un passage existant sur le dit lot No 93 qu'Ida Voghel possède en commun, avec l'honorable H. S. Choquette, et de l'autre côté par un ruisseau qui le divise du terrain de Augustin Larivée—avec maison lambrissée en briques et allonge en bois et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hilaire, MARDI, le QUATRIEME jour d'AOUT prochain 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 29 juin 1914. 2993-2
[Première publication, 4 Juillet, 1914.]

To be sold at the parochial church door of Saint Hilaire, TUESDAY, on the FOURTH day of AUGUST next (1914), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 30th June, 1914. 2972
[First published, 4th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: JOSEPH DAU-
No. 60. PHINAIS,

Plaintiff; against REGINA SAINT-ONGE, wife separated as to property of ARTHURLABERGE, of Saint Hilaire, Defendant.

An emplacement of irregular form at the north east line of the first concession of the parish of Saint Hilaire, being a part of lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Hilaire, under number ninety three (93), containing about 148 feet in width at the Richelieu river, by 193 feet in depth at the south west line, that is until the back part of the house erected on said lot, and continuing to 57½ feet of said house, where there is a width of 197 feet, english measure, bounded in front at the north west by Richelieu river, in depth by a part of lot No. 93, belonging to Ida Voghel; on the south west side by a road existing on said lot No. 93 that Ida Voghel has in common with Honorable H. S. Choquette, and on the other side by a stream dividing it from the Augustin Larivée lot—with a brick-lined building and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Hilaire, THURSDAY, on the FOURTH day of AUGUST next 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 29th June, 1914. 2994
[First published, 4th July, 1914.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.

District de Montréal. } J. EDMOND CHAR-
No 2647. } LEBOIS, Deman-
deur; vs HENRI LADOUCEUR, Défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Placide, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Placide, sous le numéro deux cent quarante (No 240)—avec les bâtisses y érigées.

2. Une autre terre située au même lieu, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro deux cent quarante et un (No 241)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église catholique du village de Saint-Placide, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, le VINGT-SIXIEME jour du mois d'AOUT prochain, (1914), à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérifs.
Sainte-Scholastique, 21 juillet 1914. 3395
[Première publication, 25 juillet 1914.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

District of Montreal. } J. EDMOND CHAR-
No. 2647. } LEBOIS, Plain-
tiff; vs HENRI LADOUCEUR, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Placide, county of Deux Montagnes, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Placide, under the number two hundred and forty (240)—with the buildings thereon erected.

2. Another land situate in the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, under the number two hundred and forty one (No. 241)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door, of the village of Saint Placide, county of Deux Montagnes, district of Terrebonne, on the TWENTY SIXTH day of the month of AUGUST next, (1914), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriffs.
Sainte Scholastique, 21st July, 1914. 3396
[First published, 25th July, 1914.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Cour de Circuit.—Comté de Nicolet.

District des Trois-Rivières,
Trois-Rivières, à savoir:
No 1012.

J. EVARISTE
J. ROCHETTE,
Demandeur; vs

contre ALFRED CHAUVETTE ET NOEL BEAUBIEN, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur Noel Beaubien, savoir:

1. Un morceau de terre situé en la ville de Nicolet, rue Panet, du côté sud d'icelle, contenant trente pieds de front, sur cinquante-deux pieds de profondeur, borné devant par la dite rue, derrière par les héritiers de feu François H. Bellerose, du côté nord-est à Théophile St-Jean et du côté sud-ouest à Théophile Côté—avec une maison et dépendances dessus érigées, icelui terrain faisant partie du lot numéro trois cent soixante et quatre (p. 364), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la ville de Nicolet. Cet immeuble est chargé d'une rente foncière annuelle et perpétuelle de deux piastres (\$2.00) envers Dame Brigitte Duggan.

2. Un terrain ou emplacement faisant partie du lot numéro trois cent soixante et sept (p. 367), du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la ville de Nicolet, du côté nord de la rue Rainbault, en la ville de Nicolet, contenant quarante-cinq pieds de front sur la profondeur de soixante et cinq pieds le tout plus ou moins, borné devant à la dite rue, au nord à Alfred Chauvette, du côté nord-est à Arthur Morin, du côté sud-ouest, à Louis Caron—avec une maison et dépendances dessus construites. A la charge d'une rente foncière de huit piastres (\$8.00) payable le vingt-neuf septembre de chaque année en faveur de Emmanuel Rousseau, marchand de la ville de Nicolet.

Pour être vendus, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, en la ville de Nicolet, le VINGT-CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 juillet 1914. 3397
[Première publication, 25 juillet 1914.]

MANDAT DU CURATEUR

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir:
No 351.

J. RE J. E. BOU-
LET & LEVIS

DEMONTIGNY, Débiteurs-Insolvables; et Z. FOREST, Curateur.

1. Un emplacement situé au côté nord-est de la rue Sainte-Cécile, ou la subdivision deux cent soixante et dix-sept du lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq (1755-277), du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant vingt-sept pieds de largeur au front et trente et un pieds de largeur à la profondeur, qui est en moyenne de quatre-vingt-deux pieds et neuf pouces, le tout à la mesure anglaise, connu et désigné comme étant la subdivision trois cent trente et un du dit lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq (1755-331), du dit cadastre officiel de la dite cité des Trois-Rivières; avec en ou n passage mitoyen de sept pieds de largeur qu les parties établissent dans la ligne de division de cet emplacement, de l'emplacement voisin au nord-ouest, connu et

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Circuit Court.—County of Nicolet.

District of Three Rivers:
Three Rivers, to wit:
No. 1012.

J. EVARISTE
J. ROCHETTE
Plaintiff; vs

ALFRED CHAUVETTE AND NOEL BEAUBIEN, Defendants.

As belonging to the said Defendant Noel Beaubien, to wit:

1. A piece of land situate in the town of Nicolet, on the south side of Panet street, containing thirty feet in front by fifty two feet in depth, bounded in front by the said street, in the rear by the heirs of the late François H. Bellerose, on the north east side by Théophile St. Jean and on the south west side by Théophile Côté—with a house and dependencies thereon erected the said piece of land forming part of the lot number three hundred and sixty four (364), of the official cadastre of the county of Nicolet. This immoveable is subject to an annual and perpetual ground rent of two dollars (\$2.00), in favor of Dame Brigitte Duggan.

2. A piece of land or emplacement forming part of the lot number three hundred and sixty seven (367), of the official cadastre of the county of Nicolet for the town of Nicolet, on the north side of Rainbault street, in the town of Nicolet, containing forty five feet in front by the depth of sixty five feet, the whole more or less, bounded in front by the said street, to the north by Alfred Chauvette, to the north east side by Arthur Morin, to the south west side by Louis Caron—with a house and dependencies thereon constructed. Subject to a ground rent of eight dollars (\$8.00), payable on the twenty ninth day of September of every year in favor of Emmanuel Rousseau, merchant, of the town of Nicolet.

To be sold at the church door on the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, in the town of Nicolet, of the TWENTY FIFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 22nd July, 1914. 3398
[First published, 25th July, 1914.]

CURATOR'S MANDATE

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit:
No. 351.

J. RE J. E. BOU-
LET & LEVIS

DEMONTIGNY, Insolvent Debtors; and Z. FOREST, Curator.

1. An emplacement situate on the north east side of Sainte Cécile street, or the subdivision two hundred and seventy seven of the lot number seventeen hundred and fifty five (1755-277), of the official cadastre of the city of Three Rivers, measuring twenty seven feet in width at the front and thirty one feet in width at the depth, which is an average of eighty two feet and nine inches, the whole english measure, known and designated as being the subdivision three hundred and thirty one of the said lot number seventeen hundred and fifty five (1755-331), of the said official cadastre of the said city of Three Rivers; together with a "mitoyen" right of way of seven feet in width that the parties establish on the division line of this emplacement, from the adjoining

désigné comme étant la subdivision trois cent trente du dit lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq (1755-330), du dit cadastre officiel de la dite cité des Trois-Rivières, à partir de la dite rue sur soixante-cinq pieds de longueur, chaque partie fournissant le terrain nécessaire sur ces emplacements à cette fin; et avec en outre droit de vue pour l'avantage des dits emplacements sur ce passage mitoyen, et ce à perpétuité.

2. Un terrain ayant front sur la rue Amherst, en la dite cité des Trois-Rivières, de figure irrégulière, contenant quatre mille huit cent quatre-vingt-six pieds en superficie, le tout à mesure anglaise, et connu sous le numéro cent quarante-trois au plan de subdivision officielle du lot primitif désigné sous le numéro onze cent vingt-deux (1122-143), du cadastre d'enregistrement fait pour la dite cité des Trois-Rivières; avec en outre la juste moitié longitudinale de cette partie de la ruelle se trouvant à la profondeur et du côté nord-ouest du susdit lot et y contigue—avec en outre la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

3. Une terre située dans le rang Saint-Mathieu nord, de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, contenant environ trois arpents de front sur environ vingt arpents de profondeur, connue et désignée sous le lot numéro neuf cent trente-deux du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus comme suit, savoir: Les immeubles en premier et deuxième lieux désignés au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans la Palais de Justice, rue Notre-Dame, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin et l'immeuble en troisième lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 juillet 1914. 3399
[Première publication, 25 juillet 1914.]

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, supplémentaires en date du vingt et un juillet 1914, à "La Société d'Eclairage et d'Energie Electrique du Saguenay", par lesquelles son fonds social est augmenté de la somme de un million cinq cents mille piastres (\$1,500,000.00), à celle de deux millions cinq cents mille piastres (\$2,500,000.00), divisant le nouveau fonds social en quinze mille (15000) actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3419 Sous-secrétaire de la province.

emplacement to the north west, known and designated as being the subdivision three hundred and thirty of the said lot number seventeen hundred and fifty five (1755-330), of the said official cadastre of the said city of Three Rivers, from the said street by sixty five feet in length, each party giving the necessary ground upon those emplacements for that purpose; and together with the right of view for the advantage of the said emplacements upon this "mitoyen" right of way and this perpetually.

2. A piece of ground fronting on Amherst street, in the said city of Three Rivers, of an irregular form, containing four thousand eight hundred and eighty six feet in superficies, the whole english measure, and known under the number one hundred and forty three on the plan of the official subdivision of the primitive lot designated under the number eleven hundred and twenty two (1122-143), of the registry cadastre made for the said city of Three Rivers, —together with the exact longitudinal half of that part of the lane situate at the depth and on the north west side of the aforesaid lot and adjoining thereto—together with the house thereon constructed, circumstances and dependencies.

3. A land situate in range Saint Mathieu north, of the parish of Notre Dame de Mont Carmel, containing about three arpents in front by about twenty arpents in depth, known and designated under the lot number nine hundred and thirty two of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Notre Dame du Mont Carmel—with the buildings thereon constructed.

To be sold as follows, to wit: The immoveable firstly and secondly designated, at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House, Notre Dame street, in the city of Three Rivers on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon, and the immoveable thirdly designated, at the church door of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 22nd July, 1914. 3400
[First published, 25th July, 1914.]

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of July, 1914, to "La Société d'Eclairage et d'Energie Electrique du Saguenay", by which its capital-stock is increased from the sum of one million five hundred thousand dollars (\$1,500,000.00) to that of two million five hundred thousand dollars (\$2,500,000.00) dividing the new capital-stock into fifteen thousand (15000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial secretary, this twenty-first day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3420 Deputy Provincial Secretary.

No 2141.13

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Municipalité scolaire de Shigawake Centre

Québec, 23 juillet 1914.

Il a plu au LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil par arrêté en date du 12 ju'n 1914, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Godefroi, tous les lots contenus dans le canton Hope, comté de Bonaventure, depuis y compris le numéro du cadastre 246 à 313 du premier rang inclusivement, et tous les lots depuis y compris le numéro 356 à 395, inclusivement, et érigés en une nouvelle municipalité scolaire pour les protestants seulement, sous le nom de "Shigawake Centre".

3423

ERRATUM

A la page 1779 de la *Gazette officielle*, du dix-huitième jour de juillet 1914, au numéro 3256—à la fin du deuxième paragraphe—lisez "moveables" au lieu de "immoveables".

3429

Notice

NOTICE OF DISSOLUTION OF PARTNERSHIP.

*Superior Court.*Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 532.

Re Grimm & Mitton, Forum Building, Montreal.

Notice is hereby given that by a judgment of the superior court dated the 20th of July, 1914, I have been appointed liquidator to the partnership of Grimm & Mitton, dissolved.

PAUL L. TURGEON,
Liquidator.Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier,
Montreal.

3426

Avis de Faillites

*Cour Supérieure.*Province de Québec,
District de Beauharnois.Dans l'affaire de J. Aldéric Leduc et Jules Leduc,
Valleyfield, P. Q., Faillis.

Avis est par le présent donné que le 16ème jour de juillet 1914, les dits faillis ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

WILLIAM BELL,
Gardien-provisoire.

Montréal, 25 juillet 1914.

3403

In re Dame Ada Whelan, succession Reilly,
Aylmer, Québec.

Avis vous est par le présent donné que j'ai été ce jour, par ordre de la cour, nommé curateur dans cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent m'être transmises dans les trente jours de cet avis.

J. E. COUTURE,
Curateur.

Hull, 22 juillet 1914.

3427

No. 2141.13

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Shigawake Centre School Municipality

Quebec, 23rd July, 1914.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council of 12th June, 1914, to detach from the school municipality of Saint Godefroi, all the lots contained within the township of Hope, Bonaventure county, from cadastral Nos. 246 to 313, first range, both inclusive, and all the lots from Nos. 356 to 395, both inclusive and to erect them into a new school municipality for Protestants only, under the name of "Shigawake Centre".

3424

ERRATUM

On page 1779 of the *Official Gazette*, of the eighteenth day of July, 1914, number 3256—at the end of the second paragraph—read "moveables" instead of "immoveables".

3430

Avis

AVIS DE DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ.

*Cour Supérieure.*Province de Québec,
District de Montréal.

No 352.

Re Grimm & Mitton, "Forum Building",
Montréal.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la cour supérieure en date du 20 juillet 1914, j'ai été nommé liquidateur à la société de Grimm & Mitton, dissoute.

PAUL L. TURGEON,
Liquidateur.Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier,
Montréal.

3425

Bankrupt Notices

*Superior Court.*Province of Quebec,
District of Beauharnois.In the matter of J. Aldéric Leduc and Jules Leduc,
Valleyfield, P. Q., Insolvents.

Notice is hereby given that on the 16th day of July, 1914, the said insolvents have made a judicial abandonment of their assets for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of this court.

WILLIAM BELL,
Provisional guardian.

Montreal, 25th July, 1914.

3404

In re Dame Ada Whelan, estate Reilly, Aylmer,
Quebec.

Notice is hereby given to you that by order of the court, I have been appointed, to-day, curator in this matter.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. E. COUTURE,
Curator.

Hull, 22nd July, 1914.

3428

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de J. A. Gougeon, épicier, de
Maisonnette, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à opposition jusqu'au 11 août 1914, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 23 juillet, 1914. 3405

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 364.

In re Calixte Boudreault, Sainte-Monique, Co.,
Nicolet, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, rendu ce vingt-unième jour de juillet, 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du failli ci-dessus nommé.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains sous trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de: Duhamel Jenkinson & Beaulieu,
No 3, Notre-Dame Est.
Montréal, 22 juillet, 1914. 3415

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 196.

In re Victor Beauchamp, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, rendu ce vingt-unième jour de juillet, 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du failli ci-dessus nommé.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains sous trente jours de cette date.

J.-G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson, & Beaulieu,
No 5, rue Notre-Dame Est.
Montréal, 22 juillet 1914. 3413

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re B. L. Kitredge, épicier, Montréal, Failli.

Avis est donné que le 29ème jour de juin 1914, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.

Edifice "Banque de Québec",
No 11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 22 juillet 1914. 3407

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of J. A. Gougeon, grocer, of
Maisonnette, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to opposition until the 11th of August, 1914, after which day, the dividend will be paid, at my office.

ERNEST ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 23rd July, 1914. 3406

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 364.

In re Calixte Boudreault, Sainte Monique, Co.,
Nicolet, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the superior court rendered this 21st day of July, 1914, the undersigned have been named curators of the above named insolvent estate.

Sworn claims must be filed in our hands within 30 days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of: Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre-Dame street East.
Montreal, 22nd July, 1914. 3416

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 196.

In re Victor Beauchamp, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the superior court, rendered this 21st day of July, 1914, the undersigned have been named curators of the above named insolvent estate.

Sworn claims must be filed in our hands within 30 days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre-Dame street East.
Montreal, 22nd July, 1914. 3414

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re B. L. Kitredge, grocer, Montreal, Insolvent.

Notice is given that on the 29th day of June, 1914, by an order of the court, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be produced at my office within one month of this date.

ERNEST ST. AMOUR,
Curator.

"Banque de Quebec" building,
No. 11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 22nd July, 1914. 3408



1957

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No. 182.

In re Ascher Bros, David Desola Ascher, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que l'insolvable ci-dessus a, ce vingtième jour de juillet, 1914, fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

J. G. DUHAMEL,
Dép. gardien provisoire.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3 Notre-Dame Est.
Montréal, 21 juillet, 1914. 3411

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Joseph Longtin, entrepreneur, Verdun, Insolvable.

Avis vous est donné que le 2ième jour de juillet 1914, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.

Edifice "Banque de Québec",
No 11 Place d'Armes.
Montréal, 22 juillet 1914. 3409

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 75.

In re Max. Lesage, boucher, Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été déclaré dans cette affaire et sera payable à mon bureau, 97, rue Saint-Jacques, chambre 34, à Montréal, le 15 août 1914.

Toute contestation du dit bordereau devra m'être signifiée avant cette date.

C. A. SYLVESTRE,
Curateur.

Montréal, 22 juillet 1914. 3401

District de Saint-François.

In re Joseph Bureau, Compton, Insolvable.

Avis est donné que le dix-huitième jour de juillet 1914, le dit insolvable a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Saint-François, tel que prévu par la loi.

GEDEON E. BEGIN,
Gardien provisoire.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155 rue Wellington.
Sherbrooke, 22 juillet, 1914. 3421

En liquidation

Province de Québec,
District de Saint-François.

Avis est par le présent donné qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la "Windsor & Brompton Bridge Company" tenue au bureau de la compagnie, dans la ville de Windsor, Québec, le dix-septième jour de juillet, 1914, il a été passé une résolution par une majorité ré-

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 182.

In re Ascher Bros, David Desola Ascher, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above insolvent has, this 20th day of July, 1914, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

J. G. DUHAMEL,
Dep. provisional guardian.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre-Dame street East.
Montreal, 21st July, 1914. 3412

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Joseph Longtin, contractor, Verdun, Insolvent.

Notice is hereby given that on the second day of July, 1914, by an order of the court, I was appointed curator to the property and assets of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11 Place d'Armes.
Montreal, 22nd July, 1914. 3410

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 75.

In re Max. Lesage, butcher, Montreal, Insolvent.

A first and last dividend sheet has been prepared in this matter and shall be payable at my office, 97, Saint James street, room 34, Montreal, on the 15th of August, 1914.

Any contestation of said dividend sheet must be filed before me before that date.

C. A. SYLVESTRE,
Curator.

Montreal, 22nd July, 1914. 3402

District of Saint Francis.

In re Joseph Bureau, Compton, Insolvent.

Notice is given that on the eighteenth day of July, 1914, the said insolvent has filed his statement in the prothonotary's office of the superior court of the district of Saint Francis as provided by law.

GEDEON E. BEGIN,
Provisional guardian.

Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street.
Sherbrooke, 22nd July, 1914. 3422

In Liquidation

Province of Quebec,
District of Saint Francis.

Notice is hereby given that at a special general meeting of the shareholders of the Windsor & Brompton Bridge Company, held at the office of the company, in the town of Windsor, Quebec, on the seventeenth day of July, nineteen hundred and fourteen, a resolution was passed by a majori-

présentant plus que les deux-tiers des souscripteurs et du capital-actions réparti de la compagnie: que la compagnie devrait-elle volontairement liquidée et dissoute.

Avis est par le présent donné qu'à la dite assemblée le soussigné a été nommé liquidateur dans le but de liquider les affaires de la compagnie et distribuer ses biens.

En foi de quoi, John A. McCabe, médecin, de la ville de Windsor, Qué., a signé les présentes à Windsor sus-dit, le vingt-unième jour de juillet, mil neuf cent quatorze.

JOHN A. McCABE,
Windsor, Qué., comté de Richmond.
21 juillet 1914. 3391

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE.

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSERÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.
Hôtel du gouvernement
Québec, 4 avril 1914 2469

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 30.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Campeau vs Séguin.....	1819
" Carignan vs Demontigny.....	1822
" Chartier vs Geoffrion.....	1824
" Daoust vs Deslauriers.....	1823
" Desautels vs Brown.....	1822

rity representing more than two-thirds of the subscribers and allotted capital stock of the company, that the company should be wind-up voluntarily and dissolved.

Notice is hereby given that, at the said meeting, the undersigned was appointed liquidator for the purpose of winding-up the affairs of the company and distributing its assets.

In testimony whereof, John A. McCabe, physician, of the town of Windsor, Que., has signed these presents, at Windsor aforesaid, the twenty first day of July, nineteen hundred and fourteen.

JOHN A. McCABE,
Windsor, Que., county of Richmond.
21st July, 1914. 3392

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.
Government House.
Quebec, 4th April, 1914 2470

Index of the Quebec Official Gazette, No. 30.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Goyer vs Rabeau.....	1823
" Harvey vs Ferland.....	1800
" Lamond vs Bissonnette.....	1822
" Lapeyrière vs Bégis.....	1820
" Marleau vs St-Jean.....	1823

" Dme Després vs Maurice.....1822	" Dme Roireau dit Laliberté vs Desmarais 1821
" Favreau vs Maurice.....1823	" Roireau dit Laliberté vs Lemonde.....1821
" Favreau vs Ringuette.....1823	" Rousseau vs Dancause.....1823
" Fisette vs Lemay.....1820	" Tessier vs Ethier.....1820
" Gorrel vs Chassagne.....1821	" Therriault vs Desroches.....1820
ACTIONS EN SEPARATION DE CORPS ET DE BIENS: Bruyère vs Boffre, 1822.	ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD: Bruyère vs Boffre, 1822.
AGRICULTURE:—Société Coopérative Agricole de Bonaventure, 1800.	AGRICULTURE:—Cooperative Agricultural Society of Bonaventure, 1800.
ANNONCEURS, avis aux: 1858.	ADVERTISERS, notice to: 1858.
ASSEMBLEE:—Cour d'Echiquier du Canada, 1809.	MEETING:—Exchequer Court of Canada, 1809.
ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec, 1800; L'Union Secourable des Cordonniers de Québec, 1800.	ASSOCIATION, ASSURANCE OR SOCIETY:—L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec, 1800; L'Union Secourable des Cordonniers de Québec, 1800.
AVIS:—Griffin Hill Cemetery Coy, 1820; Grimm & Mitton, 1855.	NOTICE:—Griffin Hill Cemetery Coy, 1820; Grimm & Mitton, 1855.
CERCLE AGRICOLE, formation de:—Cercle Agri- cole de la paroisse Notre-Dame de la Salette, 1806.	FARMERS' CLUB, formation of:—Farmers' Club of the parish of Notre Dame de la Salette, 1806.
ERECTION DE TERRITOIRE:—En municipalité de la partie ouest de la paroisse de Sainte-Rose, 1819.	TERRITORY ERECTED:—Into a municipality of the west part of the parish of Sainte Rose, 1819.
ERRATUM:—Page 1779, du 18 juillet 1914, au lieu de immoveables, lisez moveables, 1855.	ERRATUM:—Page 1779, of the 18 July, 1814, instead of immoveables, read moveables, 1855.
EXAMEN:—Bureau des Mesureurs de Bois, P. Q., 1819.	EXAMINATION:—Board of Examiners of Cullers, P. Q., 1819.
FAILLIS:—INSOLVENTS:	FAILLIS:—INSOLVENTS:—
Ascher Bros.....1856	Kutznets.....1825
Beauchamp.....1856	La Cie Electrique Deschambault, Ltée.....1824
Boudreault.....1856	Leduc & Frère.....1855
Bureau.....1856	Lesage.....1856
Couroux (Dlle) <i>et vir</i> 1825	Longtin.....1856
Ferkoff.....1824	Maker.....1826
Freeman.....1825	Manolson.....1824
Gougeon.....1856	Meloche.....1825
Kitredge.....1856	Whelan (Dme) <i>ès-ql</i> 1825
LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:	LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:
Boucher's Liniment Coy, Ltd.....1802	Normandin, Ltée.....1798
Boulevard Hotel, Ltée.....1812	Redfern Lumber Coy.....1804
Café Saint-Jacques, Ltée.....1817	Reid Brothers Ltd.....1812
Colonial Coconut Butter Coy., Ltd.....1810	Southern Electric Light & Power Co., Ltd.....1814
Hinton Café, Ltd.....1808	Saint James Realty Coy.....1815
J. Asselin, Ltée.....1813	The Brisebois & Amyot Furniture Co., incor. 1817
La Cie de Rendements Composés Ltée.....1802	The City Construction Coy, Ltd.....1806
La Cie du Café du Palais.....1803	Verchères Publishing Coy, Ltd.....1800
Montreal Lumbermen Specialties Coy.....1799	
LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES:—La Cie de Parfumerie Française Ltée, 1810; La So- ciété d'Eclairage et d'Energie Electrique du Saguenay, 1854.	SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—La Cie de Parfumerie Française Ltée, 1810; La So- ciété d'Eclairage et d'Energie Electrique du Saguenay, 1854.
LIQUIDATION:—Cie des Sept Iles, 1825; Windsor Brompton Bridge Coy, 1857.	LIQUIDATION:—Cie des Sept Iles, 1826; Windsor Brompton Bridge Coy, 1857.
MUNICIPALITES SCOLAIRES, Prévost, 1809; Shiga- wake Centre, 1855.	SCHOOL MUNICIPALITIES:—Prévost, 1809; Shiga- wake Centre, 1855.
NOMINATIONS:—	APPOINTMENTS:—
Cour des Commissaires, paroisse Saint- Ferdinand d'Halifax, 1795.	Commissioners' Court:—Parish Saint Fer- dinand d'Halifax, 1795.

Membres du Conseil d'Hygiène:—Province de Québec, 1795.

ORDRE DE COUR:—Leroux vs Asselin, 1828.

PROCLAMATIONS:—Convocation des Chambres, 1800; Loi de Tempérance du Canada, 1795.

RATIFICATIONS:—La cité de Montréal et Boyer, 1839; La cité de Montréal et Caron, 1833; La cité de Montréal et Damien, 1835; La cité de Montréal et Falardeau, 1834; La cité de Montréal et Gagné, 1830; La cité de Montréal et Gariépy (Dme), 1836; La cité de Montréal et succession Martel, 1838; La cité de Montréal et Poirier, 1832.

REQUETE:—The Church of Saint Peter and Saint Paul, 1821.

SYNDICAT D'ELEVAGE DE:—Saint-Pierre, 1806; Saint-Simon, 1806.

VENTE PAR ENCAN:—La Cie de Pulpe Dalmas, 1826.

VENTE PAR LICITATION:—Hall (Dme) vs Dme Hall *et al*, 1828; Pinard (Dme) vs Dme Boisclair, 1828.

VENTES PAR LES SHERIFS:

BEAUCE:—Gagnon vs Bolduc *et al*, 1842; Morency vs Labbé, 1842; Roy (Dlle) vs Roy, 1843.

GASPE:—Létourneau vs Vaillancourt, 1843.

IBERVILLE:—Dupré vs Quenty, 1843.

MONTREAL:—Bohemier vs Lafrance, 1846; Guillemette vs Marien, 1844; Huberdeau vs The Brompton Park Realty Co., Ltd, 1844; Legault vs Lafrance, 1845; Levis (Dlle) vs Burelle, 1845; Quesnel vs Fortier, 1846; The Trust & Loan Coy of Canada vs Purves, 1847.

PONTIAC:—Nadeau vs Labrecque, 1847; The Trust & Loan Coy of Canada vs Brouillard, 1848; The Trust & Loan Coy of Canada vs Giroux, 1849; The Trust & Loan Coy of Canada vs Pitre, 1849.

QUEBEC:—Blouin vs Hallé, 1850; Samson vs Carrier, 1850.

SAGUENAY:—Ménard (Dme) vs Côté, 1850.

SAINT-HYACINTHE:—Dauphinais vs St-Onge, 1852; Halpin vs Martin, 1851.

TERREBONNE:—Charlebois vs Ladouceur, 1852.

TROIS-RIVIERES:—Boulet & Lévis, insolubles, 1853; Rochette vs Chauvette & Beaudin, 1853.

Members of the Board of Health:—Province of Quebec, 1800.

ORDER OF COURT:—Leroux vs Asselin, 1828.

PROCLAMATIONS:—Parliament Convoked, 1800; The Canada Temperance Act, 1795.

RATIFICATIONS:—The city of Montreal and Boyer, 1839; The city of Montreal and Caron, 1833; The city of Montreal and Damien, 1835; The city of Montreal and Falardeau, 1844; The city of Montreal and Gagné, 1830; The city of Montreal and Gariépy (Dme), 1836; The city of Montreal and estate Martel, 1838; The city of Montreal and Poirier, 1832.

PETITION:—The Church of Saint Peter and Saint Paul, 1821.

STOCK BREEDING SYNDICATE OF:—Saint Peter, 1806; Saint Simon, 1806.

AUCTION SALE:—La Cie de Pulpe Dalmas, 1826.

SALE BY LICITATION:—Hall (Dme) vs Dme Hall *et al*, 1828; Pinard (Dme) vs Dme Boisclair, 1828.

SHERIFFS' SALES:

BEAUCE:—Gagnon vs Bolduc *et al*, 1842; Morency vs Labbé, 1842; Roy (Dlle) vs Roy, 1843.

GASPE:—Létourneau vs Vaillancourt, 1843.

IBERVILLE:—Dupré vs Quenty, 1843.

MONTREAL:—Bohemier vs Lafrance, 1846; Guillemette vs Marien, 1844; Huberdeau vs The Brompton Park Realty Co., Ltd, 1844; Legault vs Lafrance, 1845; Levis (Dlle) vs Burelle, 1845; Quesnel vs Fortier, 1846; The Trust & Loan Coy of Canada vs Purves, 1847.

PONTIAC:—Nadeau vs Labrecque, 1847; The Trust & Loan Coy of Canada vs Brouillard, 1848; The Trust & Loan Coy of Canada vs Giroux, 1849; The Trust & Loan Coy of Canada vs Pitre, 1849.

QUEBEC:—Blouin vs Hallé, 1850; Samson vs Carrier, 1850.

SAGUENAY:—Ménard (Dme) vs Côté, 1850.

SAINT HYACINTHE:—Dauphinais vs St-Onge, 1852; Halpin vs Martin, 1851.

TERREBONNE:—Charlebois vs Ladouceur, 1852.

THREE RIVERS:—Boulet & Lévis, insolvents, 1853; Rochette vs Chauvette & Beaudin, 1853.